Le fil rouge

REVUE
DÉPARTEMENTALE
D'HISTOIRE SOCIALE
HIVER 2013
N°50 -10 €

n°50

17 ANS D'HISTOIRES SOCIALES
EN SEINE-MARITIME

17 ANS D'HISTOIRES SOCIALES EN SEINE-MARITIME

N°50 – 17e année
édité par l'IHS CGT 76
Tél : 02 35 58 88 60
courriel : ihs76@cgt76
Site : http://www.ihscgt76.fr

Ont participé à la rédaction : Luc Bourlé, Sylvain Brière, Jacques Defortescu, Serge Laloyer, Pierre Leblic, Marcelle Marécal, Jacky Maussion, Germain Narzis, Robert Privat, Pierre Toutain, Gérard Vandenhede.

Iconographie : Archives IHS CGT 76 et collections personnelles suivant numéros du *Fil Rouge* (voir légendes).

Conception graphique : Médiris
Tél : 04 37 28 93 35
http://blog.agence-mediris.com
Numéro d'émetteur : 522992

Imprimerie : Phil' Print

Cinquante numéros pour l'avenir

Ce numéro exceptionnel du *Fil Rouge* se fixe l'ambition de relater le chemin parcouru depuis la création de l'IHS-CGT de Seine-Maritime, en 1996. Nous attirons l'attention du lecteur sur les principaux sujets traités au cours de ces années d'existence de notre revue, sur les livres que nous avons édités sur les grèves de 1936 et de 1968, sur l'ouvrage sur les cent ans de l'Union Départementale de la CGT, ou encore sur les témoignages de syndicalistes de Haute-Normandie.

Un grand nombre d'événements, analyses, luttes, interventions, actions et réalisations du mouvement syndical du département ont ainsi été portés à la connaissance de nos lecteurs.

Les périodes de notre histoire, où le mouvement populaire a été en mesure d'imposer de grandes conquêtes sociales, notamment en 1936, à la Libération, en 1968, ont permis d' acquérir des droits nouveaux, par exemple, une amélioration du pouvoir d'achat, les congés payés, des réductions du temps de travail, des conventions collectives, la création de la Sécurité Sociale et celle des comités d'entreprise. Ces périodes de notre histoire, où le travail l'a emporté sur la logique du capital, restent dans la mémoire collective : des grands moments d'avancées sociales.

Le lecteur de notre revue retrouvera que cette volonté d'agir pour le mieux-vivre a forgé toute l'histoire du mouvement ouvrier et de la CGT.
Aujourd'hui ces conquêtes sociales font l'objet de remises en cause par le patronat et les gouvernements européens qui partagent la même politique économique : profits maximum, chômage, pauvreté, précarité de l'emploi...

Les pages de ces cinquante numéros du *Fil Rouge* rappellent le rôle de l'indispensable force collective apte à pleinement accéder à des succès rendant la vie meilleure au travail et dans la cité, pour la classe ouvrière et l'ensemble des salariés.

Cela justifie l'existence de notre Institut d'Histoire Sociale et la poursuite de son travail dans les années qui viennent.

Serge LALOYER
Président de l'IHS CGT 76

SOUTENEZ VOTRE INSTITUT ET LE FIL ROUGE

Voilà 17 ans qu'existe notre Institut, vous appréciez notre travail, aidez-nous à faire connaitre le *Fil Rouge* autour de vous. Faites adhérer vos amis(es), votre syndicat, votre association, votre municipalité. Notre Institut CGT d'Histoire Sociale est une association loi 1901, à ce titre elle vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses adhérents/lecteurs, ainsi qu'au dévouement de ses historiens bénévoles. Merci de régler rapidement votre cotisation 2014, les tarifs restant inchangés.

1

n°1 / automne 1997

PRENDRE LE LARGE AU HAVRE

Le France

1 Le comité de défense vient saluer l'occupation du *France*, au Havre.

Deux articles, l'un d'Albert PERROT, l'autre de Serge LALOYER, sont consacrés à ce navire. Jean Ferrat chante *Ma France,* les Havrais pleurent «leur France». Le Havre a toujours eu une relation forte avec la mer. Créé en 1517 par François 1er sur des marécages pour être un port maritime et militaire, il est le point de départ de grandes aventures et de découvertes. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, il élargit son activité commerciale et devient un grand port colonial.

Les débuts de la vocation transatlantique

C'est aux XIXe et XXe siècles que le port prend son essor maritime, port de commerce et de passagers ; il faut transporter les migrants qui partent pour les Amériques. Deux compagnies «Compagnie Générale Transatlantique» et «Compagnie des Chargeurs Réunis» assurent des liaisons régulières avec l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

L'époque des grands paquebots

Au début du XXe siècle l'ère des grands paquebots connait son véritable essor. La clientèle de luxe augmente, les traversées se transforment en croisières de rêve. Le Havre vit désormais au rythme des départs et des arrivées de ces navires, le plus célèbre étant *le France*.
Le France arrive au Havre le 23 novembre 1961 sous les acclamations d'une foule nombreuse.

Fleuron de la Compagnie Générale Transatlantique. Il assurera la liaison Le Havre-New-York pendant 14 ans ; il fournit à la ville et au port une activité économique importante : 1 000 membres d'équipage auxquels s'ajoutent les personnels de la préparation des voyages, de l'entretien et de réparation des navires...
C'est aussi une importante activité touristique : les jours de visite, il y a plus de monde sur les paquebots qu'au Mont Saint-Michel !
C'était une vitrine du savoir-faire français au plan économique, technique, artistique et culturel.

La déchirure

Le désarmement en 1974 a eu de graves conséquences pour le personnel licencié mais aussi pour l'activité du port et de la ville du Havre.
La logique de rentabilité maximale a mis fin à l'ère des paquebots et le quai Joannès Couvert est devenu « le quai de l'oubli ». Les luttes pour sauver le navire et pour qu'il compte encore dans l'économie havraise ont été souvent rudes, mais rien n'y a fait.
Le 18 août 1979, *le France* devenu *Norway* abandonnait, accompagné par les sirènes et le son des cloches, une foule silencieuse, émue, qui assistait à la fin de toute une histoire maritime de la ville. L'activité maritime impacte toute la côte du département et a aussi beaucoup marqué l'activité économique de Dieppe où de nombreuses luttes ont émaillé la vie sociale et pas toujours celles qu'on pouvait souhaiter.

Une émeute à caractère xénophobe, en 1884 à Dieppe

Gilles PICHAVANT rappelle combien le début de la décennie est marquée par une forte dépression économique, le chômage augmente et c'est aussi le démarrage des grands travaux (réseau téléphonique, percement du canal du Pollet).
Les entrepreneurs locaux cherchant à faire exécuter les travaux au meilleur coût, font venir des étrangers et n'utilisent pas la main d'œuvre locale. La cohabitation entre les étrangers et les français devient difficile. Un fait divers dramatique, puisqu'il y a eu un mort, met en cause deux italiens ivres.
Le jour suivant, des attroupements menaçants se forment un peu partout. Finalement les autorités réussissent à calmer les esprits mais le lendemain la ville réputée très calme est sous le choc.
Nous étions en 1884, nous sommes en 2013, les pratiques patronales ont peu changé : mettre les travailleurs en concurrence pour obtenir le profit maximum !

⊕ À LIRE AUSSI

En ce numéro très dense, Pierre MICHEL présente le Havre, deuxième port négrier de France. Pierre LARGESSE détaille l'origine de la législation du travail. Robert PRIVAT raconte l'action pour les salaires à l'OTR de Grand-Quevilly, en Février 1967, prélude à Mai-Juin 1968. Un article sur le temps de travail clôt ce numéro.

2 ***Le France*** **au « quai de l'oubli ».**

n°2 / hiver 1998

HISTOIRE DE TÉMOINS

La tradition veut que les dates anniversaires soient fêtées et, dans le domaine public principalement, les dixièmes et multiples de dix, les centièmes et plus... *Le Fil Rouge* débutant sa carrière à la fin de 1997, il était normal de donner une large place à des luttes aussi importantes que celle de mai 1968. Ce numéro les aborde partiellement à travers le témoignage de différents acteurs de ces luttes ; d'autres numéros et manifestations diverses aborderont ce sujet qui a marqué l'histoire de notre pays au cours de la deuxième moitié du XXe siècle.

Les événements de Mai 68

1 **Affiche Mai 1968 de l'atelier populaire.**

En trois articles, les acteurs de mai 1968 témoignent : Serge LALOYER et Daniel TURQUETY de Renault Cléon, Gérard JACQUELINE des Télécoms à Dieppe, et Jeannine PONTHIEU des Chèques Postaux à Rouen.

En ces trois lieux comme ailleurs, les « événements de 68 » n'ont rien à voir avec la génération spontanée. Le mécontentement des salariés était profond et s'est exprimé sous diverses formes dans les années précédentes. L'élément déclencheur de ce mouvement social est la répression policière d'une manifestation d'étudiants à Paris ; le monde du travail est très attaché à la liberté d'expression et de manifestation.

Ensuite pendant cette période, à travers l'organisation des luttes et de la vie sociale, les salariés avec leurs syndicats (essentiellement la CGT) ont su faire vivre les valeurs qui traversent l'engagement syndical. Les témoignages des camarades de différentes professions l'attestent :

- La prise en compte des revendications générales et les revendications spécifiques à chaque secteur.
- La solidarité avec l'organisation du ravitaillement (au besoin de la pêche aux moules à Dieppe) et la répartition des denrées alimentaires, des bons d'essence.
- La démocratie syndicale. Tous les témoignages le soulignent : la démocratie a été exercée tout au long du conflit et jusqu'à la reprise du travail, toutes les décisions étaient prises quotidiennement en assemblées générales.

L'actualité de cette période est tellement fournie qu'elle se prolongera dans le prochain numéro !

Regards sur les journées d'Avril 1848

La vie du monde ouvrier prend une grande place dans la société française à partir de l'essor de l'industrialisation au cours du XIXe siècle. L'article de Robert PRIVAT *Regard sur les journées d'avril 1848 à Rouen* dans sa première partie nous éclaire sur la condition ouvrière de ces années-là.

2

Cet article illustre la condition ouvrière à cette époque :

- Ateliers et usines insalubres.
- Règlement intérieur draconien, le patron étant tout puissant.
- La loi Le Chapelier interdisant toute possibilité de lutte collective.
- La loi interdisant le travail des enfants avant huit ans pas toujours respectée.
- Les accidents du travail nombreux.
- Les salaires permettaient à peine de se nourrir et de se loger en conséquence l'état sanitaire des ouvriers était déplorable.

La vie du monde ouvrier prend une grande place dans la société française au cours du XIXe siècle.

Une telle situation ne pouvait déboucher que sur des révoltes, elles feront l'objet d'une deuxième partie d'article dans un prochain numéro.

3

2 **Congrès des cheminots en 1909.**

3 **Les journées révolutionnaires.** A.Dayot.

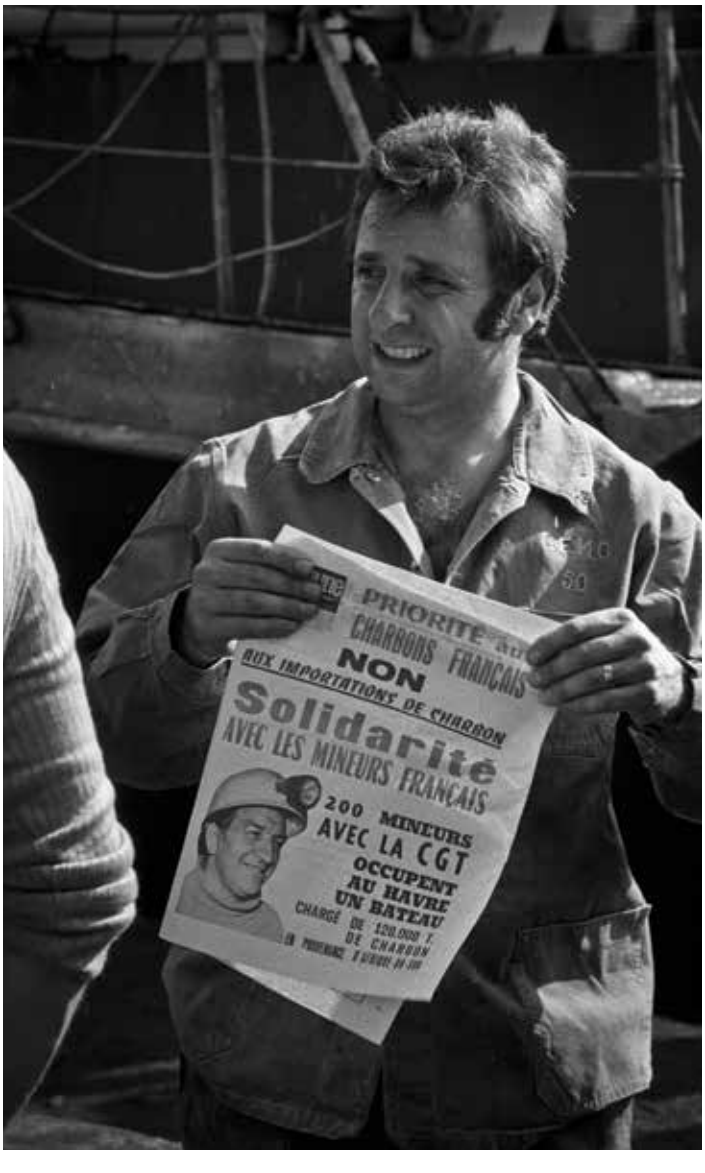
⊕ DANS CE NUMÉRO

Citons aussi en ce numéro 2, quatre pages d'Albert PERROT rappelant précisément les fondations de l'Union Locale du Havre, à l'occasion de ses 90 ans.

1974. CONTRE L'APARTHEID

Photographies de Jean-Luc WEBER

Deux-cent mineurs de la CGT et les travailleurs du département occupent le bateau d'Afrique du Sud Le Pen-Château.



n°3 / printemps 1998

DES ACQUIS À PRÉSERVER

La première de couverture de ce *Fil Rouge*, reproduisant des affiches de mai-juin 1968, reflète bien le contenu de ce numéro 3 dont dix-neuf pages sont consacrées à ce printemps 68 (témoignages de ceux qui l'ont vécu et effets médiatiques de ce trentenaire en Seine-Maritime).

Du printemps 1968...

La page 2 attire l'attention du lecteur sur le remarquable album : « Un mois de mai très occupé », édité par la *VO* et le *Temps des Cerises*, où figurent onze témoignages de militants et militantes de notre département.

L'éditorial de ce numéro rend compte des journées nationales d'étude de l'IHS qui se sont tenues à Kaysersberg ; en particulier, est souligné le fait que les différents instituts départementaux ou régionaux ont permis de redonner à ces luttes toutes leurs dimensions, à la fois étudiantes et ouvrières (aspect souvent oublié dans les médias).

L'activité de l'Institut national a été précisée :

- Colloque « L'extrême-droite et les syndicats ».
- Colloque « Femmes et syndicalisme ».

Dans ce numéro, les témoignages concernant les luttes de Mai 68 se poursuivent :

- « Mon mai-juin 68 au Havre », par Jacques DEFORTESCU.
- « Mai 68 à l'OTR » (Organisme Technique Régional) à Grand- Quevilly, par Robert PRIVAT, des femmes du Havre se sont rebellées contre le chômage partiel et leur étiquetage... (le port de badges).

Si ces luttes ont des causes communes (conditions de travail, salaires, atteintes à la dignité des salarié(e)s) le motif du déclenchement de l'action est particulier à chaque entreprise, atelier ou administration.

Ces témoignages permettent de suivre l'évolution des luttes :

- Leur montée en puissance.
- Le rôle de la réflexion et de la décision collective.
- La détermination et le sérieux de chacun et la pugnacité de tous pour aboutir à un résultat positif. Et il l'a été !

Notre vie au travail et le contexte de notre activité syndicale doivent beaucoup à cette période. Soyons vigilants, le patronat voudrait bien reprendre ces acquis et bien d'autres...

... aux initiatives de l'année 1998

La Vie Ouvrière a consacré un reportage de 6 pages sur le département de Seine-Maritime (département qui était le premier en nombre de syndiqués).

En 1998, les initiatives ont été nombreuses dans le département, elles sont retracées dans ce numéro, notamment des expositions à Rouen, Le Havre, Dieppe et Elbeuf. Ces expositions ont circulé dans plusieurs endroits : usines ou lieux publics. Elles ont eu suffisamment d'impact pour que les journaux locaux en fassent largement écho. La revue de presse de l'époque qui figure dans ce numéro en atteste.

⊕ ET AUSSI

La dernière page rend hommage à Jean MALVASIO, décédé le 20 avril 1998, qui avait été secrétaire général de notre UD, de 1964 à 1966.

n°4 / automne 1998

DES DATES HISTORIQUES

Seulement deux ans d'existence et déjà un bilan positif pour ce qui a été fait mais surtout par la mise en place de bases solides pour le travail futur de notre Institut. C'est ce que souligne l'éditorial de ce numéro.

Regards sur les journées d'Avril 1848 (suite)

Robert PRIVAT rappelle que la révolution industrielle démarrée à la fin du XVIIIe siècle, se poursuit. Son essor nécessite la modernisation des moyens de transport en amont et en aval. Les choix à opérer pour la construction de ces réseaux (ferrés notamment) suscitent des tensions entre les deux rives de la Seine.
Rouen est au cœur d'une vaste région économique. Ville d'industrie textile : de nombreuses manufactures sont installées dans les vallées environnantes, le tissage à main subsiste dans le Pays-de-Caux. Le matériel est souvent archaïque,

1

sa modernisation entraîne des suppressions de personnels et provoque des révoltes (exemple à Elbeuf).
Les mauvaises récoltes de 1845-46 déclenchent une crise économique. Le pain et les pommes de terre manquent. Des émeutes naissent en divers endroits : Elbeuf, Le Houlme, Bolbec, Dieppe... En campagne, des troupes de mendiants vont frapper à la porte des cultivateurs et des bourgeois ; les patrons en profitent pour diminuer les salaires. La misère et le chômage s'installent durablement, les sans-emploi s'inscrivent en masse dans les Ateliers Nationaux (4 000 dans les ateliers de charité à Rouen).

En 1847, on estime à 30 % la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers. La revendication n'est plus l'augmentation mais le maintien du salaire.
Le terreau d'une révolution existait mais il faudra attendre les événements parisiens de février 1848 pour qu'elle se déclare en Normandie.

2

1 Révolution 1848.
2 Les journées révolutionnaires.
A. Dayot.

1936, le Front populaire au Havre

Après la crise de 1929, la situation des salariés, dans tous les pays, était dramatique.
Comme toujours la droite veut faire payer la crise aux salariés (10 à 15 % de diminution de salaire) et ne trouve que la répression comme réponse aux rébellions.

Malgré cela les luttes se succèdent : en décembre 1932 grève des dockers, 1933 des fonctionnaires, 1935 des marins. L'année 1934 fut une année politique difficile avec de graves affrontements provoqués par des groupes fascistes ; heureusement le monde du travail a su retrouver son unité syndicale ce qui facilitera les luttes de l'année suivante et permettra les « acquis de 36 », conclut Pierre MICHEL.

3 **Arrivée en gare, au Tréport, en 1936.**

125e anniversaire du Syndicat du Livre de Rouen

Il y a 125 ans, 73 ouvriers du livre de Rouen créent une association de typographes qui a pour but de construire un syndicalisme corporatif, avec pour objectif la constitution arbitrale et la création d'un tarif de la main d'œuvre.

Le 20 mai 1875, l'association ouvrière informe par lettre les patrons de ses demandes. La réponse est, dans un premier temps, négative. Mais en 1876 la chambre patronale accepte. On peut considérer que c'est l'amorce des futures conventions collectives.

En 1881, naît la Fédération des Travailleurs du Livre et dès le premier congrès se pose la question féminine. En effet la fédération s'oppose à la présence de femmes dans un atelier de typographie (la section de Rouen a voté contre) ce qui entraîne la difficulté de leur syndicalisation. En 1900, 67 % des votants s'opposent encore à la syndicalisation des femmes ; en 1973, les classifications P2 étaient encore différentes pour les hommes et pour les femmes !
Malgré cette particularité misogyne, le Syndicat du Livre a su mener de durs combats et a joué tout son rôle dans les moments historiques du XXe siècle, l'article de Jean-Pierre DUVAL nous les relate.

⊕ À VOIR !

Trois autres articles complètent ce numéro 4, *L'avant 68 chez Total* par François BOULE ; *Le temps de travail en question* par Marcel SAUNIER ; *Une journée pas comme les autres* où Serge LALOYER relate une manifestation de la droite et de l'extrême-droite rouennaises, du 31 mai 1968.

n°5 / printemps 1999

LE FRUIT DES LUTTES

Dans ce numéro, des articles très différents montrent que si les luttes ne paient pas toujours, (la révolution de 1848 à Rouen) elles précèdent parfois le Droit (radio CGT 76 en 1979) et sont toujours le fruit de militants indispensables (le « Maitron »).

La révolution de 1848 à Rouen

En cette troisième et dernière partie, Robert PRIVAT souligne qu'au printemps, de nombreux mouvements ouvriers éclatent dans la région (Buddicom à Sotteville, la Foudre à Petit-Quevilly, les filatures de Malaunay et de Maromme...) pour que « les machines qui n'ont été faites jusqu'à présent que dans l'intérêt des maîtres servent au soulagement des travailleurs ».

De tous les ateliers, les ouvriers élaborent leurs revendications (« nous voulons la hausse des salaires, la diminution de la journée de travail à 10 heures comme à Paris ») et les transmettent au tout récent commissaire du gouvernement provisoire de la République, Frederick Deschamps.

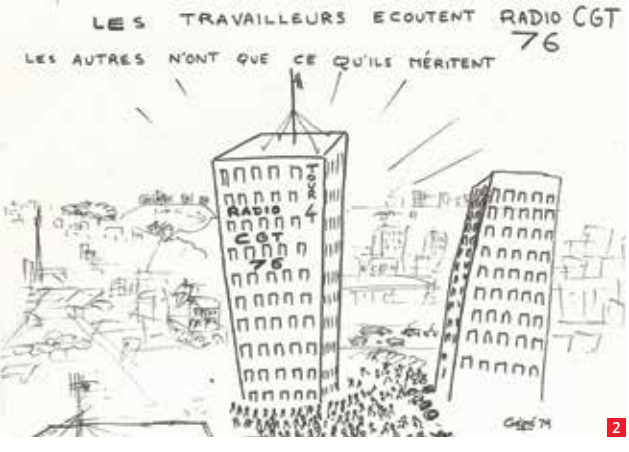
Les machines qui n'ont été faites jusqu'à présent que dans l'intérêt des maîtres servent au soulagement des travailleurs.

Considéré par la bourgeoisie comme « l'homme des ouvriers et des démagogues », il prend une série d'arrêtés sur la durée du travail dans les usines textiles et au Port, fixe un salaire minimum pour les ouvriers des filatures et teintureries.
Mais le chômage s'amplifie et la presse bourgeoise agite le spectre de l'anarchie et du socialisme. *Le journal de Rouen* présente les actions ouvrières comme le fait d'étrangers et appelle à « l'ordre, seul remède à la crise ». Aux élections des 23 et 24 avril, la liste « ouvrière » de Deschamps est battue à Rouen, sauf dans les quartiers populaires. Au soir des résultats, des bagarres éclatent avec la garde nationale. Seize barricades sont dressées à l'est de la ville, trois à Saint-Sever.

1 **La barricade rue Saint-Julien à Rouen, 1848.**

L'insurrection ne durera qu'une journée : le canon et la mitraille font 59 morts chez les insurgés. Cet affrontement sanglant préfigurera les journées parisiennes de juillet 1848 et marquent à Rouen le début de la réaction. Les patrons refusent d'appliquer les arrêtés « Deschamps » et on revient à la journée de 13, voire 14 heures, les militants sont arrêtés et poursuivis.

Radio CGT 76 en 1979



2 **Radio CGT 76.**

Serge LALOYER expose qu'avant juin 1981, la législation interdisait l'existence de radios autres que celles contrôlées par l'Etat et de quelques grandes « majors ». En 1979, les sidérurgistes de Lorraine, qui luttent contre la fermeture des aciéries, décident de créer à Longwy « Radio Lorraine cœur d'acier ». Elle durera de nombreux mois, protégée et animée par les militants, avec le soutien de la CGT. L'exemple sera suivi par l'UD CGT du Nord avec « Radio Quinquin » et l'idée fait son chemin en Seine-Maritime.
Le 7 novembre 1979, Radio CGT 76 commence à émettre depuis l'appartement de Georges Jonquais, ancien résistant et militant communiste et syndicaliste, dans la tour n° 4 du Château-Blanc à Saint-Etienne-du-Rouvray. Elle cesse d'émettre le 12 novembre, alors que la foule entoure l'immeuble pour protéger l'évacuation du matériel qui sera réinstallé quelques mois plus tard à Canteleu dans une maison de la mairie avec le soutien du maire communiste Marcel LETESSIER, militant CGT.

Les dirigeants de l'UD CGT sont convoqués par la police le 25 novembre pour mise en cause du monopole de la radiodiffusion, installation illégale d'émetteur, utilisation d'une tour HLM sans autorisation du propriétaire, diffusion de musique sans autorisation de la SACEM ! Une manifestation les accompagnera, de même qu'à Caen lors de la convocation par un juge d'instruction et où la police chargera les 200 manifestants. Malgré la répression, le procès n'aura jamais lieu. Le 10 mai 1981, la victoire de la gauche à l'élection présidentielle permet la légalisation des radios locales. La lutte de la CGT pour libérer l'information n'a pas été étrangère à cette victoire.

Le 7 novembre 1979, Radio CGT 76 commence à émettre depuis l'appartement de Georges Jonquais.

Le « Maitron »

Le « Maitron » du nom de son initiateur, ce dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, élaboré depuis 1955 et fort de 44 volumes et 110 000 biographies, fait autorité.

Gilles PICHAVANT expose que l'IHS de Seine-Maritime, partageant la conception large de Jean Maitron (examinera le mouvement ouvrier dans son épaisseur locale) décide de contribuer à ce travail et publie une première liste de noms ainsi qu'un modèle de fiche pour recenser et enrichir les biographies de militants CGT.

⊕ À LIRE AUSSI

À signaler encore dans ce n° 5, la publication du rapport de police relatif à une réunion politique à Petit-Quevilly, avec Marcel CACHIN, directeur du journal *l'Humanité*, le 28 septembre 1922, la veille de l'inauguration officielle du Parc des Chartreux, célèbre pour les fêtes ouvrières qui s'y sont tenues par la suite.

n°6 / automne 1999

LA NAVALE : UNE COLONNE VERTÉBRALE POUR L'EMPLOI

Comme en témoigne sa couverture, ce *Fil Rouge* est essentiellement centré sur la navale avec une action originale lors de l'Armada du siècle, à Rouen.

La construction navale au Havre

Albert PERROT rappelle que, fondé en 1517, le Havre, d'abord port militaire est devenu port de commerce (colonial et même négrier jusqu'en 1848 !) et la construction navale y a connu très vite un essor important, avec l'Arsenal (de 1669 à 1823, 927 bateaux militaires y sont construits) – puis avec les chantiers civils : le chantier Augustin Normand en 1881 (qui fabrique des coques en acier dès 1837), les établissements Mazeline qui commencent vers 1844 la fabrication de machines navales, les FCM (Forges et Chantier de la Méditerranée) en 1871, qui rachètent Mazeline et créent les chantiers de Graville.
La construction navale, grosse pourvoyeuse de main d'œuvre, emploie 50 % de la population active à la fin du XIXe siècle. Les conditions de travail y sont particulièrement pénibles et les salaires bas. Le 1er janvier 1877 est formée la première chambre syndicale des ouvriers de la métallurgie, le premier syndicat havrais, dont le siège social se situe 32 rue Franklin.

1 **Carenage.**

Le premier conflit social a lieu aux FCM en janvier 1878 : douze jours de grève pour réclamer une augmentation des salaires de 3 à 5 centimes de l'heure (payée alors entre 2,75 et 3,5 francs). C'est un échec.

Au milieu du XXe siècle, les salaires sont toujours anormalement bas (un OS gagne 107 francs alors que le SMIG est à 117 francs). La grève de 1953 est un échec, mais le mois d'août 1955 sera très chaud, avec des actions très dures, courtes et tournantes, désorganisant la production. Le 27 septembre, des résultats importants sont acquis dont une augmentation des salaires de 12 % et le paiement de 8 jours fériés par an.
Après des années d'expansion, la Navale entre en crise, avec pour une part le « livre blanc » de 1959 qui vise à ne conserver qu'un gros chantier

par mer. C'est une grave menace sur une industrie essentielle au pays (1 500 millions de francs en 1964, 30 000 salariés… , qu'on veut ramener à 17 500 !). Les chantiers Augustin Normand seront les premières victimes, privés de la fabrication des navires militaires par le gouvernement qui décide de les réserver à ses arsenaux. Leur fermeture a lieu en 1963. L'essentiel du personnel est repris par les ateliers Duchêne et Boissière (qui en reprenant Augustin Normand deviennent les ACH) et par les FCM (Forges et Chantiers de la Méditerranée).
Mais c'est au tour des FCM d'entrer dans la tourmente en 1963 : après un premier plan de redressement se soldant par 225 licenciements, puis un second par 160 autres, la lutte va s'organiser. Il n'y aura presque pas de jour sans action et pendant des mois, la ville va vivre au rythme des luttes des travailleurs.

Au final, deux outils de travail seront sauvegardés : Mazeline qui devient Dresser - Dujardin, pour fabriquer compresseurs et turbines, et Graville, racheté par les ACH, qui reste le dernier chantier de construction navale du Havre.

2 Les chantiers du Trait.

Le Trait et son chantier naval : sept ans de luttes

Sege LALOYER expose qu'en novembre 1917, le gouvernement choisit le Trait pour implanter un chantier naval afin de répondre aux besoins de la guerre… C'est à la société Worms qu'est confiée l'installation des « Ateliers et Chantiers de la Seine-Inférieure ».
Deux-cent navires (sous-marins, pétroliers, méthaniers, bateaux frigorifiques) seront construits au Trait qui passe de 300 à 7 000 habitants. La paix retrouvée, le chantier continue de se développer : 1 000 salariés à la veille de la guerre 39/45, 2 500 en 1964.
Dès 1935, un syndicat CGT s'organise ; première grève en 1936 avec des acquis énormes à la clé : hausse des salaires, semaine de 40 heures.
À la Libération, le chantier est en ruine. En juin 1946, une partie des installations seulement fonctionne. Le comité d'entreprise est créé et les actions revendicatives reprennent (la CGT compte 1 045 syndiqués sur les 2 000 salariés).Dès 1965, les premières menaces se font jour : 155 licenciements. En 1966, le chantier est absorbé par le chantier naval de la Ciotat : 186 licenciements. Mais la combativité ne baisse pas. En 1968, le chantier est occupé pendant un mois, les salariés obtiennent la satisfaction des revendications importantes. Mais le pouvoir a programmé la fermeture du chantier : en 1970 une opération ville morte se déroule, le 1er avril 1971, la dernière coque de navire se termine. Les effectifs sont passés de 1 016 à 570. Le 31 décembre 1972, c'est la fermeture définitive.

Première grève en 1936 avec des acquis énormes à la clé : hausse des salaires, semaine de 40 heures.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Ce *Fil Rouge* publie aussi une solide étude de Marius BASTIDE, *La Réparation Navale au Havre*. Approches économiques. Bref aperçu des origines jusqu'à 1980. Cette contribution, très documentée annonce une suite pour un prochain numéro.

n°7 / printemps 2000

L'HISTOIRE ET LA REVENDICATION !

***Le droit n'existe pas en soi*, tel est le titre de l'éditorial de Gilles PICHAVANT. Dans n'importe quel domaine, il est le fruit d'un rapport de force, résultat d'un compromis à l'instant " T" entre des intérêts opposés ; dans le monde du travail : entre les intérêts des ouvriers et ceux du patronat. Ce numéro, à travers quelques exemples, cités par Pierre LARGESSE puis par Serge LALOYER, retrace la naissance, l'évolution de ce droit et sa remise en cause permanente par les antagonistes. À chaque étape il est considéré comme exorbitant par les patrons et pouvant et devant toujours être amélioré par les ouvriers.**

Législation du travail et rapports sociaux à Elbeuf

À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, la main-d'œuvre est surtout employée dans l'industrie textile. Un projet de loi déposé par le gouvernement envisage un règlement amiable des différends dans la condition du travail. La chambre de commerce d'Elbeuf, unanimement, émet un vœu défavorable à ce sujet.

L'organisation des ouvriers, clandestines ou mutualistes, ne deviendront syndicales qu'à partir de 1892.

Quelle réalité sociale ?
Peut-on parler d'égalité entre les deux parties dans le cas d'un contrat de travail ? Le droit privé ne peut être appliqué tant il est évident que le rapport de subordination entre le patron et le salarié existe ; comme la concurrence des travailleurs entre eux. Les patrons sont réunis dans les chambres de commerce alors que la loi interdit aux ouvriers de se regrouper ! Leurs organisations, clandestines ou mutualistes, ne deviendront syndicales qu'à partir de 1892.

Concernant la durée du travail, l'argumentation du patronat est la même qu'XXIe siècle « avec la perfection de l'outillage, il n'existe plus de travaux pénibles » ; « les patrons, pour la plupart du moins, seraient obligés de cesser leur exploitation s'ils ne pouvaient travailler que huit heures par jour, car ils ne se résigneraient pas à employer des ouvriers qui ne gagneraient pas leur vie. »
La tartufferie perdure dans l'histoire sociale aussi ! Preuve que le combat doit être permanent et que chaque avancée sociale génère une ou plusieurs tentatives de remise en cause de l'acquis.

⊕ ET AUSSI

Cette lutte pour le pouvoir d'achat a aussi alimenté bien des luttes aux Ateliers et Chantiers de la Manche à Dieppe depuis leur création, c'est l'objet de l'article (à suivre) de William PILON et Gilles PICHAVANT.

L'affaire des « diamants » de Renault Cléon

Le syndicat CGT à Renault Cléon augmentait son audience et cela ne plaisait guère aux dirigeants, il fallait trouver le moyen, même le plus sordide, de ternir son image. C'est un militant qui en a fait les frais : deux diamants industriels avaient disparus, un a été retrouvé dans le vestiaire d'un délégué CGT mais le cadenas de son vestiaire avait été fracturé et remplacé.

C'est quotidiennement, dans les entreprises, qu'il faut se battre.

Évidemment, l'innocence du syndicaliste a été prouvée et les responsables identifiés.
Cela démontre que l'adversaire de classe est capable de monter un scénario digne des plus mauvaises série télé, pour que les rapports sociaux ne se fassent pas dans la clarté de règles bien établies.

Il en est de même quant aux luttes pour le pouvoir d'achat. Le patronat n'a accepté les grilles de rémunération que contraint. C'est quotidiennement, dans les entreprises, qu'il faut se battre pour qu'elles soient respectées.

1 **Manifestation CGT Caillard.**

Luttes pour le pouvoir d'achat chez Caillard

Marius BASTIDE relate comment chez Caillard, au Havre, le fil conducteur des revendications a souvent été le niveau du salaire. L'action syndicale se doit de faire correspondre le salaire de chacun à sa qualification reconnue collectivement par des conventions objectives. Le patronat lui, préfère individualiser la rémunération en complétant le pouvoir d'achat des salariés sous diverses formes (heures supplémentaires, primes : assiduité, de vacances, d'ancienneté, etc.)

n°8 / automne 2000

LES COMBATTANTS DE LA COMMUNE

1 **Commune de Paris, barricade, place Blanche défendue par des femmes, 1871.**

La Commune au féminin

Ce numéro fait une place importante aux combattantes de la Commune de Paris, à l'occasion du 120e anniversaire du retour en France de Louise MICHEL au port de Dieppe. L'article réalisé par Robert PRIVAT rappelle leur participation active au combat face aux Versaillais.

La Commune en Seine-Inférieure

Guy DÉCAMPS porte à notre connaissance quelques faits marquants de la période communarde en Seine-Inférieure, notamment dans la région rouennaise où, au plébiscite impérial du 8 mai 1870, le non à l'Empire obtient 39 % et il est majoritaire à Rouen.

Le 24 avril 1871, les membres de la fédération ouvrière rouennaise et le comité radical adoptent, au cours d'une assemblée, un manifeste en faveur de la Commune de Paris, alors que le conseil général de Seine-Inférieure s'était prononcé contre. Les militants en faveur de la Commune seront emprisonnés au Havre, Dieppe, Elbeuf. Cette révolution a de nombreux sympathisants.

Des avancées sociales durables

L'éditorial de ce *Fil Rouge,* de Serge LALOYER, montre que les programmes, les réalisations des communards éclaireront les luttes de la fin du XIXe siècle et déboucheront sur des avancées sociales durables : droit à une journée de repos par semaine, interdiction du travail de nuit des femmes, droits d'association, enseignement public et laïque, la séparation de l'Église et de l'État... Autant de préoccupations qui restent pleinement d'actualité.

⊕ À VOIR !

Le lecteur trouvera dans ce numéro une analyse sur les revendications salariales au sein de l'entreprise de métallurgie Caillard, de 1955 à 1980, réalisée par Marius BASTIDE. La sortie du *Fil Rouge* coïncidait avec la fin du XXe siècle jalonné de l'horreur de deux guerres mondiales, de multiples guerres coloniales, il revenait à Marcel LETESSIER de nous rappeler que 175 militants CGT du département avaient payé de leur vie leur engagement dans la Résistance pour libérer le pays pendant la deuxième guerre mondiale.

Les réalisations des communards éclaireront les luttes de la fin du XIXe siècle et déboucheront sur des avancées sociales durables.

2 Barricade de Paris, 1871.
Photographie Pierre-Ambrose Richebourg.

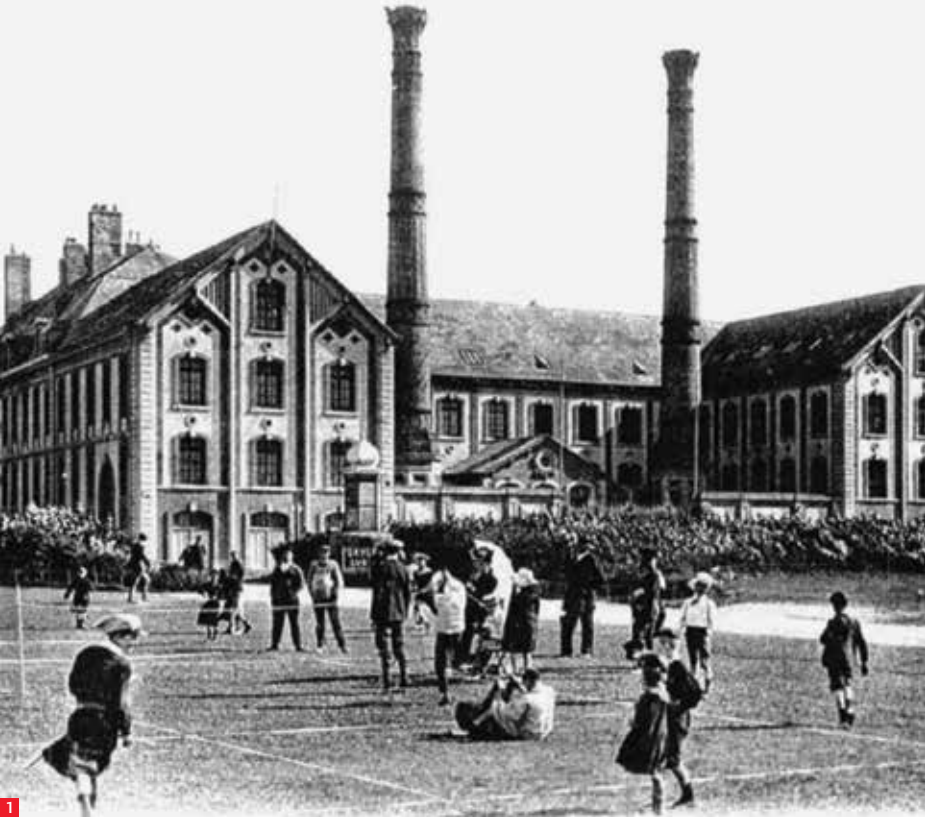
3 Rue de Rivoli à Paris durant La Commune, 1871.

n°9 / hiver 2001

CONQUÉRIR ET CONSERVER

L'éditorial de Pierre LEBLIC nous montre que la défense du droit à la retraite est une constante du mouvement social. En cet hiver 2001, des milliers de salariés se mettent en grève et manifestent le 21 janvier pour s'opposer à la volonté patronale et gouvernementale de remettre en cause les acquis.
À la lecture de l'article de Gilles PICHAVANT sur l'histoire du Syndicat de la Manufacture des Tabacs de Dieppe (1891 à 1914), nous voyons que le droit de vivre dignement après des années de labeur est, de tout temps, une préoccupation vivace du syndicalisme.

Le Syndicat de la Manufacture des Tabacs de Dieppe 1891 à 1914



1

Cette manufacture est une entreprise d'État qui a le monopole de la fabrication et du commerce de tous les produits qui en sont issus.
Dans l'ordre du jour de cette assemblée, où sont présents, selon la presse, 550 salariés, il y a la question de la retraite des vieux travailleurs et le niveau des pensions.

Cette création syndicale ne passe pas inaperçue pour la presse et le patronat local, du fait que c'est le premier syndicat dirigé par des ouvrières. Elles sont 500 adhérentes sur 670.
À la lecture, on s'aperçoit que les débuts de la lutte pour les libertés et les conditions de travail dans cette entreprise sont antérieurs à la création du Syndicat.
En 1715, il y a eu une révolte contre la fouille à la sortie des ateliers. En 1729, les ouvrières et ouvriers occupent et s'enferment dans l'usine, ils refusent qu'on leur enlève une prime. Le pouvoir envoie un détachement de dragons qui tente de reprendre l'usine. C'est sans succès.
Le gouverneur de Dieppe est contraint de négocier. Les salariés conservent leur prime.

Le dimanche 7 février 1892, une deuxième assemblée syndicale, forte de 500 participants fait le point des résultats obtenus et va élire une femme à la présidence du Syndicat.
La question des pensions est le sujet de débat. Le but est d'obtenir, après 25 ans de travail et âgé de 50 ans, des pensions de 720 francs pour les hommes et 540 francs pour les ouvrières.
Le député de Dieppe, présent, assure qu'il soutiendra auprès du gouvernement cette proposition. Autre revendication, la création d'une crèche pour les enfants des salariées – le conseiller municipal, Monsieur DUHAMEL annonce qu'il soutiendra la demande devant le conseil municipal. À l'exemple de Paris où la ville a voté 3 000 francs pour aider à la création de la crèche.
Cet article montre qu'un syndicat de masse, actif, obtient des résultats à une époque où il n'existe ni délégué du personnel, ni comité d'entreprise, ni droits syndicaux.

2

3

1 **Manufacture des Tabacs de Dieppe, 1905.**

2 **Un atelier de cigares à la manufacture des Tabacs de Dieppe.** Carte postale datant des années 1920.

3 **Plante de tabac.**

⊕ À LIRE AUSSI

Dans ce numéro, Jean HAMEL, ancien secrétaire de la CGT à la Raffinerie TOTAL de Gonfreville-l'Orcher évoque la création de cette importante usine en 1923 et la création du syndicat, la participation à la grève de 1936 et les différents conflits et succès obtenus au cours des années.
Ce *Fil Rouge* consacre quatre pages à la lutte contre la guerre coloniale d'Algérie [1] : l'article de Serge LALOYER relate l'opposition des « rappelés » au départ en Algérie et au Maroc, à Rouen (à la caserne Richepanse) et dans d'autres villes, en 1955.
Robert PRIVAT a rendu hommage à Gilbert GRENIER, décédé le 13 février 2001. Gilbert, ancien agent de maîtrise dans le textile, secrétaire de l'union départementale de 1956 à 1960, deviendra secrétaire de Tourisme et Travail de Seine-Maritime, maire du Houlme de 1977 à 2001 et conseiller général communiste du canton de Notre-Dame-de-Bondeville, de 1982 à 1988.

1. A propos de la guerre d'Algérie, le lecteur intéressé ne manquera pas de se reporter aussi :
- Au numéro 44 de 2012 du *Fil Rouge* où, en un article de 10 pages , Serge LALOYER exposera l'ensemble des actions de la CGT contre cette guerre coloniale.
- Au chapitre *Une UD CGT solidaire des peuples*, pages 44 à 53, de l'ouvrage *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime- 1913-2013*, édité à l'automne 2013 par l'IHS CGT 76 et l'UD CGT 76.

n°10 / hiver 2001

ET LE SOCIALISME ?

Dans ce *Fil Rouge*, Pierre LARGESSE nous donne connaissance des voyages de Jean JAURÈS en Seine-Inférieure, entre 1899 et 1914. Il effectuera cinq voyages à Rouen, le Havre et Elbeuf.

Les voyages de Jean JAURÈS en Seine-Inférieure 1899-1914

1 JAURÈS parlant aux mineurs. Tableau d'histoire par messieurs ROSSIGNOL et GÉRON, 1957.

Si sur le plan national et dans les grands centres urbains du département, le socialisme a conquis en influence dans la vie politique, il nous est montré qu'en Seine-Inférieure, il n'a pas pénétré dans les zones rurales, alors que dans les concentrations ouvrières comme Rouen, le Havre, Elbeuf, les années 1890-1898 vont être décisives pour l'expansion des comités socialistes, guesdistes, blanquiste et allemaniste.

À la lecture, on apprend que Jean JAURÈS est venu au Havre le 21 janvier 1899, au Cercle Franklin, il y a prononcé une conférence dans laquelle il demande la révision du procès à l'encontre du capitaine DREYFUS.

Dans la salle, un contradicteur crie : « A bas les juifs ! ». JAURÈS riposte : « Si c'est le capitalisme juif que vous voulez abattre, ce n'est pas moi qui vous contredirais. Si c'est la race, je pense qu'il y

DANS CE NUMÉRO

Dans ce *Fil Rouge*, nous retrouvons la suite de l'article de Gilles PICHAVANT sur le Syndicat de la Manufacture des Tabacs de Dieppe, avec, notamment, les luttes des femmes. Notons aussi un article sur la période 1945-1955 de l'activité syndicale à la raffinerie Total de Gonfreville-l'Orcher, de Jean HAMEL. Albert PERROT nous relate les actions engagées au Havre contre la guerre d'Algérie qui seront développées dans le numéro 44 du *Fil Rouge* en 2012.

Jean JAURÈS est venu au Havre le 21 janvier 1899, au Cercle Franklin, il y a prononcé une conférence dans laquelle il demande la révision du procès à l'encontre du capitaine Dreyfus.

a tant de chrétiens qui mériteraient d'être Juifs ». Déjà à cette époque, le crétinisme raciste ne manquait pas une occasion de se manifester. En 1910, dans un autre voyage au Havre, Jean JAURÈS prit la défense de Jules DURAND : « il voyait dans sa condamnation à mort une nouvelle affaire DREYFUS ouvrière où le rôle de victime n'est plus tenu par un officier d'origine bourgeoise, mais par un militant syndical » comme l'écrira Madeleine REBÉRIOUX, historienne, que cite Pierre LARGESSE.

Le dimanche 23 décembre 1900, JAURÈS est au Cirque de Rouen. Ils sont 2 500 ouvrières et ouvriers qui se sont acquittés de 1,50 francs pour s'installer dans les gradins. Ils ont répondu à l'appel de dix organisations politiques et syndicales. Il reviendra à Rouen le 19 octobre 1902, pour exposer ce que sera l'action du parti socialiste au parlement.

À la fin de son exposé, un contradicteur l'apostrophe en disant qu'il trouve trop d'ouvriers étrangers dans les entreprises et qu'ils font concurrence. Jean JAURÈS déplore non pas leur présence, mais que l'état social soit tel que la concurrence aux salaires soit faite au rabais, par des salariés d'un autre pays. Il faut, dit-il, les organiser. Il cite le Nord, Marseille où les patrons qui les appelaient il y a vingt ans, demandent leur expulsion parce qu'ils réclament des salaires trop élevés.

Le 17 janvier 1912, le voilà au Cirque-Théâtre d'Elbeuf pour soutenir la candidature d'Ernest POISSON, rédacteur de *l'Humanité*, dans une élection à la députation, en remplacement de Charles MOUCHEL, député-maire d'Elbeuf décédé.

Ils sont 4 000 à se serrer dans les gradins du Cirque-Théâtre et dans les couloirs, à écouter les deux orateurs. Après avoir analysé et jugé les différents aspects de la politique des radicaux, Jean JAURÈS termine son intervention en montrant la nécessité d'envoyer Ernest POISSON au Parlement.

Ernest POISSON obtiendra 45,70 % des voix, score jamais atteint dans la circonscription. Un mois avant son assassinat (31 juillet 1914), Jean JAURÈS revient à Rouen et au Havre où il exprime son « inquiétude extrême » de la situation internationale qui ira à la guerre.

2 **Jean JAURÈS, 1910.**

7 JUIN 1956

Photographies de Jean-Pierre MARAIS

Au Havre, la classe ouvrière bloque le train des rappelés pour la guerre d'Algérie.

n°11 / automne 2001

L'INDUSTRIE TEXTILE

Ce numéro de l'automne 2001 est essentiellement consacré à l'Industrie textile aux XVIIIe et XIXe siècles en Haute-Normandie, à travers trois articles.

1 **Échantillon d'indiennes parmi les 15 000 échantillons découverts il y a 25 ans à Bolbec.**

Du contexte social...

Gilles PICHAVANT et Pierre MICHEL, portent à la connaissance du lecteur, la crise toilière et les mouvements sociaux en 1788-1789 au travers des cahiers de doléances.

Le second article nous relate quelques aspects de l'industrie à Bolbec au XVIIIe siècle, notamment la fabrication à partir de tissus de laine blanche, de toiles imprimées et appelées « les indiennes », 15 000 échantillons de ces tissus sont conservés dans les archives de Bolbec.
À la veille de la Révolution, la Haute-Normandie va connaître une crise économique. Celle-ci a pour origine une mauvaise récolte de céréales, mais aussi la signature d'un traité commercial de libre-échange avec l'Angleterre, en 1786, qui ruine les industries de filature et de tissage.
Les conséquences sont terribles pour la Région : après l'agriculture, le tissage est la seconde ressource employant 180 000 ouvriers, ce qui va être à l'origine de grèves et des cahiers de doléances avec les revendications dans différentes communes de la Région.

... à la révolution

Des émeutes vont se produire dans un grand nombre de communes jusqu'en 1789, par exemple le 3 juillet, à Dieppe, où 300 femmes pillent la Halle aux Blés. On compte 12 000 mendiants.
Cette situation va durer jusqu'en 1790. Des pages d'histoire importantes qui apportent un élément sur les origines de la Révolution.

⊕ ET AUSSI

La revue rend hommage à deux figures de l'Histoire sociale disparus :
- **Marcel DUFRICHE, secrétaire de l'UL CGT de Dieppe en 1936, ancien résistant, maire de Montreuil en Seine-Saint-Denis.**
- **Roger TACCOUEN, prêtre-ouvrier, secrétaire CGT du Comité d'Établissement de Renault Cléon. Roger, bien qu'ayant un bagage de connaissance important, refusera les propositions de postes dans la hiérarchie, pour militer avec l'organisation syndicale, en travaillant sur la chaîne de montage.**

n°12 / hiver 2001-2002

DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS

Le *Fil Rouge* n°12 s'ouvre sur un éditorial en forme de profession de foi. Pour célébrer le vingtième anniversaire de l'IHS, son secrétaire à l'époque, Gilles PICHAVANT, souligne les raisons de l'intérêt du travail conduit par les membres de l'Institut. Beaucoup d'archives ont disparu faute, pour les acteurs et animateurs de la vie syndicale, d'avoir pu leur accorder toute l'importance qu'elles méritaient. Pris par leurs activités quotidiennes, ils n'ont pas toujours su ou pu les conserver. Souvent, trop souvent, l'Histoire ne retient que le nom des « grands » et oublie le rôle que jouent les travailleurs dans les événements qui construisent une société. Les articles qui suivent l'éditorial montrent la richesse, la force (les faiblesses aussi), la ténacité du mouvement syndical.

De 1954 à 1962

Dans l'article d'Albert PERROT sur la guerre d'Algérie, on voit bien l'importance du rôle et la détermination des principales organisations syndicales. Tout au long du conflit, elles n'ont cessé de lutter, à la fois pour le retour de la paix, également pour préserver la démocratie maintes fois menacée au cours de cette période. Du refus de la nouvelle Constitution de 1958, par la CGT seule, à la grande manifestation du 13 février 1962 pour les tués de Charonne, de nombreuses organisations ouvrières, aux côtés d'autres formations de gauche, se sont mobilisées pour la lutte pour la Paix. Pourtant, le contexte était difficile, la violence extrême.

Même si de nombreux témoins de cette époque sont encore vivants, l'Histoire, celle qu'on veut faire retenir, occulte, minimise dans le meilleur des cas le rôle des organisations syndicales. Elles ont cependant contribué largement à la prise de conscience de la population et, à leur façon, à la solution du conflit.

RÉUNIS DANS LE CALME ET LA DIGNITÉ
AU PIED DU MONUMENT AUX MORTS
Partis politiques et syndicats
ONT MANIFESTÉ LEUR ATTACHEMENT
A LA DÉMOCRATIE ET HONORÉ LA MÉMOIRE
DES VICTIMES DU 8 FÉVRIER
Ce matin, arrêts de travail et manifestation au monument aux Morts
Les arrêts de travail

1 **Journal de février 1962.**

Cinquante ans d'histoire sociale

L'article de Robert PRIVAT, très documenté sur cinquante ans d'histoire sociale dans le secteur des Études et Recherche au Ministère de l'Équipement, notamment à Grand-Quevilly, est lui aussi, intéressant à plus d'un titre.
Il fait d'abord l'historique depuis la création des laboratoires des Ponts et Chaussées, puis du développement des Centres d'Études Techniques de l'Équipement (CETE). Le texte montre ensuite que les organisations syndicales (en particulier la CGT) ont toujours été très attentives aux conditions de travail, de salaires, d'embauche des travailleurs de ces services. La CGT s'est employée à défendre les revendications des différents personnels, dans des conditions difficiles, car, dès leur création, les politiques nationales n'ont cessé de menacer l'existence même de ces organismes. Car enfin, la CGT n'a pas seulement pour objectif la défense des salariés, elle joue un rôle important dans la défense du Service Public.En lisant les divers chapitres de l'histoire des laboratoires et des CETE, on voit bien que les menaces et atteintes aux services publics ne datent pas d'aujourd'hui.
Les politiques successives, contre lesquelles la CGT n'a cessé de lutter, ont pour objectif de « dé » nationaliser, de privatiser pour confier aux entreprises privées des missions que les Services Publics remplissent avec succès (et souvent, quoi qu'on en dise, pour moins cher).

La CGT n'a pas seulement pour objectif la défense des salariés, elle joue un rôle important dans la défense du Service Public.

À Tréfimétaux

À partir de l'exemple concret d'un événement, qui s'est passé à Tréfimétaux, un article de Jacques DEFORTESCU, qui clôt le journal montre, lui aussi, l'importance que le syndicat accorde à la qualité du travail rendu.

Pas d'Histoire sans des histoires ; celles évoquées dans ce n°12 sont là pour rappeler encore une fois l'importance de la place qu'y jouent les organisations syndicales.

L'anecdote (mais est-ce seulement une anecdote ?) montre à la fois l'hypocrisie et le mépris des entreprises pour les conditions d'hygiène et de sécurité, mais aussi la vigilance que les travailleurs témoignent pour cette question.
Ce n'est pas seulement dans le but de protéger les salariés de l'entreprise, mais c'est aussi pour protéger l'environnement et les populations qui y vivent. L'explosion de l'usine AZF de Toulouse, quelques mois avant la parution de ce n°12, est là pour le rappeler.

Pas d'Histoire sans des histoires ; celles évoquées dans ce n°12 sont là pour rappeler encore une fois l'importance de la place qu'y jouent les organisations syndicales, et la CGT en particulier.

n°13 / printemps 2002

RESPECT DU DROIT SYNDICAL

L'histoire d'un conflit dans l'entreprise de construction Guiraudie-Auffève en 1959

Cet article rapporte l'histoire d'un conflit dans l'entreprise de construction Guiraudie-Auffève en 1959. Cette entreprise nationale avait une agence à Sotteville-les-Rouen qui employait 550 salariés dans la région rouennaise.

L'article démontre la nécessité d'organisations CGT puissantes sur les lieux de travail.

Elle réalisait la construction des cités HLM de Canteleu, il y avait là une force syndicale comme le montre Marcel LETESSIER qui était, à l'époque, le secrétaire de l'union syndicale CGT de la construction. La CGT comptait 250 syndiqués, diffusait chaque semaine 200 numéros de la *Vie Ouvrière*. Elle recueillait 95 % des voix aux élections professionnelles. À la suite de grèves, notamment en août 1959, contre la suppression des primes au rendement, le patron décide de licencier onze délégués, trois autres sont mis à pied. Grèves, manifestations se multiplient pour faire reculer la direction.
Actions auprès des prud'hommes qui refusent les licenciements ; le patron va devant la Cour d'Appel qui le condamne à réintégrer sept délégués sur onze. L'article démontre la nécessité d'organisations CGT puissantes sur les lieux de travail, pour imposer le respect des droits syndicaux et en obtenir de nouveaux, veiller en permanence à les faire respecter.

La bienfaisance communale et protection sociale à Rouen, 1796-1927

Les lecteurs trouveront dans ce numéro la présentation de l'ouvrage de Yannick MAREC, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen, ouvrage édité à partir de sa thèse de doctorat sur la bienfaisance communale et la protection sociale à Rouen (1796-1927).
La charité privée a ses limites. Donc les rouennais ont élaboré un système de bienfaisance publique, de 1792 à 1927 pour assurer aux plus démunis la couverture médico-hospitalière.

Cependant, l'intervention du privé et du confessionnel dans le fonctionnement de la bienfaisance communale sont encore loin de l'affirmation d'un service public d'assistance au début des années 1870.

Cet article retrace les conditions d'apparition du système rouennais, d'assistance publique et le traitement social de la pauvreté à la fin du XIXe siècle. À lire.

n°14 / automne 2002

LES COMBATS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Dans l'éditorial qui ouvre ce *Fil Rouge* n°14, Marceau BURETTE montre combien, depuis leur naissance, les organisations syndicales doivent se battre pour exister. De la « loi Le Chapelier » (1791) interdisant toute organisation professionnelle, à leur reconnaissance par la « loi Waldeck Rousseau » (1884), près d'un siècle de luttes pour donner aux travailleurs la possibilité de se regrouper pour défendre leurs intérêts. Mais il faudra encore bien du temps pour construire et structurer les organisations syndicales.

La création des structures syndicales

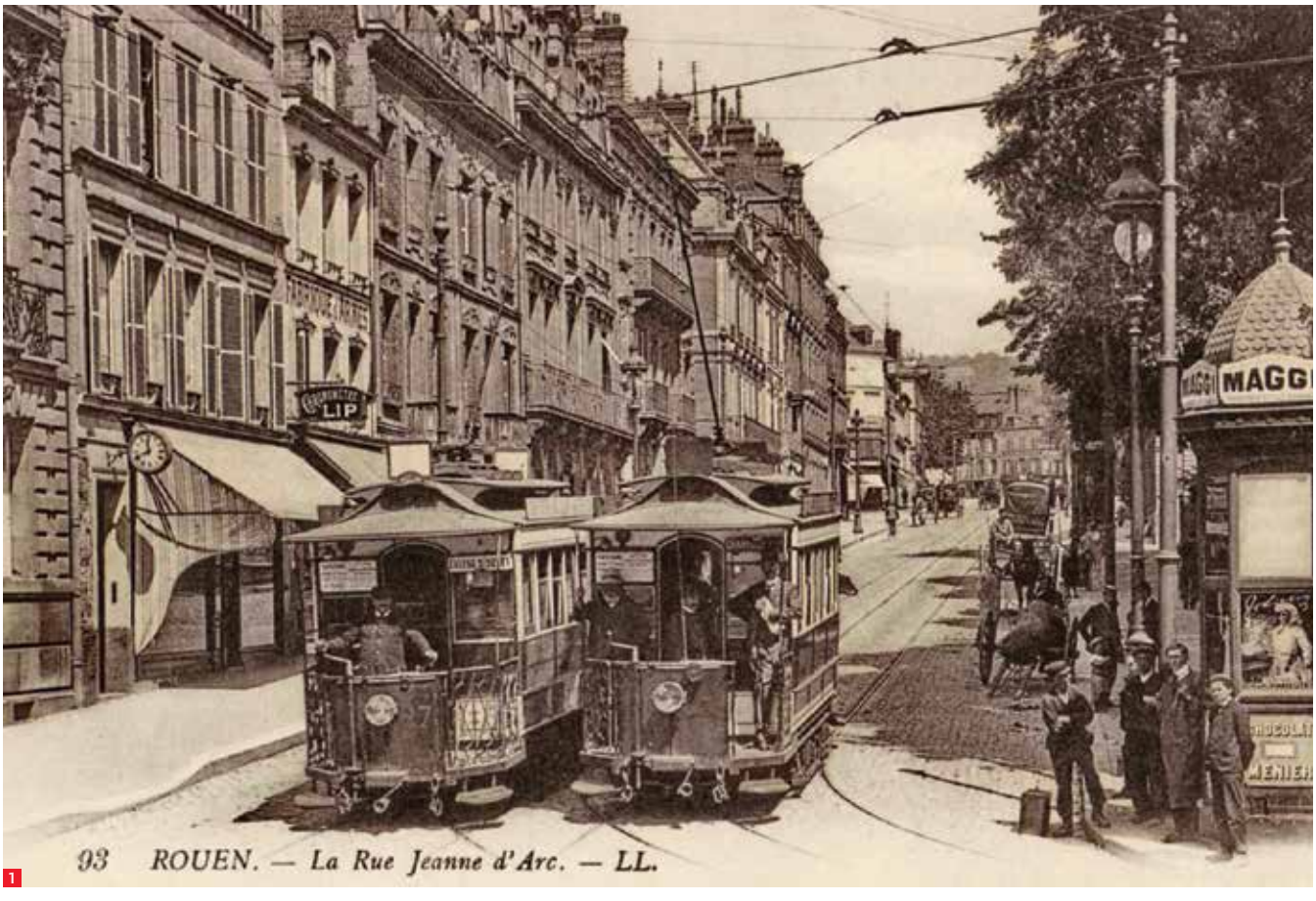
L'article de Pierre LARGESSE qui suit rapporte en partie les conditions difficiles de cette construction.

À peine dix ans après la promulgation de la « loi Waldeck Rousseau » et bien avant la création de l'UD-CGT en 1913, des travailleurs de Seine-Inférieure se réunissent à Rouen pour mettre sur pied une « Fédération des Associations Ouvrières ». Un journal local rapporte les deux jours de congrès. Les délégués sont peu nombreux et ne représentent qu'une faible partie de la population ouvrière du département. C'est dire à quel point la construction d'un véritable et efficace outil syndical sera difficile et demandera du courage. Les diverses tendances du mouvement ouvrier de l'époque sont présentes. Le congrès posera la question de l'indépendance du mouvement syndical et, dans sa résolution finale, prendra ses distances avec les organisations politiques.

À la lecture de cette résolution, on sent bien :
- La nécessité de privilégier les actions collectives, « éviter les grèves locales et réserver les forces pour des mouvements généraux » (art.2).
- La nécessité de former et d'informer, création d'un organe dont l'abonnement est obligatoire (art.8).
- Organiser la pression sur le politique, dans le but de faire modifier et évoluer les lois qui règlent le travail au plan national.

La construction d'un véritable et efficace outil syndical sera difficile et demandera du courage.

Les délégués n'oublient pas cependant les revendications locales, en précisant toujours dans l'article 2 : « quand une grève locale ne pourra être évitée, la Fédération devra l'appuyer par tous les moyens en son pouvoir ». D'une discussion dont on devine qu'elle a dû être âpre, naissent les bases d'une organisation démocratique.



1 La rue Jeanne d'Arc, Rouen.

La CGT au Crédit du Nord

Le dernier article, consacré à l'activité de la CGT dans la succursale rouennaise de la rue Jeanne d'Arc de la banque Crédit du Nord montre l'utilité du combat syndical. Au travers du récit d'un militant (Rémi TILLAUX), extrait de l'ouvrage de Jean LÉVY *La CGT au Crédit du Nord 1949- 1974*, on voit bien la nécessité d'être en permanence vigilant et d'avoir toujours la capacité de résister aux pressions exercées sur les salaires, les conditions de travail et les personnels. De la construction du syndicalisme notée dans l'éditorial aux luttes d'aujourd'hui, ce *Fil Rouge* nous permet de voir la continuité de la vie syndicale et les nombreux talents qu'elle engendre.

⊕ À VOIR

Comme il s'en est fait un devoir, *le Fil Rouge* donne la parole à deux personnalités, deux Havrais, Albert PERROT et Jean LEGOY. Chacun à sa manière a milité pour une meilleure connaissance de la population havraise, l'un s'impliquant dans la lutte syndicale et pour la culture, l'autre consacrant son travail d'historien à la vie du Havre depuis sa création.

La guerre d'Algérie

Albert PERROT soulève le problème de la torture pendant la guerre d'Algérie et les réactions qu'il a suscité. Outre un long extrait du célèbre livre d'Henri ALLEG *La question*, on trouve quelques témoignages courageux de soldats du contingent. Peu de ceux qui ont fait cette guerre peuvent parler de ce qu'ils ont vu et vécu... et si l'article a permis à quelques-uns de libérer la parole, de nombreux traumatismes restent encore. Malgré quelques publications et les propos de journalistes, d'associations, d'appelés (de quelques militaires aussi), cette question de la torture reste encore un sujet largement tabou.

n°15 / printemps 2003

QUAND LA CGT S'ORGANISE

La création des unions départementales

Notre département jouera un rôle incontestable dans la constitution de la CGT telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'est en effet le 12 décembre 1912 que sera décidée, au Havre à l'occasion du congrès confédéral, la création des unions départementales. Albert PERROT, dans ce numéro 15, relate sur cinq pages avec moult détails cet épisode important de notre vie syndicale française.

Le Havre avait été choisi, notamment en raison de l'affaire Durand, du nom du secrétaire des dockers charbonniers.

Il explique les raisons qui ont amené la CGT à tenir son congrès confédéral au Havre, après Limoges en 1895, Tours en 1896, Toulouse en 1897 et 1910, Rennes en 1898, Paris en 1900, Lyon en 1901, Montpellier en 1902, Bourges en 1904, Amiens en 1906, Marseille en 1908. Le Havre avait été choisi, notamment en raison de l'affaire Durand, du nom du secrétaire des dockers charbonniers, condamné à mort en novembre 1910, bien qu'innocent et pour lequel une grand campagne nationale (voire internationale) sera engagée par toute la CGT. Au Havre, avec la participation de 340 délégués représentant 1 202 syndicats, Albert explique comment la jeune CGT (elle n'a que 17 ans) débat sur les questions revendicatives du moment comme la réduction des heures de travail et la semaine anglaise, des rapports syndicats-parti socialiste et la lutte pour la paix (nous sommes à moins de deux ans de la première guerre mondiale). Ce 12e congrès sera d'ailleurs suivi d'un congrès extraordinaire avec un seul point à l'ordre du jour : « attitude de la classe ouvrière en cas de guerre ». Les différents courants de la CGT de l'époque, que sont les guesdistes, les socialistes « jaurésiens », les syndicalistes révolutionnaires ou les pacifistes, sont évoqués. Le journal de l'union des syndicats *Vérités* publiera, chaque jour un compte rendu des séances, des questions traitées, des résolutions et décisions prises.

L'industrie textile en Seine-Maritime

Dans ce même n°15, Pierre Michel traite, dans la série intitulée *L'industrie textile en Seine-Maritime*, dans une troisième partie de *Sept siècles de labeur du textile à Bolbec* sur six pages et Gilles PICHAVANT développe les conséquences à Dieppe de la grève du 30 novembre 1938 et de la répression patronale et gouvernementale qui s'en suivit, notamment par l'arrestation de sept militants syndicaux parmi les plus responsables : Marcel DUFRICHE, Charles DELABY, Robert et Léon DUCROQUET, Joseph DRÉANO, FOLLIOT et André MASURE. En tout 34 militants seront traînés devant les tribunaux « comme de vulgaires malfaiteurs ». Rien que pour la métallurgie, 22 personnes seront licenciées.

⊕ À LIRE AUSSI

Maurice MOISSONNIER, revenant sur les 35 heures, démontre comment la loi des 40 heures, votée en 1936 est dénaturée. Guy DÉCAMPS, quant à lui, rend également hommage à Pierre SÉMARD.

1

n°16 / été 2003

LA CHAPELLE DARBLAY

Près de 80 % du contenu de ce *Fil Rouge* sont consacrés à la Chapelle Darblay, avec des contributions de Gilles PICHAVANT et de Serge LALOYER et la reproduction d'articles parus dans la *Vie ouvrière*.

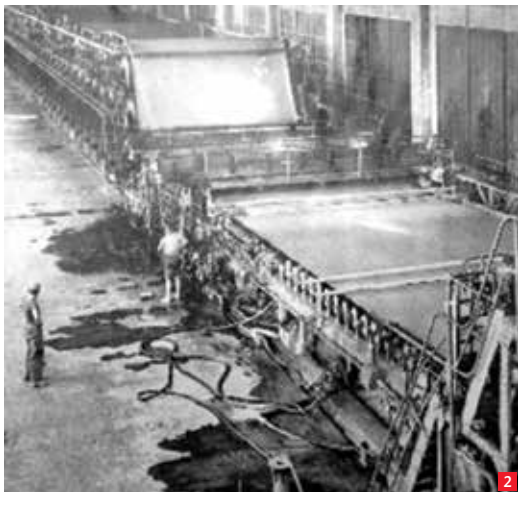
1980-1983, le bras de fer

1 **Manifestation contre la fermeture des usines de la Chapelle Darblay.**

En 1980, Chapelle Darblay compte deux usines, créées en 1928, à Grand-Couronne, et à Saint-Étienne-du-Rouvray, qui emploient 2 300 salariés et produisent 85 % du papier journal français et 40 % des besoins nationaux.

En décembre, c'est le dépôt de bilan avant la fermeture. Une grande bataille s'engage alors, avec toutes les forces de la CGT. Elle durera trois ans, avec l'objectif de faire pression sur le gouvernement pour sauver les emplois, pré-

server une industrie importante, développer l'utilisation du massif forestier français et utiliser de nouvelles technologies rentables et « environnementales » (recyclage des vieux papiers).
C'est aller à contre-courant des objectifs du capital, qui veut se débarrasser d'usines jugées insuffisamment rentables.

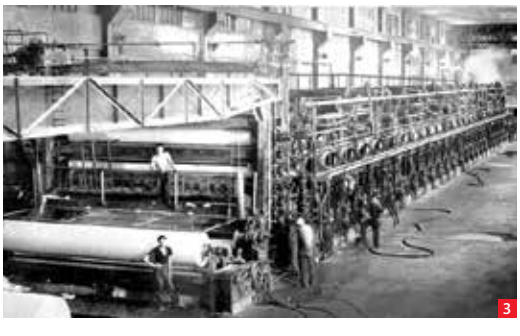

2

Soixante-sept jours d'occupation

Sous la pression des salariés et des populations, le gouvernement propose un plan qui prévoit de rayer de la carte l'usine de Grand-Couronne et de réduire la capacité de production de celle de Saint-Étienne des deux-tiers, et l'emploi de 2 300 salariés à 585 !
Ce plan est rejeté par les travailleurs qui souhaitent une solution française et mènent l'action. Grève de 11 jours pour obtenir le déblocage des salaires, opération porte ouverte auprès des populations, manifestations à Paris devant le ministère de l'Industrie, à Rouen devant le palais de justice et la préfecture.
La CGT propose aux personnels de continuer la production sous leur propre responsabilité. Le 2 septembre 1983, l'usine de Saint-Étienne est remise en marche, l'approvisionnement en matières premières assuré avec l'aide des syndicats CGT d'autres entreprises.
En 67 jours d'occupation, 6 000 tonnes de papier seront ainsi produites ; un bateau de bois sera déchargé par les travailleurs et acheminé avec l'aide des cheminots, plusieurs tonnes de Kaolin stockées sur le port de Rouen seront acheminées jusqu'à l'usine avec l'aide et la protection des travailleurs du port. Deux barges de fuel seront même saisies (mais rendues : le produit étant inadapté !).
Le soutien financier et l'aide aux familles de grévistes s'organise. Ce sera l'affaire de toutes les organisations CGT et des communes d'Oissel, Grand-Couronne et Saint-Étienne-du-Rouvray, dont le conseil municipal tiendra même une séance extraordinaire dans la cantine de l'usine (et qui organisera un référendum local pour une solution française).

Division au sein du gouvernement

Dans le contexte d'un gouvernement de gauche avec des ministres communistes, la lutte des « Pap Chap » a souvent fait la une des médias, le ministre Laurent FABIUS étant député de Grand-Couronne, Roland LEROY, directeur de *l'Humanité* étant député de Saint-Étienne-du-Rouvray.
La lutte a divisé la gauche, y compris au conseil général de Seine-Maritime, où les communistes ont voté pour les positions des grévistes, les socialistes soutenant le plan Parenco, tandis que la droite justifiait les restructurations et les licenciements. Certains ont donc combattu cette lutte et exigé la libération de l'usine (CGC, RPR). À Grand-Couronne, les CRS investissent l'usine, les salariés ripostent le 6 novembre en bloquant l'autoroute Paris-Normandie.


3

2 3 Les ateliers de l'usine de la Chapelle Darblay.

Un nouveau plan de sauvegarde

Enfin, après trois ans de lutte et trois mois d'occupation, le gouvernement est contraint de proposer un nouveau plan qui sauvegarde les usines. Un accord est finalement signé le 18 janvier 1984. Les deux usines sont modernisées et leurs capacités de production accrues, plus de 1 200 emplois sont maintenus contre 285 dans le plan initial.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Ce numéro du *Fil Rouge* est clos par la publication du rapport d'activité de 2002 présenté par Gilles PICHAVANT à l'assemblée générale de l'IHS CGT 76, réunie le 30 avril 2003 à Rouen.

n°17/ automne 2003

L'HISTOIRE CONTINUE

Dans l'éditorial du n°17, Pierre MICHEL affirme, sur la base du travail qu'il présente sur le textile à Bolbec, sous le titre *De la seconde guerre mondiale à la mort de l'industrie textile*, que nous ne sommes pas à la fin de l'histoire. Cette période de 2003 annonce en effet de grandes luttes contre la remise en cause des retraites avec notamment la création d'un organisme permanent entre la CGT, la FSU et l'UNSA. Et Pierre MICHEL d'ajouter : « la preuve aussi avec l'annonce d'affiliations massives, par fédérations et départements entiers d'adhérents de la CFDT à la CGT. »

1

1 Chantier Augustin Normand.
2 Vue du Havre.

Regards sur le Havre

Albert PERROT commence le premier article sur les mutations économiques et sociales du Havre (1950-2000) *Regards sur le Havre* dans lequel il reviendra ensuite plus longuement encore dans le n°22, les deux articles formant un tout fort documenté intitulé : *Une ville qui sent l'usine et qui sent la mer et qui sent aussi la lutte.*

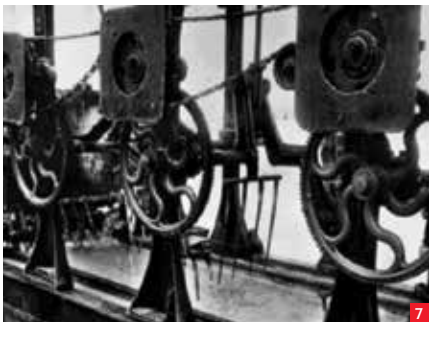
2

3

4

5

6


7

8

Bolbec : retour sur son textile perdu

Il explique comment le patronat, pour produire au sortir de la seconde guerre mondiale fut obligé d'aller chercher en bus les salarié(e)s dans les campagnes environnantes.

Cette « embellie » de l'industrie textile bolbecaise, ne durera que cinq ans. Les salarié(e)s licencié(e)s devront se reclasser dans les usines de la pétrochimie de Port-Jérôme ou de Notre-Dame-de-Gravenchon. Certaines femmes trouveront du travail dans des ateliers de confection comme Couturier. Après avoir relaté les événements de 1968 à Bolbec, Pierre MICHEL aura, au fil de ces quatre articles, raconté de manière très détaillée près de sept siècles de labeur de l'industrie textile de Bolbec.

Il souligne aussi comment cette mémoire ouvrière du textile de Bolbec, est restée vive dans ce qui fut appelée « la vallée d'or ».

Cette mémoire ouvrière est restée vive dans ce qui fut appelée « la vallée d'or ».

3 Atelier de tissage.
4 Atelier de filature.
5 Machine à carder la laine.
6 Bobinage à partir de fuseaux de filature.
7 Machine à laver la laine.
8 Ouvrières de Toucoing.

L'informatisation des chèques postaux

Un article de Maurice DESSEIGNE de l'Institut CGT des PTT aborde les luttes lors de l'informatisation à Rouen Chèques. Les rédacteurs du *Fil Rouge* publient également un article d'Elyane BRESSOL, à l'époque secrétaire générale de l'IHS national[1], paru dans l'annexe d'un livre de Sylviane MANGIAPANE : *Les filles des chèques postaux.*

1. Depuis cette parution, Elyane BRESSOL est devenue présidente de l'Institut CGT d'Histoire Sociale national.

n°18/ hiver 2004

UN TOUR EN SEINE-MARITIME

L'Union Locale CGT d'Elbeuf

Dans ce numéro du *Fil Rouge*, Pierre LARGESSE publie le texte de sa contribution au colloque tenu à la Sorbonne en novembre 2003 sur le thème : « La CGT dans les années 1950 ».
Utilisant comme appui l'Union Locale CGT d'Elbeuf, qu'il connait fort bien, il fait un historique très détaillé du contexte local de l'époque. Il explique les difficultés rencontrées au lendemain de la guerre, afin que la direction de l'UL soit représentative des différentes professions du territoire elbeuvien où l'industrie textile avait une forte prédominance. Il évoque notamment les manœuvres patronales tendant à discréditer la CGT en dressant les ouvriers entre eux, les difficultés de l'unité d'action avec les autres centrales syndicales dont l'anti-communisme prévaut sur l'intérêt des travailleurs à agir ensemble. Il faudra attendre 1953, à la suite de grandes grèves, pour qu'une modification des comportements permette la rédaction d'un communiqué commun favorisant la relance et l'amplification de l'action.

Avoir une zone salariale inférieure à celle de Rouen explique la migration journalière de nombreux ouvriers.

Durant le long déclin du textile, il y a eu de nouvelles implantation industrielles avec, notamment, la chimie (Rhône-Poulenc), l'automobile avec la Régie Renault, la métallurgie avec les piles Hydra mais aussi de nombreuses industries dans la confection, la petite métallurgie où le bâtiment. Par contre, le fait d'avoir une zone salariale inférieure à celle de Rouen explique la migration journalière de nombreux ouvriers vers la banlieue rouennaise où, également la CGT est bien affirmée.

Revendications des salariés havrais

Dans ce même numéro, Albert PERROT relate une partie des luttes qui ont eu lieu au Havre entre 1950 et 1955, avec comme revendications principales des augmentations de salaire et la lutte contre les décrets Laniel. Ce président du Conseil entendait faire payer les efforts de la guerre d'Indochine par d'importantes suppressions d'emplois dans la fonction publique, accompagnées d'une série d'attaques contre les statuts. Ces grèves s'étendant à tous les secteurs d'activité, métallos, gars du bâtiment et toutes les grosses entreprises de la région, amènent à la paralysie complète du Havre en août 1953. Malheureusement, une alliance FO / CFTC brise ce mouvement unitaire et la reprise du travail qui doit s'en suivre a bien du mal à se faire et laisse un goût amer de trahison. Néanmoins, ces coups de boutoirs feront reculer le gouvernement sur un certain nombre de mesures de régression sociales qu'il avait envisagées.

Les gamins verriers

Pour terminer ce tour du département, un article très poignant (extrait de *Rouen Lecture Normandie* et publié ici avec l'aimable autorisation de son directeur Philippe GALMICHE) met en avant le travail des « gamins » dans les verreries de la vallée de la Bresle, entre Aumale et le Tréport au début du XXe siècle. Ils exécutaient des travaux tres pénibles pour leur âge, dans la chaleur et le bruit. Certains étaient à peine âgés de huit ans. Quelquefois ils étaient « importés » de Bretagne ou d'Espagne et leur maigre salaire servait tout juste à payer leur pension. On y découvre le quotidien de ces gosses, et malgré « un service des enfants assistés et moralement abandonnés », ils étaient exploités dans des conditions dignes des romans d'Émile ZOLA.

GRÈVES RENAULT

Photographies de Jean-Luc WEBER

De Cléon à Sandouville, les salariés mobilisés.

n°19/ printemps 2004

LA CGT AU CŒUR DE LA RÉSISTANCE

NUMÉRO SPÉCIAL 60e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION

Ce numéro s'ouvre sur un éditorial de Serge LALOYER qui développe les conditions dans lesquelles les militants CGT de Seine-Maritime ont été amenés à prendre les armes contre l'occupant nazi et à combattre les « profiteurs » de guerre, pour l'essentiel le grand patronat : celui-ci soutiendra, dans sa très grande majorité, le régime vichyste de PÉTAIN, alors que de nombreux cégétistes restés fidèles à leurs idéaux, paieront de leur vie leur engagement dans la résistance.

Les années nuit et courage

Dans un article de 14 pages, Gilles PICHAVANT, avec le concours de Pierre LARGESSE, Albert PERROT, Robert PRIVAT, Guy DÉCAMPS et Serge LALOYER, développe ce que fut le rôle de la CGT dans la résistance.

La répression de la grève du 30 novembre 1938

Dans cet important article, détaillé et très complet, l'auteur revient d'abord sur « la répression de la grève du 30 novembre 1938 », qui fut un « premier coup dur pour la CGT ». Puis, abordant la scission dans la CGT, il démontre comment ces épreuves furent dramatiques, notamment par la répression qui s'en suivit, et comment la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939, eut des conséquences énormes puisque les communistes dans la CGT, ou tous ceux supposés tels furent déchus de leur responsabilités, voire arrêtés pour certains d'entre eux.

L'entrée dans la clandestinité

L'auteur souligne qu'alors une partie du mouvement syndical se vautre dans la collaboration avec les instances gouvernementales et patro-

Vie Ouvrière
L'UNION POUR LA LUTTE
sous le signe de l'anti-Munich

1 *La Vie Ouvrière*, journal issu de l'ancienne CGTU, à la veille du 1er mai 1939.

2 **Les tickets, les queues, les ersatz en tous genres... et la faim qui s'installe pour des années.**

nales, une autre partie, dès le 20 janvier 1941, par une action de Pierre CORNOU, Joseph Le GUENEDAL et Camille PORCHER du syndicat des officiers de marine, vont, en Seine-Maritime s'emparer d'un stock d'armes sur le port de Rouen. Pierre CORNOU sera arrêté en septembre 1941 et sera fusillé au Mont Valérien en mai 1942. Joseph MADEC et Léon LIOUST, militants CGT de la Compagnie Générale Transatlantique, furent arrêtés pour avoir coupé, le 18 avril 1941, le câble téléphonique souterrain reliant la Kommandantur du Havre au Grand Quartier Général de la Wehrmacht à Paris. Ils furent fusillés en mai et octobre 1941.

Faut-il rappeler, à la lumière de ces événements , que cela prouve sans conteste que l'engagement des militants de la CGT Unitaires commença bien avant l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'Union Soviétique, puisque celle-ci fut effective le 22 juin 1941, et que le véritable tournant de la guerre aura lieu lors de la bataille de Stalingrad en février 1943. Les faits historiques démentent ainsi la théorie avancée par des « pseudo-historiens » que la résistance des communistes et des cégétistes n'aurait débuté que fin 1941.

La vie sous l'occupation

Après être revenu sur la nécessaire unité syndicale dès 1940 par les militants qui, bien qu'exclus de la CGT restaient fidèles à la lutte de classe, l'auteur développe ce que fut la vie sous l'occupation, le rationnement, la pénurie, les luttes dans les entreprises pour les augmentations des salaires, les nombreux sabotages, le travail au ralenti, le refus de partir au STO, malgré la répression.

Un lourd tribut à payer

Dans un autre chapitre, l'auteur démontre l'importance qu'a pris la Résistance dans le département, mais aussi le lourd tribut payé par les militants de la CGT qui furent arrêtés, fusillés déportés. De ces derniers très peu reviendront (sur 119 hommes et femmes de Haute-Normandie déporté(e)s dans les convois dits des « 45 000 » et des « 31 000 » à Auschwitz-Birkenau en 1942, seulement 8 hommes et femmes en reviendront). Après avoir montré la montée de l'espoir et surtout la place prise par les 1895 militants de la CGT recensés dans les combats pour la libération du département, notre camarade revient sur les acquis du Conseil National de la Résistance (CNR).

Dans un avertissement au début de l'article, Gilles PICHAVANT déclare avec modestie ne pas avoir fait une histoire exhaustive de la Résistance en Seine-Inférieure. Pourtant, cet important *Fil Rouge* du printemps 2004, peut encore servir de référence pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à cette période de l'Histoire bien souvent oubliée, voire dénaturée, et qu'il convient plus que jamais, de célébrer, quand on connait les prétentions patronales, voire gouvernementales , de remettre en cause les acquis de la Résistance comme la sécurité sociale, les comités d'entreprise, les statuts de la fonction publique et de EDF-GDF, des dockers, etc.

⊕ ET AUSSI

Clôturant ce n°19, un article de Bernard BOUCHE, de l' IHS CGT des PTT, est consacré au programme du CNR. Il détaille les conditions longues et complexes dans lesquelles celui-ci a été élaboré. Il présente notamment la première publication dès le 15 mars 1944, intitulée *Les Jours Heureux* dont Louis SAILLANT, représentant de la CGT et président du CNR, fut partie prenante.

n°20/ automne 2004

EN TEMPS DE GUERRE

D'Elbeuf à Bolbec

Ce n°20 nous fait voyager d'Elbeuf à Bolbec, deux hauts lieux de la production textile en Seine-Maritime, deux hauts lieux du syndicalisme. Erwan SIMON, étudiant à l'Université du Havre nous livre ici trois temps forts du mouvement syndical à Bolbec, de 1945 à nos jours. En 1945, onze syndicats regroupant 600 syndiqués sur les 5 000 ouvriers dans Bolbec et sa région y sont dénombrés. Paul BELHACHE sera secrétaire général de l'Union Locale CGT de 1946 à 1977, année où il sera élu maire de la ville. Les événements de 1968 se sont traduits à Bolbec par des meetings syndicaux, des réunions dans les unions locales et des piquets de grève. Les grèves ont débuté le 18 mai à l'usine SLIC à Gruchet-le-Valasse et se sont propagées dans le canton. Au total, 1 500 grévistes sont recensés. Le conflit se dénoue dans les premiers jours de juin. Des avancées concrètes sont obtenues et surtout ce mouvement a engendré un important essor des libertés individuelles et collectives. L'usine Boussac compte 690 ouvriers en 1975. Sa fermeture marque la fin de l'industrie textile à Bolbec. Après l'annonce de la fermeture en juillet 1975, les luttes se développent largement autour d'un comité de défense de l'emploi qui comprend la CGT, la CFDT, la FEN, le PS, le PCF, la JOC, la JC...

Cette fermeture entraina la fuite de la main d'œuvre vers d'autres villes et ouvrit une plaie jamais refermée.

Les magasins de la ville restent portes closes le 4 septembre 1975, à l'appel de la CGT. L'entreprise Boussac est reprise par le groupe Phildar avec 350 salariés. Les ouvriers syndiqués ne furent pas réintégrés. « Cette fermeture entraina la fuite de la main d'œuvre vers d'autres villes et ouvrit une plaie jamais refermée ».

1

1 Jeunes bolbécais devant l'usine Boussac, après l'annonce de la fermeture.
Photographie issue de *La Vie Ouvrière* du 17 septembre 1975.

Le patronat elbeuvien et la Libération

2 **Libelle patronal des années 1930.** *CGT le premier siècle, VO éditions.*

Pierre LARGESSE précise l'attitude du patronat elbeuvien avant et après la Libération. Une intervention du directeur général de Blin et Blin en 1941, lors du premier anniversaire de l'Association Professionnelle du Personnel des Établissements Blin et Blin (APPBB) est éclairante à ce propos : « comment n'aurais-je pas profité de cette occasion pour essayer de réaliser enfin une idée corporatiste qui m'était chère depuis de nombreuses années[...] soyez patients. [...] La nouvelle Charte du Travail nous apporte quelques satisfactions. [...] Nous devons aider par nos modestes moyens à l'accomplissement de l'œuvre entreprise par le Maréchal dans le domaine social ».

Cette citation montre que la grande majorité des patrons se situait dans la collaboration, même si quelques rares individualités rejoignirent la France libre. Il n'en reste pas moins que dans le domaine social, on ne décèle aucun hiatus, aucun désaccord avec la politique de Vichy.

Une histoire toujours d'actualité : les retraites

Dans ce même numéro, Marcel SAUNIER « survole historiquement » les retraites de base et les retraites complémentaires, sujet en permanence d'actualité. COLBERT, par ordonnance du 19 avril 1670, organise le premier régime de retraite en France, appliqué par règlement royal du 23 septembre 1673, qui met en œuvre un fonds de retraite des marins. Cela n'a rien d'une démarche humanitaire : il s'agit pour le pouvoir royal d'assurer une base solide au développement de la marine de guerre dans la perspective de concurrencer l'Angleterre sur les mers.

En 1791, le droit fondamental à l'assistance est proclamé. Après maintes et maintes luttes au cours du XIXe siècle, les efforts de la mutualité, la loi du 30 avril 1930 crée le premier régime d'assurance vieillesse. En pleine lutte contre l'occupant, s'élabore une conception nouvelle de la protection sociale.

Publié dans la clandestinité, le 15 mars 1944, le programme du Conseil National de la Résistance précise les mesures a appliquer à la Libération. Sous l'impulsion d'Ambroise CROIZAT, militant CGT, alors ministre du travail, l'ordonnance du 4 octobre 1945 institua la Sécurité Sociale, directement inspirée du programme du CNR, avec un réel droit à un régime de retraite par répartition pour tous les salariés. Puis, en mars 1982 fut acquise la retraite à 60 ans à taux plein. Ces acquis majeurs ont toujours été l'objet de remises en cause. La revendication d'une retraite de haut niveau pour tous reste d'une actualité brûlante. L'auteur détaille la longue histoire des retraites complémentaires, depuis la naissance de la première, le 14 mai 1937, jusqu'à la loi du 29 décembre 1972 qui les généralisa à tous les affiliés du régime général.

3 **Ambroise Croizat.**

1

n°21 / hiver 2005

LA VIE CONTINUE, LES LUTTES AUSSI

Dans le numéro 21 paru fin 2005, ainsi que dans le numéro suivant, Pierre MICHEL raconte , dans une première partie, la vie de l'usine de l'agglomération havraise, Manolène. Guy DÉCAMPS, en ce qui le concerne, raconte un événement important: la lutte des cheminots de Quatre-Mares à Sotteville pour le droit à l'information syndicale, dans la période entre 1981 et 1983. À cette occasion une plaque intitulée *Carrefour de la liberté* fut posée dans l'atelier.

Le congrès de la reconstruction en 1946

Arrêtons-nous sur l'article écrit par Serge LALOYER. Un an après la fin de la guerre, les 11 et 12 mai 1946, s'est tenu à Rouen le congrès de l'union départementale. Les militants syndicaux qui ont survécu à la barbarie nazie et les prisonniers de guerre se retrouvent dans un département où tout manque, où tout est à reconstruire. Ils n'ont repris leur place dans les entreprises du département que dans le deuxième semestre de l'année 1945. Le Congrès se fixe comme objectif : la lutte pour les revendications salariales, la lutte pour le ravitaillement, le redémarrage économique, la reconstruction des ouvrages d'art, des logements et des usines du département. Fernand Legagneux, secrétaire général de l'UD fait un bilan des destructions et de l'état de la situation économique.

3

Serge LALOYER, développe sur six pages : la bataille pour la production, les salaires au centre du débat du congrès, les conventions collectives, les droits nouveaux et les conquêtes sociales et démocratiques, le statut des délégués du personnel et la mise en place des comités d'entreprise. Sur tous ces points, les débats sont rudes et âpres, les délégués montrant comment patrons et droite tentent de freiner les avancées sociales importantes obtenues grâce au rapport de force et également à l'application du programme du Conseil National de la Résistance (création d'EDF/GDF, nationalisation de Renault, statut des fonctionnaires, création de la sécurité sociale et de la retraite par répartition, constitution de la IVe République par référendum).

Ce premier congrès depuis la fin de la guerre montre la capacité des militants à mettre en mouvement les travailleurs du département, pour imposer la satisfaction des revendications.

2

Au 1er février 1945, la CGT comptait 50 000 syndiqués en Seine-Inférieure, ils sont 130 000 syndiqués dans 328 syndicats, à l'ouverture du congrès. C'est Eugène HENAFF qui représente le bureau confédéral de la CGT. Il s'étonne du peu de débat sur la collaboration patronale, mais se félicite du rôle joué par les travailleurs pour obtenir l'indépendance économique de la France.[1] Laissons à Serge LALOYER le dernier mot : « Ce premier congrès depuis la fin de la guerre montre la capacité des militants à mettre en mouvement les travailleurs du département, pour imposer la satisfaction des revendications, tout en faisant preuve d'esprit de responsabilité.[2] »

1. Le plan Marshall ne sera établi que le 5 juin 1947, soit un an plus tard.

2. On retrouvera dans *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime 1913-2013* le livre qui vient de paraître à l'initiative de l'UD CGT 76 et de notre IHS, un important passage rédigé par Serge-LALOYER – édition - IHS CGT (10 €).

1 Dépôt Sotteville.
2 Manifestation en 1990.
3 Quatre-Mares. Atelier SNCF.

1

n°22 / printemps 2005

LES MUTATIONS HAVRAISES

1 Manifestation ACH.

Ce numéro 22 du *Fil Rouge*, paru au printemps 2005, est un numéro très havrais. L'éditorial de Jacques DEFORTESCU (un ancien havrais), concerne l'anniversaire de la création des comités d'entreprise, puis Pierre MICHEL développe la deuxième partie de son article sur Manolène, usine de l'arrondissement havrais.

Une ville qui sent l'usine et qui sent la mer et qui sent aussi la lutte

Albert PERROT développe sur douze pages la seconde partie d'un article commencé dans un n° 17 précédent intitulé *Une ville qui sent l'usine et qui sent la mer et qui sent aussi la lutte*, puis détaille les mutations havraises depuis les années 1960 et jusqu'à 2003.

Dans un premier chapitre, il expose le paysage économique et social du Havre des années 1960, dans un second chapitre, il énumère les mutations économiques et sociales dans les secteurs industriels du Havre de 1950 à 1980, tout en ayant auparavant donné à voir un paysage de la ville de 1962 à 1979. Dans le troisième chapitre, il décrit le paysage économique et social du Havre en 2003. Enfin dans un quatrième chapitre, il revient sur les mutations économiques et sociales dans le Havre intramuros de 1980 à 2003. Cet article fort documenté de chiffres très officiels de l'INSEE, de l'ASSEDIC, du répertoire de la chambre de commerce du Havre ou encore de la commission économique de l'UD CGT de Seine-Maritime, note également les importantes luttes du moment comme celle des ACH, de Caillard, ou de Trouvay-Cauvin, luttes pour le maintien des activités et de l'emploi.

Dans les conclusions de son article, Albert PERROT rappelle sur la situation de cette ville ouvrière de manière très explicite : « qu'est devenue cette ville qui sentait l'usine, qui était quadrillée aux quatre coins de rue par des entreprises industrielles depuis le front de mer jusqu'aux quartiers périphériques ? [...] Le boulevard Durand... le quartier de l'Eure, la rue Demidof, les Neiges, tous ces quartiers ouvriers, grouillant de vie, d'animation sont maintenant vides. Le Havre sent toujours la mer ! Mais si les navires rentrent toujours au port, que sont devenus les 8 000 marins des années 1960 ? Aujourd'hui, les navires battent pavillon de complaisance avec des équipages étrangers ! » et comme Albert PERROT n'est pas un nostalgique dans l'âme, mais un militant branché sur l'avenir, il termine en souhaitant un avenir nouveau au Havre : « oui, le Havre a changé économiquement et socialement. Mais il importe de redonner au Havre une substance industrielle solide, source d'une authentique prospérité, de création de richesses. [...] Il importe de miser pour le Havre sur les entreprises à haute technologie, de recherches non polluantes. [...] Le Havre tout au long de son histoire a conjugué vie maritime et vie industrielle. Aux salariés d'aujourd'hui, au "peuple du havre" de continuer à écrire leur histoire, une histoire qui prend racine sur le passé pour construire l'avenir. »

Illustré par de nombreuses photographies de Gérard LECOMPTE, de Eric HOURY et Karl HUGEL, de la revue *Présence Normande* ou du livre *Tempête et colères aux ACH* écrit par Albert PERROT en 2001 [1], ce *Fil Rouge* complémentaire aux précédents, par sa qualité rédactionnelle est sans nul doute un des plus complets écrits sur la région havraise au cours de ces dernières années.

1. *Tempête et colère aux ACH*, Albert PERROT, VO éditions, 2e trimestre 2001.

Aux salariés d'aujourd'hui, au « peuple du Havre » de continuer à écrire leur histoire, une histoire qui prend racine sur le passé pour construire l'avenir.

2 Le centre de réparation navale du Havre. Photo PAH.

n°23 / été 2005

LES POSTIERS EN LUTTE

Ce numéro spécial est entièrement consacré à La Poste et aux postiers, et plus particulièrement au Havre, notamment avec la vente du bel immeuble du Havre principal. Tous les articles relatent les multiples luttes des postiers.

1 **Mademoiselle Métais, factrice du 22e quartier central ; rue Jeanne d'Arc, 1935.**

Dès l'éditorial, François AUVRAY brosse le tableau de ce que se veut ce *Fil Rouge* n°23. « Cette braderie qu'on nous présente comme "une évolution naturelle" inéluctable, moderne » commente-t-il à propos de la séparation de la Poste et de France Télécom, ainsi que l'éclatement des secteurs courrier, colis, chèques, « est combattue depuis des années par le personnel et par la CGT, ainsi que, avec plus ou moins d'ardeur, par les autres syndicats. Voilà l'Europe qui se construit sans nous, contre nous, et qui a été condamnée le 29 mai dernier... » [ndlr, nous sommes juste après le référendum où, à la question « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? », le « non » recueillit 54,68 % des suffrages exprimés].

Dans la première partie, le collectif mis en place par l'IHS pour rédiger ce numéro du *Fil Rouge*, montre comment la Poste a répondu à des besoins variés , croissants et même pressants de la population, de l'activité économique et sociale de celle-ci en s'adaptant, s'équipant, se modernisant et se développant.

Dans la seconde partie, les rédacteurs développent que : « tout cela n'a pu se faire sans des femmes et des hommes attachés au service public, sans leurs luttes, sans leur esprit de conquêtes, sans la fraternité et la solidarité aussi, sans l'unité dans la lutte et sans un syndicat CGT fort, souvent en avance pour le progrès social » mais aussi pour le meilleur service à rendre au public. Et d'ajouter que « chaque progrès, de la

1

Poste ou à la Poste est bien le résultat d'une lutte CGT conjointe pour le service public et pour le statut du personnel, souvent face à une direction rétrograde, pingre, fourbe, voire antisociale.»
Et de brosser les diverses étapes des luttes sociales chez les postiers havrais, notamment dans la Résistance, avec des actions comme l'incendie du central téléphonique du Havre dès le début 1940, avec des noms qui figurent aujourd'hui dans la mémoire collective havraise comme Kléber VASSEUR, mort en déportation, ou d'autres plus chanceux comme Edouard MEUNIER, ou Georges CHASTAGNET qui deviendra un des animateurs de la section «lignes» après la Libération. Par des interviews de dirigeants du syndicat de l'époque comme Pierre BISCH (qui deviendra ensuite un adjoint au maire du Havre chargé des sports) sur les luttes des postiers de 1961 à 1970 (en passant par les grèves des postiers dès le 18 mai 68), Christiane SAVIGNARD (ancienne trésorière du syndicat), quant à elle conte la grève nationale de 1974 qui dura cinq semaines. Enfin Gilbert LEDORNER[1] raconte la grève de 1988, «coup de poker» écrira –t-il, qui laissa des traces négatives dans le syndicat et celle de 1993 qui fut «spectaculaire dans sa durée, ses résultats, sa médiatisation. Exemplaire dans sa conduite démocratique par les grévistes, le soutien très fort du monde du travail et de la population havraise»

2

Chaque progrès, de la Poste ou à la Poste est bien le résultat d'une lutte CGT conjointe pour le service public et pour le statut du personnel.

Ce *Fil Rouge*, entièrement consacré aux postiers havrais, où on sent déjà la casse de ce service public, est un journal qui devrait rester, dans ce qu'il a de prémonitoire.

3

1. Le lecteur pourra retrouver dans l'ouvrage *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime 1913-2013*, 10 € - paru en octobre dernier, édité par l'IHS CGT 76, et l' UD CGT 76, un important article de Gilbert LEDORNER sur les postiers en Seine-Maritime.

2 Le tri du courrier, à la grande Poste, rue Jeanne d'Arc, 1935.

3 La grande Poste du Havre,1945.

n°24 / hiver 2005/2006

À LA CONQUÊTE DU TEMPS LIBRE

Historique de la Maison du Peuple de Sotteville, débuts du comité d'entreprise de Mazeline, 1765 à Dieppe, hommage à Pierre TRUSSART, sont au sommaire de ce numéro.

La Maison du Peuple de Sotteville-lès-Rouen

Guy DÉCAMPS, a soigneusement consulté les archives municipales et départementales concernant cette « Société Immobilière Anonyme, à capital variable ». On peut ainsi, suivre la vie et les évolutions de l'institution qui s'apparente, depuis ses origines, à une Bourse du Travail.

En mars 1936, par exemple, les archives indiquent : « nous espérons que l'unité syndicale et le Front Populaire sauront mobiliser pour rénover notre Maison du Peuple qui est la haine du front national fasciste. Seul le syndicat des Cheminots a pris l'initiative d'une souscription, répondant ainsi à un appel du CA pour couvrir la somme de 5 620 francs réclamée par les contributions ». Guy DÉCAMPS publie ensuite une interview réalisée le 7 février 2005 avec les

1 Phalange des pupilles de la Maison du Peuple de Sotteville, 1921.
Carte postale publiée dans le livre *Sotteville une vie, vol. 1*, 2e édition, de Léon LEROY, Daniel ANDRIEU, Jean-François GLABIK, Maison Pour Tous de Sotteville-lès-Rouen éditeur.

administrateurs de la Maison du Peuple, notamment, Alain DUPRÉ, président, Patrick FLORIN, secrétaire, Gérard PAIMPARÉ, trésorier, James MITON, membre.

Pierre TRUSSART

Les dernières pages de notre revue rendent hommage à Pierre TRUSSART, décédé en octobre 2004. Après avoir été membre du conseil syndical CGT du Bâtiment et Travaux Publics de l'agglomération de Rouen, en 1964, il devient secrétaire de l'union syndicale CGT de notre département. Au congrès fédéral qui suit, il devient membre de la commission fédérale du Bâtiment et des Travaux Publics. À la même époque, il est élu membre de la commission exécutive de l'UD. En 1977, il est élu conseiller municipal à Canteleu sur la liste présentée par le Parti Communiste Français.

⊕ À VOIR !

Notre Institut se prépare à commémorer le Front Populaire et les conquêtes sociales. Une exposition est mise à disposition des syndicats et des comités d'entreprise. L'éditorial de Gilles PICHAVANT est consacré au 70e anniversaire de 1936. Ce dernier, livre aussi une analyse sur la concurrence et l'apprentissage au service de la baisse des salaires sur le port de Dieppe sous l'Ancien Régime.

Les débuts du comité d'entreprise de Mazeline

En 2005, les comités d'entreprise fêtent leurs soixante ans d'existence. Albert PERROT rappelle le contexte historique et social, dans lequel ils ont été créés. Il prend l'exemple des débuts de celui de l'usine Mazeline au Havre (Dresser Rand), entreprise de construction navale faisant partie, à l'époque, des Forges et Chantiers de la Méditerranée.

Truffé d'exemples, l'article d'Albert PERROT donne à voir, et à comprendre, le rôle du comité d'entreprise : « le comité d'entreprise prend à bras le corps, dès sa création, les questions économiques : un rapport sera fait sur la situation de la construction navale et les besoins du pays en ce domaine, dans le cadre de la branche industrielle « construction et réparation navale ». Sur le plan social, les besoins sont immenses, le comité d'entreprise va faire preuve d'initiative et d'imagination. C'est ainsi que sur cent vélos allemands, cédés par le ministère de la Production, 78, remis en état, seront mis à disposition du personnel pour un prix modique ».

Dès sa naissance, le comité d'entreprise se veut bâtisseur.

Albert PERROT met aussi en exergue les réalisations sociales : « dès sa naissance, le comité d'entreprise se veut bâtisseur. Un ambitieux projet est mis sur pied comprenant la construction d'une salle. La réalisation d'un terrain de foot, de courts de tennis, d'une piscine, d'un terrain de basket, d'une piste cendrée ».

2 **La salle Navalis en 1950.**

3 **La cantine, lieu d'exposition.**

4 **La nouvelle salle Navalis, construite en 1976.**

5 **Le théâtre à l'usine.**

6 **Les employés de Mazeline.**

7 8 9 **Les activités sportives, au cœur de la dynamique des activités sociales et culturelles.**

2

3

6

4

5

7

8

9

n°25 / printemps 2006

LA MÉMOIRE DE 1936

La publication de l'ouvrage de notre Institut *1936, ils ont osé, ils ont gagné* et la visite historique et festive à Dieppe, le 3 juin 2006, suivie par 300 personnes sur le thème de l'histoire sociale de la ville commémorant le 70e anniversaire des grèves et du Front Populaire, constituent l'essentiel du contenu de ce numéro du *Fil Rouge*.

Le 3 juin 2006, visite historique et festive du vieux Dieppe

« Résister c'est créer ; créer c'est résister ». En 2004, c'était le titre de l'appel lancé par les résistants afin de commémorer le 60e anniversaire de la publication du programme du conseil national de la Résistance, qui est aussi l'héritier du formidable mouvement de 1936. En publiant notre ouvrage départemental sur 1936, en organisant le 3 juin une visite historique et festive à Dieppe en partenariat avec l'Union Locale des syndicats CGT, en prenant une initiative plus modeste à Elbeuf, nous avons le sentiment de nous inscrire dans la même démarche » souligne Serge LALOYER dans son éditorial.

Résister c'est créer. Créer c'est résister

La visite historique et festive, le 3 juin, dans les rues de Dieppe, est née d'une rencontre entre Corinne GIRARD, secrétaire de l'Union Locale des syndicats CGT, Pierre BÉZU, metteur en scène d'une troupe de théâtre de la région dieppoise, et Gilles PICHAVANT, à l'époque, secrétaire de notre Institut. Ce dernier a rédigé plusieurs sketches : une assemblée générale du syndicat de la manufacture des tabacs en 1900 ; un compte-rendu de la journée du 1er mai 1919 ; l'occupation de la manufacture des tabacs en 1729, à partir d'un dialogue entre « une baronne et un curé ».
Le bref séjour de Louise MICHEL à Dieppe, en 1880, donne l'occasion à Guy DÉCAMPS, au cours de cette déambulation dans les rues de Dieppe, de déclamer le poème de Victor HUGO, *Viro Major*. Le passage éclair de Louise MICHEL à Dieppe avait donné lieu à un éditorial virulent du journal *La vigie*. L'auteur de cet éditorial accusant son concurrent de *l'Impartial* d'avoir salué la communarde. Il sera licencié de *l'Impartial* et sera contraint de quitter la région. « 1927 : Louis ARAGON est à Pourville », nous indique le *Fil Rouge*. Il apprend qu'une manifestation à lieu à Dieppe pour protester contre la condamnation à mort de SACCO et VANZETTI. La visite continue. Au croisement de la rue Pecquet et de la rue du Chêne Percé, Pierre LE MEUR interprète le poème de Louis ARAGON *Le jour de Sacco-Vanzetti*. Le texte de la pièce de théâtre jouée au pied de la Maison des syndicats, place Louis Vitet, qui évoque les grèves de 1936 dans la région dieppoise, est publié intégralement dans ce numéro du *Fil Rouge*.

Le 70e anniversaire de 1936 à Elbeuf

Pierre LARGESSE informe que le 7 juin, à Elbeuf, une soirée organisée par l'Union Locale des syndicats CGT et notre Institut, réunit 150 personnes dans la salle des fêtes de la mairie. Un film vidéo réalisé par les deux syndicalistes, Eric BEVILACQUA et Stéphane POULAIN, est projeté. Il est suivi d'une conférence de Pierre LARGESSE. Là aussi, comme à Dieppe, les organisateurs font appel à des artistes. Agnès DEWITTE et Catherine CARZOLA interprètent des textes issus de documents d'archives, expression authentique de l'affrontement de classe des patrons et des travailleurs.

Plusieurs autres initiatives auront lieu durant ce mois de juin 2006, notamment à Gonfreville-l'Orcher, à Grand-Couronne, au Havre, à Fécamp, à Canteleu, au Tréport.

1 **Plage de Dieppe, 1936.**

n°26 / automne 2006

L'IMPORTANCE DE L'HISTOIRE SOCIALE

Marius BASTIDE livre un article sur l'histoire du quartier de l'Eure au Havre. Pierre LARGESSE donne un aperçu des rapports sociaux dans l'industrie textile d'Elbeuf. Succès du livre *1936, ils ont osé, ils ont gagné*.

Le quartier industriel Saint-Nicolas-de-l'Eure au Havre

Dans ce numéro, Marius BASTIDE, livre une analyse de l'histoire du quartier industriel Saint-Nicolas-de-l'Eure au Havre. Les luttes menées par les dockers, les marins, les métallos et la population, sont évoquées, relatées.
« Le processus de désindustrialisation de la ville du Havre se poursuit. Dans deux à trois ans, de nouveaux habitants vont s'approprier ces espaces réaménagés. Beaucoup ignoreront que, pendant des décennies, voire un siècle et demi, ce quartier a été le centre des embarquements de marins, de l'embauche des dockers, des allées et venues du millier d'ouvriers de Caillard employés à la construction des grues portuaires et à la réparation des navires », constate Marius BASTIDE.

1 *LE HAVRE. — Les Ateliers Caillard et Cie. — LL.*

1 Les ateliers Caillard, Le Havre.

2 La cloche des dockers en 2006.

3 Le célèbre café de la Métallurgie et de la Marine qui devrait être préservé dans la rénovation du quartier.

Les rapports sociaux dans l'industrie du textile

« Les divergences d'intérêt entre patrons et ouvriers sont un fait qui est ancien » précise Pierre LARGESSE, qui donne à voir, à partir d'exemples ce que l'on nommera plus tard la conscience de classe : « mordieu, ce n'est pas ces bougres qui gaignent le Bien qu'ils ont, et ils font bastir des châteaux à nos dépens, et nous ne travaillerons pas à moins que nous n'ayons le prix que nous demandons ».
Le sentiment d'être exploités n'est pas moindre en 1730 : « ces bougres là vont à l'opéra et à la comédie à nos dépens et veulent que nous travaillons à six sols six deniers, et nous ne le ferons pas » et ils se plaignent que leurs maîtres « roulent carrosses ».

4

Un livre événement

Très sollicités par les initiatives autour du 70e anniversaire de 1936 et confrontés au succès du livre *1936, ils ont osé, ils ont gagné*, les membres de notre Institut s'excusent auprès de leurs lecteurs pour le retard constaté de l'édition de ce numéro 26 du *Fil Rouge*. Initialement imprimé à 2 000 exemplaires en juin, le tirage du livre *1936, ils ont osé, ils ont gagné* est rapidement épuisé. Fin septembre, 2 000 nouveaux exemplaires sont réédités. « Ce livre est un véritable succès d'édition » constate François AUVRAY dans son éditorial. Il ajoute : « qui a dit que l'histoire sociale n'intéressait personne ? Qui peut prétendre qu'elle n'aurait pas d'avenir et serait un avatar négligeable face à la « Grande Histoire » ? Rois, reines, généraux, présidents, maréchaux, empereurs, grands patrons, ont-ils eu plus de mérites, d'importance, de courage, que le peuple ? ».
Ce numéro du *Fil Rouge* rend compte des diverses initiatives autour de la publication de ce livre événement : au Havre, à Gonfreville-l'Orcher, notamment avec Jean-Michel LETERRIER, auteur du livre *Sous l'usine, la plage* et Albert PERROT, vice-président de notre Institut, ou encore Yves GABORIAU, réalisateur d'un film sur 1936 ; à Petit-Quevilly et à Grand-Couronne, à Canteleu, avec Marcel LETESSIER, membre de notre Institut et Serge LALOYER, secrétaire ; à Elbeuf avec Pierre LARGESSE ; à la fête de l'Humanité-Normandie, au parc des expositions de Rouen, avec Gilles PICHAVANT, Pierre LARGESSE et le journaliste Charles SILVESTRE ; à la rencontre du livre de Maromme, avec Gérard FILOCHE, inspecteur du travail et auteur de plusieurs ouvrages, Annie LACROIX-RIZ, professeure d'histoire contemporaine à Paris VII. Plusieurs articles publiés dans la presse locale de notre département donnent une idée du foisonnement des initiatives prises par notre Institut durant cette période.

Rois, reines, généraux, présidents, maréchaux, empereurs, grands patrons, ont-ils eu plus de mérites, d'importance, de courage, que le peuple ?

4 Sortie des Hélices de Graville, quartier de l'Eure, Le Havre.

n°27 / hiver 2007

ÊTRE ENSEMBLE ET SOLIDAIRE

Gilles PICHAVANT revient sur la réunification de la CGT dans notre département en 1934 et en 1935. Guy DÉCAMPS rend compte de l'attentat contre Louise MICHEL au Havre le 22 janvier 1888.

Les événements de février 1934 en Seine-Inférieure

Les événements de 1934 sont l'élément déclencheur d'un processus qui allait conduire à la réunification de la CGT et à la création du Front Populaire. « Si l'on connaît assez bien le déroulement de ces événements au plan national, il est évident qu'on les connaît moins au plan local », constate Gilles PICHAVANT, dans ce numéro 27 du *Fil Rouge*.

Dans une étude très documentée, ce dernier détaille le rapport des forces politiques en Seine-Maritime. Mais ce sont surtout les manifestations, les grèves du 12 février 1934, qui retiennent l'attention de Gilles PICHAVANT. Une reproduction de la une du Journal *Vérités*, organe de l'union des syndicats ouvriers du Havre et de la région, rend compte de la réponse du Havre ouvrier au fascisme, avec une photo du cortège de 20 000 manifestants qui arrive place de l'Hôtel de ville. La réunification sera l'aboutissement d'un lent et long processus, s'attache à démontrer l'auteur de l'article. « Au mois de décembre 1935, la réunification. Le 22 décembre, les unions départementales fusionnent à leur tour en présence de Belin pour la CGT et de Frachon pour la CGTU » indique Gilles PICHAVANT,

Une première condition du succès des grèves du mois de juin 1936 est réunie : c'est celle de l'unité organique de la CGT.

qui conclut : « une première condition du succès des grèves du mois de juin 1936 et des avancées sociales historiques de la période (semaine de 40 heures, congés payés, conventions collectives, délégués d'ateliers...) est réunie : c'est celle de l'unité organique de la CGT ».

1 **Affrontements place de la Concorde à Paris, le 6 février 1934.**

L'attentat contre Louise MICHEL, 1888

Déjà auteur de plusieurs articles sur Louise MICHEL, Guy DÉCAMPS relate l'attentat du 22 janvier 1888 au Havre. Ce jour-là, lors du meeting de la grande figure de la Commune de Paris, Lucas, un illuminé, tire deux balles en direction de la « Vierge Rouge ». L'une se loge dans le temporal gauche, l'autre dans la doublure de son chapeau. Louise MICHEL écrira un poème dédié à son agresseur intitulé *Le Breton* : « Ce fils des côtes d'Armorique, des côtes où hurle la mer, s'en allait songeur et mystique... Qu'il reste libre dans son ombre, pour lui nous n'avons pas de loi... ».
Guy DÉCAMPS souligne que Louise MICHEL, après cet attentat, n'en avait pas fini avec Le Havre : « Elle y reviendra le 30 mai 1897 accueillie par une foule de mille personnes qui l'acclame. Elle y reviendra une dernière fois, le 28 mai 1905, déjà très atteinte par une maladie. Le 22 janvier 1905, à ses obsèques, une délégation d'anarchistes havrais sera présente au cimetière de Levallois ».

2

3

Les 80 ans d'Albert PERROT

Marius BASTIDE rapporte que le 5 janvier 2007, le comité d'entreprise Dresser-Rand, l'association Tourisme et Culture fêtaient les 80 ans d'Albert PERROT au complexe culturel et sportif « Navalis », au Havre.
D'origine bretonne, Albert PERROT arrive au Havre en septembre 1952. Après une formation de fraiseur, il entre aux Forges et Chantiers de la Méditerranée à l'usine Mazeline. Il y restera 28 ans. Secrétaire du syndicat CGT, il conduira de nombreuses luttes. Secrétaire de l'union départementale, il est chargé, entre autres fonctions, de celle de l'éducation syndicale au niveau régional. Il fut aussi un militant très impliqué dans l'action culturelle, au sein de Tourisme et Travail et de la Maison de la Culture du Havre. Il a pris aussi en charge la coordination de l'action des comités d'entreprises afin de mettre en place de nombreuses réalisations.
Albert PERROT est l'auteur de plusieurs ouvrages d'histoire. Il est vice-président de notre Institut CGT d'histoire sociale.

2 **Attentat contre Louise MICHEL, 1888.**

3 ***L'arrestation de Louise Michel*, 1871, Girardet.**

1

n°28 / printemps 2007

VERS LA PAIX SOCIALE

Sur les quais

1 Manifestation avec les ouvriers de l'entreprise de réparation navale Lozai en 1978. Archives municipales de Petit-Quevilly.

Les caractéristiques de la profession de docker, son statut, et les différentes luttes pour le maintenir sont développés par Serge LALOYER. « Il faudra attendre le 6 septembre 1947 pour que l'organisation du travail de manutention dans les ports soit réglementée par une loi » note l'auteur de l'article. Mais en 1991, sur proposition du gouvernement, au nom de la rentabilité et des normes européennes, la majorité du parlement modifiera la loi de 1947. Les dockers les plus âgés partiront en pré-retraite, d'autres seront licenciés, d'autres enfin auront un statut de travail lié à un employeur. Après avoir détaillé le fonctionnement du syndicat CGT des dockers de Rouen, Serge LALOYER met en exergue les actions de solidarité internationale, pour la paix, sous les formes les plus diverses, engagées à maintes reprises par les dockers.

« Franklin », un symbole

Albert PERROT, dans le cadre du centenaire de l'Union Locale des syndicats CGT du Havre, revient sur l'histoire de ce lieu emblématique du mouvement ouvrier. Inauguré en grande pompe en 1896, le cercle Franklin était destiné, à l'origine, à «[...] assurer aux ouvriers le bien être social, intellectuel et moral, en même temps que la distraction et la récréation, pour les éloigner de ces lieux funestes que sont les cabarets, où la seule distraction consiste à fumer, à boire, se laisser entraîner par de mauvais exemples et prendre des habitudes vicieuses».
L'objectif visé était surtout, souligne Albert PERROT, «d'assurer la paix sociale, de réaliser l'union du capital et du travail, d'éviter toute contestation, toute remise en cause de l'ordre établi». Devenu Bourse du Travail en 1897, Franklin est aujourd'hui la maison des syndicats. L'histoire de l'UL du Havre se confond avec l'histoire de la CGT de toute l'agglomération, puisque l'Union Locale d'Harfleur a été créée en 1970.

La construction des plates-formes pétrolières au Havre

De 1969 à 1979, trois entreprises : la CFEM de Rouen, l'U.I.E de Saint-Wandrille, le chantier Dubigeon de Grand-Quevilly construisent au port du Havre des plates-formes de recherche pétrolières. Marius BASTIDE, dans ce numéro 28 du *Fil Rouge*, rappelle la fièvre de l'or noir en mer du Nord, qui a débuté au début des années 1960. Ces travaux, souligne Marius BASTIDE, «sont comparables à ceux de la construction d'un navire». Les chantiers sont à hauts risques.

Ces travaux sont comparables à ceux de la construction d'un navire.

Un premier accident se produit en 1969 sur le PENTA 81 : deux salariés seront tués. En 1973, quatre ouvriers ont failli périr asphyxiés. De nombreux conflits vont éclater concernant l'organisation du travail et de la sécurité. À la fin du chantier, on licencie... L'annonce, en 1976, de 204 licenciements et de la mise en chômage technique à 32 heures, laissait présager des jours sombres pour la CFEM, à Rouen.
Grâce aux luttes, 70 emplois seront sauvés en 1978 et la société obtiendra une commande importante avec la construction du pont Mathilde de Rouen. Mais en septembre 1979 se profile un nouveau plan visant 258 emplois. Les luttes seront rudes. Lors de la manifestation du 2 octobre, au centre-ville de Rouen, le militant Marcel LAMY, accusé de violence sur un CRS, est incarcéré. Le 9 octobre, le tribunal décidera de le libérer. C'est une explosion de joie pour les 15000 travailleurs de la région venus manifester devant le palais de justice.

2 Plate-forme de recherche pétrolière construite dans le cadre de la politique de reconversion du chantier.
Collection J.C Lacaille.

LE PONT MATHILDE

Photographies de Jean-Luc Weber

Ces photos, réalisées par le photographe Jean-Luc Weber, montrant la construction du pont Mathilde par les salariés de la CFEM sont d'actualité après l'accident d'un camion-citerne.
La construction de ce pont par les travailleurs de l'entreprise avait fait l'objet d'une lutte pour sauver des emplois en 1979.

LA
CFDT
SURVIVRA

CGT

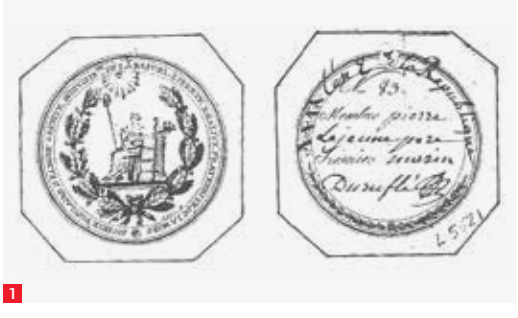
n°29 / automne 2007

L'INSTITUT A 10 ANS !

C'est un numéro tout à fait exceptionnel que ce 29e *Fil Rouge*, puisqu'il traite du bilan de dix ans d'activité de l'Institut et qu'à cette occasion, il est publié un index des 28 premiers numéros, comportant les sommaires, les mots-clés et les repères par auteurs, sujets traités, lieux et périodes.

L'heure du bilan

Sur plusieurs pages, le secrétaire de l'Institut Gilles PICHAVANT, présente un bilan détaillé des dix ans d'existence de notre Institut : le contexte qui amena à sa création, quels militants le créèrent, le 30e anniversaire de mai 1968, l'action pour la préservation des archives syndicales, la création de notre journal *Le Fil Rouge*, l'édition du permier livre *1936, ils ont osé, ils ont gagné* et le premier succès d'édition de celui-ci. L'auteur se félicite, en terminant son article, de la forte progression du nombre d'adhérents de l'IHS CGT 76 (200 en 2007).



1 Carte d'adhérent à la société populaire d'Elbeuf-sur-Seine.
2 Guy MÔQUET, en 1940.

Boulevard Durand, une pièce de théâtre

Le journal diffuse aussi l'initiative de l'Union Locale CGT du Havre qui, à l'occasion de ses cent ans organise plusieurs représentations de la pièce *Boulevard Durand* d'Armand SALACROU. Donnée une première fois dans les années 1960, au Havre, par le Centre Dramatique du Nord d'André REBAZ, elle est cette fois reprise par une troupe d'amateurs, pour la plupart militants de la CGT : « Le Théâtre de l'Éphémère ».

Guy MÔQUET pris en otage

Pierre LARGESSE traite des « Rapports sociaux dans l'industrie textile d'Elbeuf. Nous reproduisons dans ce numéro une lettre ouverte adressée par l'Institut national CGT d'Histoire Sociale aux enseignants, à propos de Guy MÔQUET.

Cette lettre intitulée, *Guy MÔQUET de nouveau pris en otage* traite de la non neutralité de l'histoire à l'occasion de la récupération par le président de la République, Nicolas SARKOZY, des actions d'hommes de Gauche tels Guy MÔQUET, Jean JAURÈS ou Léon BLUM.

n°30 / hiver 2008

TOLÉRANCE, UN MAÎTRE-MOT

Au Havre, la lutte des employés de magasins pour le repos hebdomadaire

Ces dernières semaines (octobre 2013), le débat sur le repos hebdomadaire est relancé à l'occasion de l'ouverture le dimanche des magasins de bricolage sous prétexte que tout le monde se met à peindre ou souder le dimanche et doit évidemment aller se procurer les outils et matériaux nécessaires à leur « passion » dans les plus brefs délais. En fait, le repos hebdomadaire fut l'objet d'une lutte permanente entre patrons et ouvriers et se poursuit aujourd'hui.

L'article traite un siècle et demi de cette lutte du début du XIXe siècle à 1937. Deux anecdotes donnent le ton : *La Cloche Illustrée* publie le 25 janvier 1890 un extrait du règlement d'un important magasin de nouveautés du Havre : « les demoiselles du magasin n'auront droit à aucune sortie pendant la semaine. Il leur sera permis de sortir le dimanche matin pour aller entendre la messe de sept heures, après quoi elles devront se rendre immédiatement au magasin ». L'aspect religieux marque le débat. En avril 1814, une ordonnance du directeur général de la police insiste sur la nécessité d'observer les dimanches et jours fériés : « il est nécessaire de rappeler le peuple aux principes de morale religieuse qu'avait posés et consacrés la piété de nos pères et qui sont l'un des plus solides fondements de la société ».

Les luttes se cristallisent autour de la création d'un « comité d'action pour le repos du dimanche » le 10 avril 1896, lors d'une assemblée générale à la Maison des syndicats (Franklin déjà ! ndlr). Les revendications sont plutôt timides car reconnaissent eux-mêmes les employés « il est plus facile de fermer les magasins du centre qui reçoivent une clientèle bourgeoise qui a tout son temps pour faire ses achats que dans les quartiers ouvriers où les achats ont lieu après le travail et surtout après la paye du samedi soir donc le dimanche ». Les commerçants se rassemblent dans un syndicat patronal. Il joue du paternalisme en se moquant de la prétention des employés « de vouloir faire l'école buissonnière le dimanche ». Il les accuse « de porter atteinte à la liberté du commerce, d'oublier que les employés vivent du chiffre d'affaires de leurs patrons et de réclamer ainsi contre leurs intérêts ». Est annoncée la suite de cet article de Jean LEGOY pour le n°31.

⊕ À LIRE AUSSI

Une double page de photographies illustre la pièce d'Armand SALACROU, *Boulevard Durand*, donnée en 2007 pour le centenaire de l' UL CGT du Havre.
Jacques DEFORTESCU relate les dix ans de notre Institut, fêtés le 10 octobre 2007, à Rouen, en présence d'Elyane BRESSOL, présidente de l'Institut national.
Une note de lecture recommande l'ouvrage de Roger BALAVOINE sur le Théâtre Maxime Gorki.

L'immigration en Seine-Maritime

Cette étude de Sege LALOYER, bien documentée, agrémentée de belles photographies, détaille les réalités de l'immigration dans notre département, leur évolution au cours du XXe siècle, les relations français-immigrés, les travailleurs immigrés et le mouvement syndical. Un tableau est très révélateur sur la répartition des immigrés dans la population et par secteur d'activité.
Citons la légende d'une des photos : « ambiance de lutte à Renault-Cléon : le syndicalisme et la grève sont des écoles de tolérance, de solidarité et d'intégration. »

n°31 /printemps 2008

DES USINES, DE GRANDES LUTTES

Les verriers de la vallée de la Bresle

1

1 Syndicalistes de la Verrerie du Tréport.

La vallée de la Bresle, géographiquement éloignée des grands centres industriels et décisionnels perpétue, depuis le XVe siècle, une tradition verrière qui en fait le fleuron de cette industrie dans la France entière. Serge LALOYER expose que c'est aussi une région où les traditions de solidarité et de lutte sont solidement ancrées, de même hélas, que la répression patronale.

Dès 1904, de grandes luttes sont menées au Tréport contre la baisse des salaires et gagnent toute la vallée. Les gendarmes et les soldats du 39e RI seront chargés d'assurer la garde autour des verreries, de l'usine à gaz et même de la maison du maire ! Le congrès du syndicat CGT des verriers, de septembre 1906, aura à se prononcer sur des situations de rémunérations différentes, liées aux modes de production utilisés. Dans une de ces verreries (Romesnil) un accord est trouvé mais le patron, réclamant des dommages et intérêts pour fait de grève, la grève se poursuit. Néanmoins, ce patron ayant rompu la solidarité patronale, ce conflit nécessitera l'acceptation d'un compromis pour trouver son issue.

En 1908, le patron de la verrerie Darras, à Blangy, licencie le président du syndicat (Pillon) ce qui

Dès 1904, de grandes luttes sont menées au Tréport contre la baisse des salaires.

déclenchera une grève totale, très dure, de plus d'un mois. Lors d'une inauguration officielle, un secrétaire d'État de CLEMENCEAU et le député BIGNON sont pris à partie par les manifestants qui crient : « Assassins, nous voulons du pain » et autres slogans avant d'entonner l'Internatio-

nale, ce qui fit dire au député : « Vous trouverez toujours votre député pour la Marseillaise contre l'Internationale, pour le drapeau tricolore contre le drapeau rouge, pour la République contre ceux qui voudraient la renier. »
À chaque conflit, les patrons brandissent l'arme du lock-out avec arrêt des fours pour casser le mouvement. L'attitude de l'un de ces patrons ira jusqu'à provoquer l'indignation du commissaire de police du Tréport qui adresse une note au sous-préfet, déclarant : « Quand l'on songe à la prospérité remarquable que connaissent les maîtres verriers et aux bénéfices qu'ils réalisent, on ne peut que regretter leur intransigeance en la circonstance ». En 1955, des acquis significatifs sont entérinés par accord à la verrerie Desjonquères, tels une prime de fin d'année, ou une prime de vacances, de même qu'une prime de chauffage dès 1949. Cela n'empêchera pas des conflits très durs en 1966, en 1968, en 1971 et 1984 avec, presque à chaque fois, appel aux forces de l'ordre pour intimider les salariés en lutte. D'autres conflits encore ont eu lieu, tels aux verreries du Courval en 1974 pour l'amélioration des conditions de travail et l'application intégrale de la convention collective.

Le syndicalisme à Renault Sandouville

Dans ce même numéro, Pierre MICHEL fait la présentation d'une exposition de qualité exceptionnelle organisée par la CGT de Renault Sandouville. Celle-ci relate les luttes qui se sont déroulées depuis l'ouverture de l'usine (1964) ainsi que les différentes « chasses aux sorcières » dont sont victimes les responsables syndicaux (de la CGT bien sûr !) en passant par la production de documents et de photos démontrant bien que le modèle syndical de Renault est partout présent.

2 Enfants bretons de la verrerie d'Incheville.
3 Louis GÉHIN, ancien secrétaire du syndicat CGT de Renault Sandouville, de 1969 à 1981, ancien prêtre ouvrier, prend la parole lors du vernissage de l'exposition.

La lutte pour le repos hebdomadaire

La loi du 10 juillet 1906 entérine cette victoire, instituant le repos hebdomadaire, article 1 et 2 : « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche », cite la suite de l'étude de Jean LEGOY. Mais, la lutte n'est pas terminée. L'ambiguïté de la loi permet de nombreuses dérogations. Les patrons en profitent, et parfois détournent la loi : ainsi, ce commerçant du Cours de la République, qui « exploite son commerce à l'aide de ses trois jeunes filles mineures, par conséquent non assujetties à la réglementation du travail puisqu'elles sont sous l'autorité paternelle. »
La loi des 40 heures votée le 13 juin 1936, progressivement appliquée, conduit en 1937 à la suppression de toutes les dérogations.
Après le front populaire, le repos hebdomadaire du dimanche semble définitivement acquis. La suite prouvera que non !

n°32 / été 2008

DES AVANCÉES À PRÉSERVER

Les enjeux du 40e anniversaire de mai-juin 68

L'éditorial de Serge LALOYER trouve son prolongement dans plusieurs articles de ce numéro 32 :

- *Mai 68 à la Cellophane d'Arques La Bataille*, par Georges TRÉBOT.
- *Le Mai 68 que j'ai vécu*, par Jean-Pierre LANNIER qui, en 1968 était à Rouen, président de l' AGER-UNEF.
- *Faut-il mettre en cause les acquis de Mai-Juin 68 ?* où Gilles PICHAVANT rend compte du colloque organisé sur ce thème, par notre Institut (un numéro spécial du *Fil Rouge* publiera intégralement, en septembre 2009, le recueil des actes de ce colloque) ; sur trois pages, sont énumérées les nombreuses initiatives de notre Institut à l'occasion de ce 40e anniversaire.

1

2

3

Intervenants au colloque *Faut-il mettre en cause les acquis de Mai-Juin 68 ?*

1 Régis GASSE, secrétaire général de l'UD-CGT 76.
2 Jeannine MAREST, ancienne secrétaire de la CGT, dirigeante de l'IHS national.
3 Albert PERROT, vice-président de l'IHS CGT 76.

Les conseils de prud'hommes en Seine-Inférieure

L'approche des élections prud'homales de 2008 est l'occasion pour Pierre LARGESSE de brosser l'évolution des conseils de prud'hommes en Seine-Inférieure, de leur création par la loi du 18 mars 1806 à aujourd'hui.
Il met en exergue les aspects contradictoires des conseils de prud'hommes qui, institutionnellement, cherchent à concilier les intérêts divergents, voire antagoniques, entre le capital et le travail.
Charles NOIRET, ouvrier tisserand, dans son ouvrage de 1836, *Mémoires d'un ouvrier rouennais*, souligne le côté positif de l'institution : « Les ouvriers n'ont de garanties contre la mauvaise foi des maîtres que le conseil de prud'hommes qui leur rend justice ». Il parlait ici du salaire et du taux de salaire. À cette époque, première moitié du XIXe siècle, les prud'hommes sont aux mains des patrons, ce que corrigera quelque peu le décret du 27 mai 1848 en instituant la parité dans les conseils. Mais « ce progrès énorme » est remis en cause par le Second Empire qui met fin à cette évolution et, par loi du 1er juin 1853, c'est l'empereur lui-même qui désigne présidents et vice-présidents ! La troisième République, par le décret du 7 février 1880, restitue aux conseils le droit d'élire leur président.
Les conseils de prud'hommes seront structurés durablement par la loi du 15 juillet 1905. Elle est l'expression d'un rapport de force syndicale et politique plus favorable qui s'est traduit par la reconnaissance du droit syndical à la fin du XIXe siècle. Cette loi fait des conseils des « organes de conciliation et de juridiction » et étend leur compétence à l'ensemble des patrons, employés, ouvriers et apprentis du commerce et de l'industrie. La présidence est assurée à tour de rôle, ce qui met fin à la domination patronale sur les conseils. Mais, en renvoyant l'appel au tribunal civil, « la justice ordinaire prévaut sur la justice prud'homale » (Joël Hedde, *Cahiers de l'Institut d'Histoire Sociale*, n°63, septembre 1997).
Des luttes importantes se nouent autour des conseils de prud'hommes. Les patrons agissent pour supprimer leurs prérogatives (projet de loi Fontanet en 1970) mais les réactions syndicales unitaires de l'époque (mémorandum commun du 19 février 1971) contribuent au contraire à élargir les prérogatives des conseils : le décret du 12 septembre 1974 institutionnalise le conseiller rapporteur, oblige l'employeur à être présent lors de la conciliation, institue le référé prud'homal. La loi du 6 mai 1982 donne aux conseillers une protection analogue à tous les délégués syndicaux, le paiement intégral de leur salaire, la création du conseil supérieur de la prud'homie.

« Les ouvriers n'ont de garanties contre la mauvaise foi des maîtres que le conseil de prud'hommes qui leur rend justice. »
Charles NOIRET

Aujourd'hui les conseils de prud'hommes sont à nouveau remis en cause : il reste trois conseils de prud'hommes en Seine-Maritime (il y en avait neuf en 1880 !) et les nouvelles dispositions du code du travail réduisent les possibilités de recours des salariés. Pierre LARGESSE montre précisément que les conseils de prud'hommes, institutionnellement lieu de conciliation entre les patrons et les salariés, sont également et d'abord l'objet d'une lutte âpre, enjeu de classe.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Deux notes de lectures présentent deux importants ouvrages sur deux grandes entreprises de notre département. De Christian STEPHAN, *Chapelle Darblay, chronique d'un combat victorieux* et de Michel CROGUENNEC, *1993-1987, les chantiers de Normandie*.

n°33 / hiver 2008

FERMETURES ÉCLAIR

QUAND L'ENTREPRISE SE SOUVIENT !

En un style très vivant, Yves MASSIRE, Denise CHAMPAGNE et Dominique MICHEL nous font revivre l'histoire de cette entreprise et les luttes de ses salariés.

Les « Fermetures Éclair » naissent en 1924 à Petit-Quevilly. Exploitant le brevet de la fermeture anglaise « lighting » d'où le nom français.
En 1925, 200 000 fermetures sont produites par un personnel technique de haut niveau, recruté dans les centres d'apprentissage ou collèges de la région rouennaise. Bien payé, carrière assurée : l'esprit paternaliste prévaut.

Des victoires dans les années 1960...

Ce n'est qu'en 1960 qu'une section syndicale CGT apparaît, et obtient la première réduction de travail d'un quart d'heure par jour en 1963.
L'effectif comprend en 1964, 300 hommes et 800 femmes. Fort de 250 syndiqués, et 600 voix aux élections professionnelles, des acquis non négligeables sont obtenus.

En mai 1968, 500 votants décident l'occupation de l'usine qui durera jusqu'au constat de Grenelle. Les salaires des OS, dont de nombreuses femmes, augmentent considérablement. Pour les autres, c'est plus de 10 % en moyenne. S'ajoute une prime de vacance de 100 francs, égale pour tous.

... aux luttes des années 1970

Dans les années 1970, l'entreprise arrive à son apogée avec 1 500 salariés, mais elle est parmi les premières à essuyer les plâtres de la mondialisation avec l'arrivée à Seclin, de l'entreprise japonaise YKK avec l'aide du gouvernement français pour compenser les pertes d'emplois sidérurgiques et miniers dans le Nord.
Mais YKK fabrique des composants à moindre coût au Japon, puis les assemble à Seclin, concurrençant ainsi directement Fermeture Éclair, les salariés vont en ressentir les conséquences : baisse des salaires, dégradation des conditions de travail, chômage partiel.

En 1976, Fermeture Éclair devient Éclair-Prestil en prenant les usines de Choisy-le-Roi et Bernay. Mais les difficultés ne cessent de s'aggraver, jusqu'à la cessation de paiement : le jeudi 7 janvier 1982, l'administrateur annonce 950 licenciements (500 à Petit-Quevilly, 300 à Bernay, 150 à Choisy).
L'assemblée générale, à l'appel des organisations syndicales, décide d'occuper les sites de Bernay et de Petit-Quevilly. Elle va durer onze jours et permettre le maintien de l'entreprise jusqu'à l'élaboration d'un plan définitif de redressement.

La CGT annonce plusieurs propositions : contrôle et limitation des vêtements et articles composés de fermetures fabriquées en Asie, utilisation des fermetures Éclair-Prestil pour les vêtements des administrations (SNCF, RATP, armée, PTT, etc.), information du CE sur les investissements, mise

en place d'un plan de formation. Mais le premier plan de reprise prévoit la réduction des effectifs par départs en pré-retraite à 58 ans, le licenciement de 570 personnes à Petit-Quevilly, 179 à Bernay et 85 à Choisy-le-Roi, le transfert des machines entre les trois sites pour rationaliser les productions, la création de trois activités de diversification : MBR (cuves pour la biotechnologie), ÉCOLITE (luminaires) et CERAMACOR (mobiliser urbain).
Le groupe suisse Petrotec France SA est retenu et apporte 15 millions de francs. La lutte a donc permis de réduire d'un tiers le nombre des licenciements.

Des années 1980 à 2000 : de restructurations en délocalisation

Cependant la situation économique et financière continue de se dégrader et en 1986, Petrotec France SA renforce son actionnariat : le groupe suisse FINCOM apporte cinq millions de francs. Nouvel objectif : regrouper toute la fermeture sur Bernay et l'activité fonderie sur Petit-Quevilly. Ces restructurations s'accompagnent à nouveau de licenciements secs et de pré-retraites pour aboutir fin 1987 à un effectif de 800 personnes sur les 2 sites. Mais les difficultés conduisent au dépôt de bilan en 1988.

À Petit-Quevilly, la fonderie est reprise avec 144 salariés par la société SIGRE, appartenant au groupe ARCHE. Celui-ci, en février 1998, achète plusieurs entreprises de moulage et planifie au contraire la liquidation de SIGRE. Il vend des machines à ses concurrents qui possèdent déjà des fonderies en Pologne et en Croatie, d'où le licenciement en 2004 des personnels concernés, et du reste (53) en décembre 2005. Le 31 décembre, le site de Petit-Quevilly ferme définitivement.

À Bernay, BONDUEL reprend seulement la moitié des effectifs (150) puis c'est le groupe PRYM en 2000 qui ferme son site de Belgique, rendant l'approvisionnement totalement dépendant de l'Asie. En 2005 des machines sont transférées au Maroc et en Tunisie, et en 2008 le groupe va ouvrir des usines en Egypte et en Turquie.

1 La lutte contre la fermeture de l'entreprise, en 1982.

ET AUSSI

En ce numéro du *Fil Rouge*, Guy DÉCAMPS présente de larges extraits du quotidien *Le grain de sel* édité, en 1968 par le comité de grève des cheminots de Dieppe ; 19 feuillets paraitront jusqu'au 5 juin, apportant les échos de l'entreprise en grève. Enfin, un hommage est rendu au havrais Robert LOUVARD, décédé le 13 septembre 2008. Ouvrier typographe, il fut trésorier du syndicat du livre du Havre, membre de la CE de l'UD, élu très efficace au CA de la sécurité sociale.

n°34 /printemps 2009

LES CHEMINS DE FER

1 Gare du Havre, 1906.

2 La locomotive Buddicom.

3 Une locomotive, 1960.

Le 34e *Fil Rouge*, paru au printemps 2009, est un numéro spécial « cheminots ». Fruit d'un des leurs, Guy DÉCAMPS y retrace le processus qui conduit à la création de la SNCF, le 1er janvier 1938.

La construction de la ligne Paris-Le Havre, achevée en 1847, quatre ans après la desserte de la gare de Rouen, ses extensions sur Dieppe en 1848, Fécamp en 1856 et Saint-Valéry-en-Caux en 1880... lui fournit une trame de choix pour ce dossier de 18 pages.
Fidèle à la rigueur qui le caractérisait, on y trouve nombre d'éléments d'appréciation sur la réalité et les conséquences de cette révolution industrielle dans les transports de notre département ; le tout, sur fond de luttes menées pour le service public, précisions à la clef quant aux forces et militants en présence dans les syndicats CGT de cheminots.

Mais pour cet exposé, Guy s'attarde en vérité sur l'idée, puis sur la revendication de nationaliser le ferroviaire et ce, du temps des compagnies privées, dès 1838, jusqu'au décret ratifiant un siècle plus tard leur faillite et promulguant la SNCF. Nous apprenons ainsi, que la forme juridique prise pour la SNCF à son origine ne saurait être une nationalisation. Pour preuve, son statut de société anonyme d'économie mixte, permettant aux actionnaires des compagnies privées de conserver, entre autres, le bénéfice de 49 % des parts de cette nouvelle société jusqu'en 1982, date à laquelle elle sera étatisée sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC).

Gilles PICHAVANT concourt à ce travail en donnant des repères utiles sur les confusions entretenues autour de ce terme de « nationalisation ». Et ces deux auteurs de citer à propos, les déclarations des ministres FREYCINET et SAY de la troisième République, lors du rachat de la compagnie d'Orléans (quasi totalité des voies du département) pour constituer en 1878, le premier réseau d'État : « Nous espérons avoir ainsi résolu le problème de rendre insensible pour le public, la transmission qui va s'opérer dans les grandes lignes rachetées, comme celle qui s'opèrera plus tard quand elles feront retour à l'industrie privée ».

4 Dieppe, vue sur la gare maritime, en 1908.

Par conséquent, à la veille d'une nouvelle réforme du système ferroviaire français, une histoire ouvrière singulière, sociale, politique et économique, dont il est bon, en ces temps de retour d'opérateurs privés et d'ouverture à la concurrence, de relire attentivement.

⊕ À VOIR !

Ce *Fil Rouge* relate aussi le succès obtenu en janvier par la troupe de comédiens amateurs du théâtre de l'Éphémère pour sa représentation à Darnétal de la pièce d'Armand Salacrou, *Boulevard Durand*. Il rend hommage également à notre camarade Alexandre LEVILLAIN, militant CGT du bâtiment et artisan de la mise en place de l'Union Syndicale des Travailleurs de la Construction de Seine-Maritime, disparu en décembre dans sa 81e année. Alex avait rejoint le CA de notre Institut d'Histoire Sociale en 2002.

n°35 / été 2009

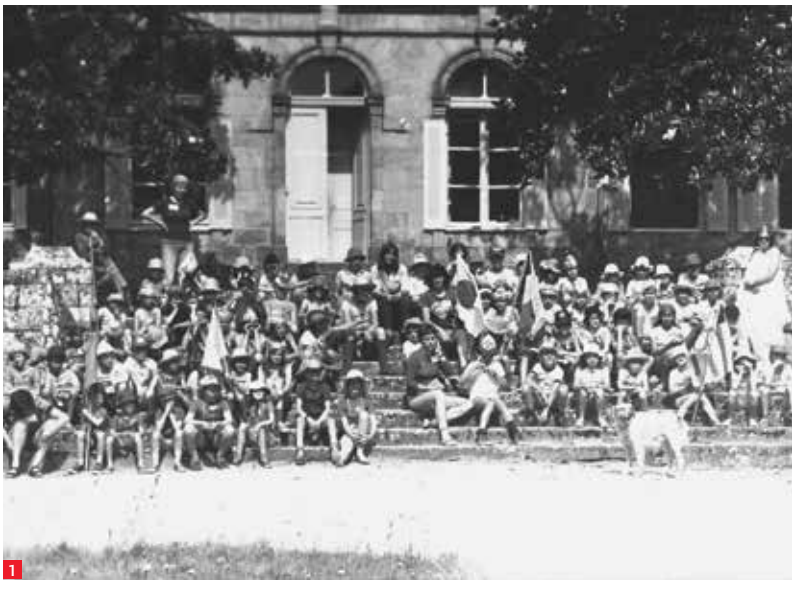
LE TOURISME SOCIAL EST NÉ

Le syndicalisme ne se cantonne pas aux salaires et aux conditions de travail. La CGT étend son domaine revendicatif à tout ce qui touche la personne humaine, en particulier la « culture » au sens large du terme. Dans ce champ culturel, la gestion du temps libre, donc des loisirs, occupe une place prépondérante, en particulier un de ses aspects : le tourisme social.

Pour une histoire du tourisme social au Havre

Albert PERROT note d'abord les nombreuses luttes organisées pour l'obtention du temps libre, que ce soit la journée de huit heures ou la conquête des congés payés. En 1832, les charpentiers du Pecq et les menuisiers de Caen réussissent par la grève à réduire la journée de travail. En 1886, les syndicalistes américains et canadiens décident de faire du 1er mai une grande journée d'action avec pour mot d'ordre : « À partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour : huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures d'éducation et de loisirs ». Le 7 juin 1936, la France étant paralysée par la grève, les accords Matignon consacrent ce siècle de luttes nombreuses : 40 heures hebdomadaires sans réduction de salaire, 15 jours de congés payés. Dans la foulée de ces dispositions, des associations de vacances et de loisirs voient le jour dont « Tourisme CGT » créé par la confédération CGT dès 1936. En 1937, plusieurs associations de tourisme fusionnent et créent « Tourisme et Vacances pour tous » qui devient l'organisme officiel de la CGT. Une agence de la section départementale de TVPT est ouverte à Franklin en juillet 1938. La seconde guerre mondiale brise tous les efforts et les élans pour développer le tourisme social.

« À partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures par jour : huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures d'éducation et de loisirs. »
Syndicalistes américains et canadiens, en 1886



1 Colonie de vacances, Flavignac.

Le 11 janvier 1944, un groupe de résistants créent « Tourisme et Travail ». Le comité national de patronage comprend douze personnalités dont Henri RAYNAUD et Robert BOTHEREAU, secrétaires de la CGT. Les trois centrales syn-

dicales de l'époque, CGT, CFTC et CGC sont constitutives de « Tourisme et Travail ». La Libération et la création des comités d'entreprise donnent un nouvel élan au tourisme social : une délégation régionale est créée au Havre. Mais la scission syndicale de 1947 a de graves conséquences pour « Tourisme et Travail », avec le départ de la CFTC et la suppression des subventions gouvernementales.
« Tourisme et Travail » connaît une période difficile mais des militants maintiennent son action : les rapports sont tendus, y compris entre « Tourisme et Travail » et l'Union Locale du Havre.

Vers la fin des années 1950, les foyers des jeunes de la région havraise nouent des relations avec « Tourisme et Travail ». Plusieurs membres des foyers des jeunes deviennent des militants de « Tourisme et Travail », qui devient association de plein exercice en 1968 et coordonne dorénavant les comités d'entreprises de l'agglomération.
En 1970, naît l'ambitieux projet d'un parc de loisirs à Valmont. Le « Parc de Valmont » est créé en 1973 par 45 comités d'entreprise et organise, pendant plus de vingt ans, une grande fête annuelle rassemblant entre 10 et 15 000 personnes.L'association « Tourisme et Travail » ne se contente pas d'organiser les loisirs mais appelle à des actions revendicatives diverses : gratuité du Pont de Tancarville, manifestations pour l'obtention de subventions...).
En 1985, un jugement du tribunal de Grande Instance de Paris met fin aux activités de « Tourisme et Travail » et de ses associations locales.
Ainsi naît au Havre « Tourisme Loisirs et Culture » reprenant les activités de « Tourisme et Travail ». Cette association poursuit encore aujourd'hui, malgré les difficultés, la grande aventure du tourisme social au Havre.

Serge LALOYER rappelle cette autre remarquable activité sociale que furent « Les colonies de vacances de l'union départementale de Seine-Maritime » qui, de 1955 au début des années 1990 permit chaque année des séjours de vacances à des milliers de colons âgés de 5 à 17 ans, dans de nombreux centres et dans des voyages à l'étranger.

À LIRE AUSSI

Puis Pierre LARGESSE témoigne : *Comment faire connaître l'histoire sociale aux élèves d'un lycée*, à propos d'un spectacle monté au lycée André Maurois d'Elbeuf. Ce numéro de l'été 2009 se clôt avec *Histoire... de laboratoire...* par Nicole DEFORTESCU qui raconte la situation difficile des laborantines du centre hospitalier du Havre, et le rôle décisif de la CGT pour l'action revendicative victorieuse.

Les ouvrières de l'habillement

Dans cet article, Serge LALOYER décrit l'évolution puis le déclin de l'activité économique et de l'emploi, la dureté des conditions de travail, les rémunérations, les longues luttes pour les revendications et l'emploi.

2 Rouen, 27 mai 1971. Photographie Gérald BLONCOURT.
3 Rouen, 28 avril 1971.

UN « HAVRE » DE PAIX

Photographies de Vincent Gosselin et Eric Levilly

« Le 18 juin 1977, sur une scène immense, place de l'Hôtel de Ville où, coude à coude,participaient 40 000 habitants du Havre et des environs, 800 chanteurs, danseurs, acteurs, tous bénévoles, dont 250 enfants, ont conjugué au présent le thème du final : ça s'est passé un soir d'été dans un "Havre de Paix". » Claude Simon

Hors-série / septembre 2009

RECUEIL DES ACTES DU COLLOQUE

FAUT-IL REMETTRE EN CAUSE L'ESPRIT ET LES ACQUIS DE MAI-JUIN 68 ?

Ce *Fil Rouge* publie intégralement le *Recueil des actes du colloque* organisé par l'IHS-CGT 76 à l'Hôtel du Département, à Rouen, le mardi 20 mai 2008.

Sachant que la période du 40e anniversaire de mai-juin 1968 allait, une nouvelle fois, être prétexte à un déchainement médiatique des falsificateurs de l'Histoire pour réduire « le plus grand affrontement entre le monde du travail et le capital depuis l'avènement de la Ve République » à une révolte estudiantine, les militants de notre Institut, soucieux de la vérité historique, se devaient de jouer pleinement leur rôle de « passeurs de mémoire », en le confortant par des contributions d'historiens universitaires. Pour ce faire, ils choisirent de rédiger et de publier un livre, *Mai-juin 68 en Seine-Maritime* et de réunir un colloque largement ouvert : *Faut-il remettre en cause l'esprit et les acquis de mai- juin 68 ?*

Que nous ayons été capable en 2008, à la fois d'éditer un livre fort apprécié et d'organiser ce colloque très réussi, démontra que notre Institut créé douze ans plus tôt, avait atteint sa maturité.

Le colloque

La journée du colloque, sous la responsabilité de Jacques DEFORTESCU, s'est ainsi déroulée :

- **Atelier n° 1 :** Avant mai-juin 1968, économie, problèmes et luttes sociales en Seine-Maritime.
  Président : Pierre LARGESSE.
- **Atelier n° 2 :** Le quotidien de l'action en mai et juin 1968 en Seine-Maritime.
  Président : Serge LALOYER.
- **Atelier n° 3 :** Les acquis des grèves de mai–juin 1968.
  Président : Marius BASTIDE.
- À propos des documents cinématographiques sur mai-juin 1968
- Présentation du film *Mai 68* de Rémy et Michel WERMESTER
  par Agnès DELEFORGE du « Pôle Image ».
- **Table ronde :** Faut-il remettre en cause l'esprit et les acquis de mai-juin 68 ?
  Président : Michel PIGENET.
  Animateur : Michel SCHEIDT.

Avec Claude MAZAURIC, Albert PERROT, Bernard ISAAC, Jean-Pierre LANNIER, Boris CHAUMETTE, Yannick MAREC, Régis GASSE, Jeannine MAREST de l'IHS-CGT national.

Sur les 150 présents, près de 50 sont intervenus, ayant vécu les luttes du printemps 1968, militants des secteurs privé, nationalisé ou de la fonction publique, mais aussi collégiens, lycéens, étudiants de 1968 ou de 2008, avec « des regards diversifiés, chacun s'exprimant dans son style personnel, allant du bref témoignage sur des faits précis, à l'anecdote souvent cocasse, aux analyses approfondies de militants aguerris et aux remarquables études d'éminents universitaires ».[1]

Gilles PICHAVANT, alors président de notre Institut, pouvait fort justement conclure l'avant-propos de ce *Fil Rouge* par : « Ce colloque nous a fait vivre une inédite et mémorable journée d'histoire sociale vivante, riche d'enseignements pour nos combats d'aujourd'hui et de demain ».

1. **Yannick MAREC, Claude MAZAURIC, Michel PIGENET, Monique ROLLAND-SIMION.**

n°36 / hiver 2009-2010

LE CHOIX DES ARMES

Le bris de machines, en 1789, à Rouen et autres villes du textile

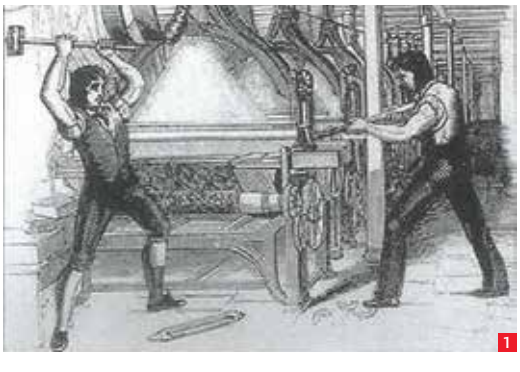
Remarquant que le 220e anniversaire de la Révolution française n'a pas fait l'objet d'initiatives publiques très visibles, sauf une série d'articles quotidiens du journal *l'Humanité* en juillet et août 2009, Gilles PICHAVANT propose des éclaircissements sur cette forme de lutte vouée à l'échec, qui trouvera des prolongements dans certaines corporations. L'intention de l'auteur n'est évidemment pas de promouvoir ce type de procédé, mais de montrer combien il est éloigné des pratiques syndicales et ouvrières modernes, dominées au contraire par la volonté de protection de l'outil de travail, qui ont permis les grandes avancées sociales du XXe siècle (notamment avec les grèves et occupations des entreprises en 1936 et en 1968).

Cet article, très documenté, rappelle comment en Angleterre est né et s'est amplifié ce mouvement, depuis 1676 et jusqu'au milieu du XIXe siècle, appelé « luddisme » du nom de Noël LUDD, le premier à avoir détruit une machine textile. Puis sont abordés les aspects de ce mouvement et précisément à Rouen, en un contexte économique et social où les populations, honteusement surexploitées, affamées, déclenchent des émeutes sauvagement réprimées.

L'article détaille aussi les relations commerciales entre la France et l'Angleterre dont l'avance technologique était évidente.
Il y a là, sur 15 pages d'un texte dense, une contribution remarquable à l'Histoire sociale.

Pour saluer Jaurès

Puis la rubrique *Vie de l'Institut* rend compte du premier stage d'initiation aux archives, deux pages relatant la conférence de Pierre LARGESSE, *Pour saluer Jaurès*, confortée par des projections sur écran et des prestations de comédiens.
Présentée avec succès le 6 novembre 2009 à Tourville-la-Rivière, elle sera produite dans plusieurs villes du département.



1 **Illustration d'époque, hommes utilisant barre à mine et masse pour casser les machines.**

⊕ DANS CE NUMÉRO

Un court article se félicite du succès du livre, *Haute Normandie, pages d'histoire sociale – témoignages de syndicalistes* édité en partenariat avec le comité régional de la CGT.

Un poète oublié

Un autre article de Pierre LARGESSE révèle un poète ouvrier rouennais (1803-1883) méconnu, Théodore LEBRETON. Sont proposés, sur trois pages, de savoureux extraits à la verve virulente contre le patronat, d'un ouvrage édité à Rouen en 1838, *Heures de repos d'un ouvrier.*

n°37 / printemps 2010

DU BOIS ET DU CARTON

L'essentiel de ce numéro relate l'existence et la disparition de deux sites industriels, l'un du bois, l'autre du papier-carton.

La compagnie industrielle Multiplex

Marius BASTIDE rappelle que le commerce du bois au Havre est une tradition depuis le XVIIe siècle et qu'en 1927 s'y implante une industrie innovante: la fabrication de panneaux de contre-plaqué, par la société Multiplex, par traitement de la bille de bois d'importation.
Cette entreprise se développa, puis subit la crise des importations (1939-1945). Elle redémarrera très fort après-guerre, avant de se heurter dans les années 1960, à une vive concurrence. Son fondateur, toujours en activité, partit en retraite en décembre 1961.

Dans une lettre à ses salariés, il se plaignit d'avoir «... subi le choc des événements sociaux de 1936» et de notre camarade Jean HERVIEU qui avait relancé et structuré le syndicat CGT, l'accusant de subversion depuis 1948 et d'avoir empoisonné l'activité par des grèves et débrayages.
Sa lettre au ton «prêchi-prêcha» affirmait que «le temps du capitalisme privé et de l'exploitation de l'homme par l'homme est révolu». Ce qui lui valut la ferme riposte de la CGT lui rappelant qu'il partait avec une retraite dix fois supérieure au salaire d'un ouvrier.

Vingt ans de luttes ouvrières

Cet article de Marcel AURAY complète le texte de Marius, rappelant qu'après les élections professionnelles de 1948, la syndicalisation CGT prit de l'ampleur, jusqu'à atteindre 95% du personnel. Il énumère toutes les grèves et actions, citant la grève de l'été 1953 qui dura 29 jours. Réveil brutal par la restructuration de 1965-1966, avec 150 postes supprimés. Pire, en septembre 1966: au retour des congés, les travailleurs apprennent la décision de justice ordonnant le dépôt de bilan. Malgré une lutte exemplaire soutenue par trente organisations havraises et par la municipalité avec René CANCE et André DUROMÉA, tout le personnel est licencié à l'automne 1967.

Un complément: les biographies des principaux militants: Marcel AURAY, Jean HERVIEU, Henri BATARD, Jean COTTIN.

ET AUSSI

Ce *Fil Rouge* publie un portrait de militant, Hubert GUILBERT, qui fut contrôleur de sécurité à la CRAM et membre de la CE de l'UD. En retraite, il milite à l'INDECOSA. Est également publié un hommage à Michel GRANDPIERRE, ancien maire de Saint-Étienne-du-Rouvray, décédé le 9 janvier 2010.

Papeterie Aubry : quand une multinationale arrive !

Créée en 1907 à Croisset, cette usine produira du papier journal jusqu'en 1932, puis passera au papier d'emballage et au cartonnage.
Serge LALOYER note qu'en 1939, elle en produit 2 000 tonnes. En 1960-1970, elle compte 1 000 salariés qui exigent la modernisation : en 1971, c'est une machine apte à produire 80 tonnes par jour. Mais en 1980, c'est le rachat par MOLNLYCKE qui ne maintient que la production de ouate de cellulose et licencie.
Par une longue lutte du syndicat CGT, est acquise en 1993 la reconstruction de la machine et des infrastructures. En 1995, investissement et acquisition d'une unité ultra-moderne, avec cinq millions pour la formation du personnel, afin de fournir 600 tonnes par semaine.
Mais le 19 février 1998 : intention de vendre le site de Croisset. Suite à une vigoureuse lutte des salariés multipliant les initiatives spectaculaires, avec le soutien de 400 personnalités, et 8 000 pétitionnaires, la conseillère générale communiste, le maire de Canteleu et le député, socialistes, rencontrent en Allemagne le PDG du groupe, qui confirme : 175 licenciés qui seront contraints à une bataille tenace pour de meilleures indemnisations.

1 Papeterie Aubry à Croisset.
2 Manifestation Aubry à Canteleu, 1998.

1

n°38 / automne 2010

PENSÉES SOCIALES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Cet automne restera dans les mémoires comme un événement social du début du XXIe siècle : le président de la République et son gouvernement ont dû faire face, pendant des semaines, à une mobilisation unitaire tenace, en réplique à la mise en cause de la retraite à 60 ans.

La retraite… toujours un combat

C'est donc fort opportunément que le présent *Fil Rouge* illustra sa première de couverture avec une photo rappelant que le poids d'années de luttes avait enfin abouti à l'Ordonnance du 25 mars 1982 qui généralisa la retraite à 60 ans. Illustration complètée en écho sur la page 23, par six photos des manifestations massives de cet automne 2010 à Rouen, au Havre et à Dieppe.

2

1 2 Manifestation contre la réforme des retraites, octobre 2010.

3 **En 1845, une énorme trombe détruit usines et habitations dans la vallée du Cailly. Des artistes offrent leurs œuvres aux familles sinistrées pour quelles les vendent.**
Fonds Fortin - Bibliothèque J. Villon Rouen.

⊕ À VOIR !

Signalons aussi, en ce numéro, des notes de lecture sur deux ouvrages remarquables intéressant directement des aspects de l'histoire sociale et politique de notre département :

- ***Ma vie de docker au Havre et glossaire de l'argot portuaire*** **de Daniel HAMEL, éditions du Havre de Grâce.**
- ***Communistes au Havre, 1930 –1983*** **de Marie-Paule DHAILLE-HERVIEU, éditions PURH, 2010.**

4 **Darnetal. La Tour de Carville d'où les ouvriers sonnèrent le toscin pour appeler à l'émeute.**
Fonds Fortin - Bibliothèque J. Villon Rouen.

De la fin de la Révolution à 1847

Les deux tiers de ce numéro sont occupés par l'étude de Pierre LARGESSE, *Les affrontements sociaux à Elbeuf, à Rouen et dans son agglomération, de la fin de la Révolution à 1847*. Cette contribution traduit un travail considérable de recherche et de documentation (en témoignent 77 notes de fin de texte !). Ce parcours sur une aussi longue période est fort révélateur.

« Avec lui nous comprenons mieux comment les contestations du monde du travail et des penseurs sociaux ont pu faire évoluer notre société et ses formes d'encadrement social et politique. » Yannick MAREC

Une première partie traite de la fin de la Révolution, du Directoire, du Consulat, de l'Empire, du retour des Bourbons et se clôt sur la Révolution de juillet 1830.
La deuxième partie commence en 1830 et va jusqu'à 1848, période où les coalitions, les grèves et les émeutes seront les plus vives. Pierre y dénonce le règne des notables animés par leurs seuls intérêts et objectifs.
Il cite nombre de leurs déclarations méprisantes et haineuses envers les ouvriers et leurs familles, et démontre leur extraordinaire capacité d'adaptation aux différents régimes.

n°39 / hiver 2011

L'HISTOIRE... CONTRE L'OUBLI

L'essentiel de ce numéro consiste en deux articles fondamentaux émis par Michel CROGUENNEC et par Gilles PICHAVANT.

Du coton au tissu. L'industrie textile quevillaise aux XIXe et XXe siècles

Une exposition du service des archives municipales et de la bibliothèque François Truffaut de Petit-Quevilly, réalisée en novembre 2010, avait mis en lumière les diverses branches de l'industrie textile de cette ville et évoqué la vie des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui en furent les acteurs durant deux siècles. La présente étude retrace cette histoire.

Rappelant l'implantation sous forme familiale et artisanale dès le Moyen-Âge, puis l'essor de cette activité en première moitié du XIXe siècle avec la mécanisation et le machinisme, sont détaillées les entreprises en 1860 et les crises périodiques frappant cette industrie dans la dernier tiers du XIXe siècle, Michel CROGUENNEC expose le règne des grandes entreprises textiles, leur développement et leur déclin avec la crise économique de 1929. L'une d'entre elles subsistera jusqu'en 1955. Petit-Quevilly fut aussi un lieu de création de teintureries et de corderies pendant les XIXe et XXe siècles. L'étude est complétée par un solide chapitre accusateur : *Les ouvriers du textile*. Y sont exposées les conditions inhumaines : bas salaires, très pénibles conditions de travail, causant de nombreux accidents et de graves maladies, notamment respiratoires. Ce chapitre cite les multiples luttes de ces salariés sur la durée du travail, les salaires, contre la féroce répression anti-ouvrière, pour de nouveaux droits. Deux photographies de groupes d'ouvrières de la filature La Foudre et d'enfants du tissage Roy, sont fort émouvantes. Une dernière phrase rappelle la disparition des usines textiles et l'entrée de la ville dans une phase de désindustrialisation.

1 **Manifestation des cadres territoriaux du Havre.**

Vérités, mensuel de l'union des syndicats ouvriers du Havre, période de 1906 à 1914

Gilles PICHAVANT organise une instructive et longue plongée dans les numéros de 1906 à 1914 de ce journal qui, par la teneur de ses articles et par ses dessins à la verve ravageuse, joua un rôle important dans l'orientation de la CGT et les mobilisations de la classe ouvrière havraise.

Cette première partie « est dominée par la conception du syndicalisme révolutionnaire, syndicalisme d'action directe, antimilitariste et de lutte pour la paix ».
En cette période règne l'idée que « le syndicalisme suffit à tout », loin de notre conception du syndicalisme d'aujourd'hui.

Nombre d'articles sont très révélateurs des difficultés relationnelles avec Rouen et avec certains syndicats. On y apprend beaucoup sur la volonté fédéraliste de certaines professions. Le journal reproduit dans les détails les décisions de congrès. Il fera une large place à l'affaire Durand. Cette étude se termine sur les commentaires suscités par la décision du premier congrès de l'UD de faire de *Vérités* son journal.

2

3

2 3 **Le journal *Vérités*.**

⊕ À LIRE AUSSI

Ce n° 39 publie un portrait de militante : Marie-Christine KEKOLO, cadre de la fonction publique territoriale, ainsi qu'un hommage à Charles PIETERS, résistant, déporté, décédé à 97 ans. À remarquer également deux notes de lecture : sur *Vers une République sociale ?* de Yannick MAREC, éditions PURH, et sur *La traite des noirs et l'esclavage* d'Eric SAUNIER, Brochure de la CREA.

n°40 / été 2011

S'UNIR POUR LE CHANGEMENT

Avissac ou la lutte pour le droit syndical

Le principal article de ce numéro est consacré à l'histoire d'une petite entreprise de Neufchâtel-en-Bray, Avissac, fabricant de produits de maroquinerie. Jacques DEFORTESCU, l'auteur, retrace des événements qui se sont déroulés dans les années 1980.

Le patron, refusant la présence d'une section syndicale CGT, va multiplier les atteintes au droit syndical : licenciement de la déléguée syndicale, refus d'organiser les élections de délégués du personnel, menace de fermeture de l'entreprise, déménagement de matériel de fabrication. Cette situation devait conduire les ouvrières à la grève et à l'occupation des ateliers pour imposer le droit syndical, la satisfaction des revendications, ainsi que l'arrêt des poursuites judiciaires à l'encontre de la déléguée syndicale et du secrétaire de l'Union Locale. Des condamnations seront prononcées contre les militants de la CGT. L'article nous fait connaître les diverses activités de cette petite Union Locale dirigée par Jacques FIOCRE. En 1970, l'UL participe à un comité d'action laïque pour la création d'un collège technique à Neufchâtel-en-Bray, action qui sera couronnée de succès ; l'UL agit également avec le MODEF (Mouvement de Défense des Exploitations Familiales) pour s'opposer à l'expulsion et à la saisie des biens et du cheptel des petits agriculteurs. Tout ceci est un bel exemple d'une CGT active dans la défense des intérêts divers de la population.

1 **Jacques FIOCRE et l'avocate Maître MAYER-MANVILLE en février 1983.**

Une CGT active dans la défense des intérêts divers de la population.

Robert PRIVAT

Dans la série *Portraits de militants*, c'est le parcours de Robert PRIVAT qui nous est présenté, vice-président de l'IHS, ancien dirigeant de la fédération CGT de l'Équipement, secrétaire du syndicat du Centre d'Études Techniques de l'Équipement (CETE) de Grand-Quevilly.

On peut résumer ce parcours de Robert PRIVAT avec les termes de modestie, fidélité, efficacité.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Un hommage à Marcel LETESSIER, un homme de conviction, honnête et déterminé, ancien maire de Canteleu, membre du CA de notre IHS CGT 76, qui nous a quittés le 27 février 2011. Des centaines de personnes s'étaient réunies le 7 mars à la mairie de Canteleu, pour une émouvante cérémonie consacrée à sa mémoire. Les dernières pages de ce *Fil Rouge* détaillent les multiples présentations de la conférence théâtralisée sur l'œuvre de Jean JAURÈS, à l'initiative de Pierre LARGESSE, qui a rassemblé 800 spectateurs dans onze villes du département.

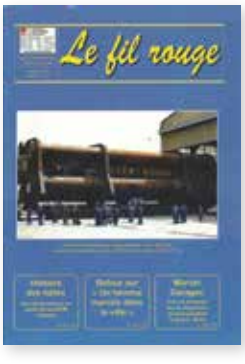
L'USINE KIWI

Photographies de Jean-Luc WEBER

La grève des employés de l'usine Kiwi à Sotteville-les-Rouen en 1979.

1

LA CRISE A BON DOS



n°41 /
automne 2011

1 **Manifestation CEFM, au péage du pont de Tancarville.**

Histoire et luttes de la CFEM

Jean-Pierre PIQUE, Daniel VALET et Serge LALOYER témoignent. Une première partie est consacrée à un rapide historique de l'entreprise et évoque le passage d'une entreprise familiale dirigée par son fondateur au milieu du XIXe siècle, à un grand groupe industriel à la fin du XXe siècle. Au départ, l'entreprise travaille beaucoup pour sa région, puis l'activité se modifiera peu à peu pour travailler sur des projets internationaux.

Les auteurs évoquent particulièrement la période d'après 1960 jusqu'à sa fermeture définitive. L'entreprise a acquis un important savoir-faire en matière de métallurgie. Ses réalisations sont nombreuses et diversifiées. Tout au long de ces décennies, les travailleurs de l'entreprise auront à faire face à des directions intransigeantes. Toutes les luttes pour les salaires, le maintien de l'emploi seront très dures, très longues et des militants syndicaux seront victimes de la répression patronale. On comprend bien, au travers de l'article, les stratégies d'épuisement des luttes que les directions utilisent : refus de négocier, recours à la police, procès intentés aux militants.
Ce que l'article montre aussi, c'est la grande solidarité entre les travailleurs d'une même corporation. La force conjointe des luttes permet dans bien des cas de faire aboutir les revendications.
Il est également intéressant que les auteurs évoquent brièvement la solidarité avec les travailleurs étrangers présents dans l'entreprise, d'autant qu'on voit comment, au nom de « la préférence nationale » et de la « crise », ils sont traités aujourd'hui.

Ils soulignent également, comment, sous prétexte de salaires trop élevés, de rétrécissement des marchés, les dirigeants bradent leurs entreprises et le savoir-faire des travailleurs... Oui, la crise a bon dos.

2 Rassemblement interprofessionnel pour exiger la libération de Marcel LAMY, ouvrier de la CFEM injustement emprisonné après la manifestation du 2 octobre 1979.

ET AUSSI

Les portraits qui suivent sont ceux de quelques militants ouvriers qui montrent bien la diversité et la richesse de leurs engagements :

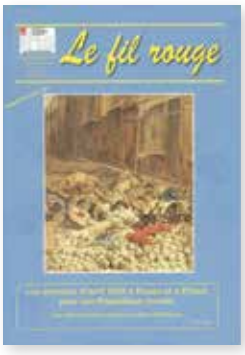
- **Marcel DARAGON, infatigable militant des verreries Desjonquères.**
- **André DUROMEA, dont la personnalité a traversé la vie régionale jusqu'à sa disparition.**
- **Alain BOZEC et Marc BRIERE responsables de TLC, entreprise d'économie solidaire.**

On est bien loin des intérêts étroits et égoïstes des dirigeants d'entreprises qui invoquent sans cesse la crise pour justifier leurs abandons.
Chacun de ces militants, à sa façon, contribue ou a contribué à enrichir les conquêtes des travailleurs. Ce qui est aussi un point commun de ces militants, c'est la volonté d'œuvrer pour le bien-être du plus grand nombre.

Un homme marche dans la ville

Mais les travailleurs, pressés par les luttes quotidiennes prennent-ils toujours la mesure des enjeux qui leur sont proposés ? C'est cette question qu'évoque l'article de Marie-Paule DHAILLE-HERVIEU, consacré au film *Un homme marche dans la ville*.
Le film tourné au Havre en 1949, dans une ville encore en ruine, met en scène un drame dont les acteurs sont des ouvriers du port. Film un peu oublié, que la CGT a particulièrement mal accueilli à sa présentation au Havre.

La CGT a toujours eu une politique culturelle (elle a d'ailleurs financé d'autres films dont le célèbre *La Marseillaise* de Jean RENOIR). Avec ses militants havrais de l'époque, elle s'est fourvoyée dans une critique très brutale de l'œuvre, allant jusqu'à la faire interdire de projection, ne s'attachant à ne voir que la critique du milieu ouvrier (femme adultère, mari alcoolique) tout en refusant de voir les qualités esthétiques du film.



n°42 / hiver 2011

DE NOUVELLES CONQUÊTES

Le n° 42 du *Fil Rouge* est presque entièrement dédié à l'article de Pierre LARGESSE sur les émeutes d'avril 1848 dans la région rouennaise. Cet article prolonge un autre article du même auteur, paru dans le n°29 de février 2010. Dans la publication précédente, il décrivait de nombreux événements sociaux qui avaient agité des villes de Seine-Inférieure depuis le début du XIXe siècle, montrant par-là, la permanence des conflits qui opposaient les notables industriels aux ouvriers de leurs manufactures.

Les émeutes d'Avril 1848

La révolution de la fin du XVIIIe siècle en France a mis à bas l'édifice monarchique (entre autres, en abolissant les privilèges de la noblesse) tout en permettant à la bourgeoisie d'accéder au pouvoir politique.
Par quelques exemples, l'auteur montre qu'au cours du XIXe siècle, la lutte sera permanente entre la bourgeoisie qui ne cessera de s'enrichir et les différentes factions royalistes qui espéreront le retour de la monarchie.

Pour assurer son pouvoir et empêcher le retour de la royauté, la bourgeoisie dont l'importance croîtra sans cesse, recherchera parfois un appui populaire. Mais elle usera plus souvent d'une répression très violente à l'égard des ouvriers des villes. Au cours du règne de Louis-Philippe, l'industrie se développe, attirant vers les villes qui grandissent, d'importantes populations de travailleurs. C'est le cas en Seine-Inférieure où l'industrie du tissage croît rapidement.

1 ***Le soulèvement***, **Hervé DAUMIER.**

Ne faut-il pas continuer à s'interroger sur la nécessité de bien comprendre les choses pour bien organiser les luttes et aller vers de nouvelles conquêtes ?

Mais le chômage, la misère, d'exténuantes conditions de vie et de travail provoquent de nombreuses émeutes. Les événements d'avril 1848 ne sont donc pas des événements isolés, ils s'inscrivent dans une tradition de lutte, forte dans la région.
Dans son article, Pierre LARGESSE montre bien l'intérêt que les ouvriers portent au succès de la révolution qui a chassé le roi et établi la IIe République. Ils espèrent une République plus juste,

plus sociale, ils espèrent une amélioration de leurs conditions de vie et de travail.
Mais le vote qui suit très rapidement la proclamation de la République leur est défavorable ; c'est le clan des conservateurs qui l'emporte.
Le mécontentement est grand et la population ouvrière de la région rouennaise manifeste. La Garde nationale, composée de bourgeois, se livre à de nombreuses provocations, tire sur la foule. Si des barricades sont élevées par les manifestants ouvriers, c'est autant pour se protéger que pour empêcher la Garde nationale de manœuvrer. La répression est brutale : des blessés, des morts et de nombreuses arrestations. Il y aura des procès.
L'article analyse ensuite le procès des émeutiers arrêtés par la Garde ou l'armée. A partir de nombreux documents, il analyse les informations sur le groupe des inculpés, des ouvriers pour la plupart (âge, sexe, profession, origine, lieu d'habitation, etc.). De peur de voir se développer de nouvelles émeutes, le procès se déroulera à Caen. L'article décrit alors les conditions de l'organisation et du déroulement de ce procès, en particulier en s'intéressant à la composition sociologique des différents protagonistes : accusés, jurés, témoins. Le procès est joué d'avance et ses seuls objectifs, c'est de punir les émeutiers en ignorant les méfaits de la Garde nationale. Malgré les lourdes condamnations, les luttes continueront cependant. Les documents de l'époque qui suivent cette étude sont extrêmement intéressants. D'abord la plaidoirie de l'avocat des émeutiers (Théodore BAC). Elle résume parfaitement l'état d'esprit dans lequel se trouvaient les différentes parties opposées (bourgeoisie et ouvriers), et à postériori permet de comprendre un certain nombre de faits qui se sont enchaînés. Le texte d'Auguste BLANQUI, reproduit ensuite, est lui aussi accusateur. Avec force, il dénonce la Garde nationale coupable de provocations et animée d'une haine de classe qui la conduit à la violente répression. BLANQUI en dénonce aussi le rôle contre-révolutionnaire.

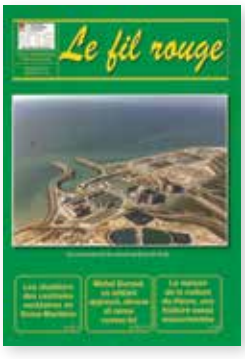
2 **Antoine SENARD (1800-1885), président de l'Assemblée nationale du 5 au 29 juin 1848.**

3 **Prise du Château d'Eau, 24 février 1848.**

Ce moment de l'histoire régionale, qui fait écho aux grands événements nationaux, n'est pas anecdotique ; il révèle la haine de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs qu'elle exploite et le mépris dans lequel elle les tient. Si les méthodes ont changé et si des progrès en faveur des travailleurs ont été conquis, ne faut-il pas continuer à s'interroger sur la nécessité de bien comprendre les choses pour bien organiser les luttes et aller vers de nouvelles conquêtes ?

⊕ À VOIR !

**La fin du *Fil Rouge* parle de deux publications. L'une consacrée aux 50 ans de la CGT aux usines Renault de Cléon, l'autre à une filature de Déville les Rouen.
À propos du second livre, Pierre LARGESSE regrette que l'analyse des relations sociales à l'intérieur de l'entreprise ne soient pas mieux explorées).**



n°43 / printemps 2012

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Le n° 43 du *Fil Rouge* est en grande partie dédié aux centrales nucléaires de Penly et Paluel et à l'activité que la CGT y a développée pendant la période de leur construction. L'article de Jacky MAUSSION, le point de vue de François DUTEIL et les documents de l' IHS CGT Mines et Énergie, constituent un ensemble fondamental sur les réflexions et les propositions de la CGT.

Les chantiers des centrales nucléaires

La question de la production d'électricité dans les usines nucléaires est abordée, par ricochet. En même temps que les centrales nucléaires étaient mises en chantier, deux des centrales thermiques de Seine-Maritime (Dieppedale et Yainville) étaient fermées.

La construction des deux nouvelles entités posait en premier lieu la question de l'organisation des équipes des constructeurs, puis celle des équipes de travail dans les centrales elles-mêmes. Les animateurs de la vie syndicale ont dû être très attentifs à toutes les questions liées à l'organisation de tels chantiers, et, souvent, ont dû faire face à la mauvaise volonté des employeurs. Les luttes nombreuses, longues et difficiles, les succès sont détaillés et montrent bien le travail permanent et nécessaire de la CGT.
Dans l'éditorial, Daniel VERGER souhaite que le *Fil Rouge* « donne des éléments de réflexion sur un sujet qui ne laisse pas indifférent. »

Concernant la production d'électricité par le nucléaire, les différents articles qui y sont consacrés prennent assez nettement parti pour ce mode de production. Ils évoquent rapidement les discussions qui ont précédé la construction des deux centrales, ce difficile débat n'est pas terminé et l'exigence d'un meilleur respect des normes de sécurité reste d'actualité.

Comme l'a dit notre ami Jacques DEFORTESCU dans l'interview qu'il a donnée à France 3 le 4 novembre 2013, pour présenter le livre sur les 100 ans de la CGT en Seine-Maritime : « L'Histoire c'est savoir d'où on vient, pour savoir où on va. »

L'Histoire c'est savoir d'où on vient, pour savoir où on va.

Il y a donc nécessité que la réflexion soit poursuivie et prolongée pour le débat démocratique plus que jamais indispensable, en tenant compte de ce que l'Histoire nous apprend et de ce qu'on ne maîtrise pas encore. Un court article de Jacques DEFORTESCU raconte l'histoire d'une étonnante fresque située au centre de loisirs de l'EDF de Saint-Léger-du-Bourg-Denis.

Vers l'action culturelle

Enfin, dans une interview donnée à l'occasion du 50e anniversaire de la Maison de la Culture du Havre (MCH), Albert PERROT explique son engagement en faveur de la culture.
Il a travaillé pour qu'elle soit accessible à tous. Il a déployé son activité aussi bien à la MCH qu'à Valmont où des CE du Havre, avec « Tourisme et Travail », ont, pendant plus de 20 ans, proposé de riches activités culturelles et de loisirs aux travailleurs de la région.
Il conclut son entretien par des propos qui doivent aujourd'hui nous inviter encore à l'action : « nous avions réussi à attirer des Havrais de condition modeste à la culture ».

⊕ À LIRE AUSSI

Le portrait, par Jacques DEFORTESCU, de Michel DURAND, militant de toujours de la CGT de la RNUR montre, une fois encore, le combat opiniâtre d'un syndicaliste, de son engagement, de son parcours. Michel DURAND a assumé diverses responsabilités importantes et son histoire personnelle est intimement liée aux combats de la CGT.

Allain LEPREST

On trouve ensuite l'hommage à Allain LEPREST après sa disparition, hommage que Robert PRIVAT rend au chanteur et poète engagé, ami de Jean FERRAT.

On y découvre là un autre talent de ce bel artiste, son activité de peintre. Jeune homme, Allain LEPREST avait même mis ses talents de caricaturiste au service de la CGT, en collaborant à certaines de ses publications.

1 **Centrale nucléaire de Penly.**

1

n°44 / été 2012

AGIR, PARTOUT, TOUJOURS

1. L'Organisation armée secrète (OAS), également appelée Organisation de l'Armée Secrète, était une organisation française politico-militaire clandestine partisane avec comme mode d'action le terrorisme à grande échelle, créée le 11 février 1961. Le sigle OAS apparut sur les murs d'Alger le 16 mars 1961, accompagné du slogan « L'Algérie est française et le restera ».

Le 19 mars 1962, le peuple algérien gagnait son droit à l'indépendance

À l'occasion du 50e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, le 19 mars 1962, l'IHS CGT 76 a publié dans son *Fil Rouge* n° 44, un intéressant article de Serge LALOYER consacré à cet événement.

Déjà, dans l'éditorial, Robert PRIVAT, vice-président de l'Institut, montre comment les militants de la CGT ont, de tout temps, défendu en toutes circonstances les intérêts fondamentaux des travailleurs, notamment à l'occasion de cette commémoration.

Après avoir rappelé l'origine de la colonisation et la spécificité du syndicalisme algérien, Serge LALOYER, sur une dizaine de pages, nous conte ce que fut l'action des travailleurs en Seine-Maritime pour mettre fin aux exactions et à cette guerre ignoble, et comment, ensuite, il fallut s'opposer aux factieux de l'OAS [1].

2

60e salon des artistes ouvriers du Havre

Le 60e salon des artistes ouvriers du Havre, organisé par l'Union Locale CGT du Havre, est l'occasion pour Pierre LEBAS et Thierry LE BALLEUR de souligner l'originalité de ce salon atypique des « peintres du dimanche » comme le dira à plusieurs reprises la presse havraise, parmi lesquels émergeront des artistes de renom comme Charles NICOLLE, Roger GUERRANT, Claude GAIGNOUX ou Jean-Louis LE MOAL.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Jean-Pierre DUVAL, militant du syndicat du livre de Rouen, dans un court article, dénonce comment Hersant veut liquider la presse normande, et Jacky MAUSSION rend compte de l'hommage des cheminots retraités de Dieppe à Pierre SEMARD, dirigeant de la Fédération des cheminots, fusillé par les nazis le 7 mars 1942 à Évreux.

1 Manifestation en gare du Havre en 1956.
Photographie de Jean-Pierre MARAIS.

2 3 Manifestation Caillard CGT.

Portrait du militant Marius BASTIDE

Marius BASTIDE est le militant syndical de la CGT mis en avant dans ce numéro. Prêtre ouvrier, arrivé dans les années 1950 au Havre, il mènera de nombreux combats rassembleurs pendant plus de vingt ans dans la construction et la réparation navale au Havre.

3

1

n°45 / automne 2012

1883-1984, LA VIE D'UNE USINE

L'histoire des Tréfileries et Laminoirs du Havre

1 Le laminoir Garett.
Collection R.Zelek.

Jacques DEFORTESCU et Richard ZELECK situent la création de l'usine qui sera construite sur des terrains acquis en 1897 par la société Lazare Weiller, pour la fabrication des alliages, connue sous le nom de bronze, bronze siliceux et autres alliages comme le cuivre phosphoreux, transformés en lingots, pièces métalliques, fils, câbles électriques.

L'entreprise va s'étendre rapidement et employer jusqu'à 2 000 salariés en 1913. En 1901, elle changera de raison sociale pour devenir compagnie des Tréfileries et Laminoirs du Havre.

Dès 1914, l'usine est intégrée à l'effort de guerre, comme toute l'industrie, elle produit des munitions. Les ouvriers étant au front, sont rem-

placéspar des femmes et des enfants ; des photographies de l'époque en témoignent. Dès les premières années de l'ouverture de l'usine, le patron à une conception globale de l'intégration des salariés. En cela il rejoint Michelin, Godin… L'entreprise construit des habitations pour ses employés.
En 1926 elle crée un régime d'assurance sociale, une crèche, un stade avec des équipes sportives, une fanfare.

Dès les lendemains de la guerre, il faut trouver de la main d'œuvre pour remplacer les hommes morts au front. Le patronat va créer une organisation de recrutement d'ouvriers polonais. Ce seront, après la crise des années trente, des ressortissants des colonies françaises.

Un chapitre est consacré à la position patronale en 1940-1945, ainsi qu'à l'activité clandestine des militants CGT et du PCF de l'usine et aux conséquences de la répression dont ils seront victimes.

2

3

La dernière partie de cet ouvrage très documenté sur les effectifs, les changements de propriétaires de l'entreprise, nous parle de l'activité syndicale, des forces organisées.

Les luttes pour les salaires, les conditions de travail particulièrement pénibles sur certains postes de fabrication a été une part importante de l'action de la CGT, ainsi que l'engagement des militants CGT dans le comité d'entreprise et ses activités sociales.

ET AUSSI

Ce *Fil Rouge* se termine sur le combat mené pour défendre l'emploi des salariés dans les années 1980 et le reclassement des licenciés. Un élément de connaissance de ce que fut l'industrie métallurgique du Havre au siècle passé.

2 **La pouponnière avec Mesdemoiselles Bonis, 1952.**

3 **La cour et la centrale électique, 1938.**

L'entreprise construit des habitations pour ses employés. En 1926, elle crée un régime d'assurance sociale, une crèche, un stade avec des équipes sportives, une fanfare.

n°46 / hiver 2012

RECHERCHE ET HISTOIRE SOCIALE

Le « fordisme » en Normandie

Monique ROLLAND-SIMION, professeur d'histoire honoraire à l'Université de Rouen, nous fait le grand honneur de nous relater dans ce numéro de l'hiver 2012 un large extrait de son travail de recherche qu'elle présenta dans le cadre de son diplôme à la Sorbonne, *Les conventions collectives dans la métallurgie normande au cœur du « fordisme »*.

L'histoire des négociations, les textes aboutis ou non, les litiges engendrés ainsi que les relations professionnelles difficiles avec le patronat, les dysfonctionnements, rien n'est laissé au hasard et la richesse de cet article nous donne à voir ce que fut ce long combat encore d'actualité.

1 CH de Normandie du Havre. Grève du 31 août au 12 septembre 66 sur l'ISANDA pour Jumboïsation.
Photo R.Lhommet.

2 Marcelle MARÉCAL.

Marcelle MARÉCAL

Dans la rubrique *Portraits de militants syndicaux*, Jacques DEFORTESCU nous présente Marcelle MARÉCAL, ancienne dirigeante de l'union syndicale des retraités CGT 76, élue au conseil d'administration de notre IHS l'an passé.

⊕ À VOIR !

Serge LALOYER rend hommage à Guy DÉCAMPS, membre actif de notre conseil d'administration de l'IHS CGT 76, disparu en juillet 2012. Jacky MAUSSION rappelle ce qu'est le Maitron et l'illustre avec la biographie d'Henri BATARD. Dans la rubrique la *Vie de l'Institut*, un compte rendu nous informe de la tenue de la première réunion du conseil scientifique, et comment le syndicat CGT des territoriaux de Rouen a investi le terrain de l'histoire en demandant le changement de nom de la caserne Pélissier.

n°47 / printemps 2013

DE VASTES CHANTIERS

1 **Lancement du chalutier H 12 en 1949 en plein «âge d'or» du chantier naval.** Collection J.C Lacaille.

Consacré à l'histoire des chantiers de Normandie, par Michel CROGUENNEC et aux luttes sociales en Seine Inférieure à la fin du second empire, par Guy DÉCAMPS, ce numéro contient aussi des photographies de Jean-Luc Weber sur la construction par la CFEM, du Pont Mathilde à Rouen, la biographie du «grand Babin», responsable syndical CGT cheminot qui a fêté les 75 ans de carte syndicale. Deux notes de lectures, l'une de Serge LALOYER sur le livre d'Hélène et Alain STERN sur les métallos et l'anticipation sociale, l'autre de Robert PRIVAT sur l'ouvrage de Claude MALON sur l'occupation, l'épuration et la reconstruction au Havre (1940-1950).

Les chantiers de Normandie, 1894-1987

Les chantiers de Normandie *Jean Laporte et Cie*, pourvus de cinq cales de lancement permettant la mise à l'eau de navires jusqu'à 130 mètres de long, sont inaugurés le 11 juillet 1894.
Jusqu'à 1897, huit trois mâts et quatre quatre-mâts sont construits, dont le fameux voilier « Quevilly ».
En 1901, après l'arrêt des aides d'État, le chantier s'oriente vers la production de navires à vapeur pour la marine de guerre et la marine marchande, jusqu'en 1914. Il emploie 700 salariés.

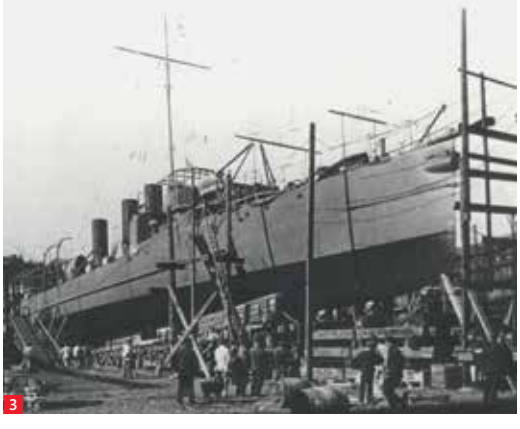
De la période de guerre à la reconstruction

La guerre met un frein brutal à la production qui reprend cependant un peu à partir de 1916 avec une diversification des activités (construction de grues). Le chantier emploie 1 500 travailleurs jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Détruit une première fois en Juin 1940, reconstruit au profit des Allemands qui passent commande de six cargos (mais la Résistance au sein des chantiers s'organise pour que ces navires ne puissent être livrés), le chantier est détruit une seconde fois.

2 Groupe d'ouvriers riveteurs dans les années 1900.
Musée maritime de Rouen.

3 Navire de guerre sur cale en avril 1910.
Collection J.C Lacaille.

À la Libération, cinq ans de travaux sont nécessaires pour leur redonner sa capacité de production de 1939, avec de nouvelles méthodes (préfabrication et soudure électrique).
Les demandes pour reconstituer la flotte marchande perdue pendant la guerre, affluent rapidement et assurent la pleine activité jusqu'en 1957. Bonne santé apparente seulement car la construction navale française commence à être remise en cause par la montée en puissance de la concurrence étrangère, en particulier du Japon, dont les coûts sont moins élevés.



En 1959, le gouvernement commande le fameux « Livre blanc » qui conclut à la surcapacité de l'industrie navale française et décide de concentrer la construction de navires sur un nombre restreint de chantiers et de convertir l'activité des entreprises les moins solides.
Les chantiers de Normandie doivent se tourner vers d'autres activités (bateaux de croisières, en polyester, wagons citernes, grues, machines-outils ou plateformes de recherche pétrolière...) mais qui ne permettent pas le maintien des emplois qui passent de 1 460 en 1962 à 852 en 1972.

La fin des chantiers de Normandie

En 1978, les chantiers passent sous l'étendard des AFO (Ateliers Français de l'Ouest). Mais la mauvaise santé du groupe AFO débouche

4 **Manifestation avec les ouvriers de l'entreprise de réparation navale Lozai en 1978.** Archives municipales de Petit-Quevilly.

en 1985 sur la mise en dépôt de bilan. Malgré la vive opposition des syndicats, le démantèlement par activité est décidé. Le groupe construction navale Manche Ouest reprend le secteur construction navale et la Société ARNO (Ateliers Réunis du Nord-Ouest) le secteur réparation.

En mai 1986, l'arrivée de la droite et de Jacques Chirac comme premier ministre signe l'arrêt brutal des aides à la construction navale..., la cessation d'activité du Chantier de Grand-Quevilly le 17 septembre, et son dépôt de bilan le 4 novembre.

Le personnel du chantier de Grand-Quevilly en lutte

Les salariés et leurs syndicats passent à la contre-offensive et multiplient les actions : barrages routiers, journée porte ouverte, invasion du centre commercial Saint-Sever, incendie d'une baleinière devant les grilles de la Préfecture, marche sur l'Hôtel de Ville pour obtenir une entrevue avec Jean LECANUET, marche sur la Mairie de Grand-Quevilly où la rencontre avec le sénateur-maire PS, Tony LARUE, tourne à l'orage... Le 10 octobre 1986, le personnel décide d'occuper le dernier navire en construction « L'opale ». Pendant 117 jours, les employés vont se relayer à bord afin d'empêcher son départ, leurs épouses s'impliquant également fortement.

Mais le tribunal prononce l'arrêt de l'activité et le licenciement des 313 derniers salariés le 12 décembre 1986.

⊕ À LIRE AUSSI

Un portrait d'Alain GERBEAU, délégué du personnel chez ATO à Gonfreville l'Orcher, membre du Conseil Économique, Social et Environnemental de Haute-Normandie et du Conseil National de l'Union Fédérale des retraités CGT de la chimie.

1

n°48 / printemps 2013

L'EXISTENCE DU PEUPLE TRAVAILLEUR

1 Grève générale des chemins de fer. Gare Saint-Lazare - Salle des bagages transformée en campement par un piquet de militaires.

Ce numéro de l'été 2013 est dominé par deux articles qu'il aurait été dommage de ne pas faire cohabiter, l'un sur la création de la chanson de Michel FUGAIN *Le chiffon rouge*, l'autre de Sylvain BRIÈRE sur l'apport des cheminots dans le mouvement social. Tous deux expriment ce qu'est l'existence du peuple travailleur, la chanson naissant des festivités de la jeunesse havraise, l'autre retraçant les combats d'une corporation, les cheminots.

Chemin de « faire » CGT...

Sylvain BRIÈRE évoque les luttes du début du XXe siècle, mais aussi la division entre réformistes et révolutionnaires qui conduira à une scission du mouvement syndical en 1911. Il faudra attendre janvier 1917 pour voir naître la Fédération des Travailleurs des chemins de fer.

En 1920, devant le refus d'accepter plusieurs revendications, les compagnies de chemins de fer vont se retrouver avec une grève générale qui n'étant pas suivie par d'autres corporations, sera un échec, mais la première revendication de la nationalisation des chemins de fer est mise en avant. Il faudra attendre 1937 pour qu'un décret-loi décide de la fusion des différentes compagnies privées et crée la SNCF.

L'article consacre une large part au rôle des cheminots dans la Résistance. Sont ensuite évoquées les luttes des années d'après-guerre pour les conditions de vie, la défense du chemin de fer et de sa société nationale.

2 Assemblée générale des cheminots havrais en 1995.
Fonds syndicat cheminot du Havre.

La véritable histoire du « chiffon rouge »

Plusieurs pages sont consacrées à la véritable histoire du « Chiffon rouge », chanson qui fut créée au Havre à l'occasion de « Juin dans la rue » en 1977, comme vous le raconte dans une interview, Maryvonne RIOUAL, adjointe au maire du Havre à l'époque, complétée par Claude SIMON, militant CGT havrais.
Michel FUGAIN, apporte sa contribution en déclarant « le chiffon rouge » est ma légion d'honneur à moi... ».

Cet article est agrémenté de plusieurs photos montrant la participation de la jeunesse havraise à cette création qui fut une belle fête.

3 Affiche *Juin dans la rue, mois de la jeunesse*, 1977.
4 Michel FUGAIN lors de la manifestation *Juin dans la rue*.

⊕ DANS CE NUMÉRO

Ce numéro retrace aussi le parcours de Jacqueline CLERET qui, pendant trente années, fera bénéficier de son savoir l'administration de l'UD CGT, ainsi que de son dévouement et de sa gentillesse auprès de tous les militants de la CGT.
La dernière page est consacrée à notre vice-président, Pierre LARGESSE, qui a été reçu dans l'ordre des Arts et des Lettres.

n°49 / automne 2013

DES ENJEUX ACTUELS

La publication du n° 49 de notre revue *Fil Rouge* coïncide avec celle du livre *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime,* indique Luc BOURLÉ dans son éditorial. Deux articles, assez représentatifs de l'esprit qui anime le travail de notre Institut depuis sa création, portent sur *Les foyers des jeunes travailleurs du Havre, terreau de citoyenneté* et sur *Les tempêtes sociales sur la ligne Dieppe-Newhaven*.

Les foyers des jeunes travailleurs au Havre

Après avoir évoqué la genèse des foyers des jeunes travailleurs au Havre, Jacques DEFORTESCU, qui a lui-même fréquenté l'institution lorsqu'il était apprenti, explique les raisons qui ont conduit l'Union Syndicale des travailleurs CGT du Havre à créer de tels foyers dès 1947, dans le contexte social, économique, et politique de l'époque. Il s'agit, les responsables de la CGT ne s'en cachent pas, « de créer une certaine ambiance parmi les jeunes qui vont être amenés à côtoyer des militants qui, eux, ont une conscience de classe». À la même époque, souligne l'auteur, un « local jeune » est mis en place par Jean-Marie HURET à Harfleur. Chorale, séances de ciné-club, bibliothèque, conférences, animent les foyers. Ils sont fréquentés régulièrement par une centaine de jeunes. Toutes et tous (la mixité est de rigueur), participent à des campagnes pour la paix, aux manifestations et font signer, par exemple, des pétitions avec la Ligue des Droits de l'Homme. Très vite, plusieurs foyers vont se créer dans plusieurs quartiers du Havre. Un premier car-camping, forme originale de séjours de week-end et de vacances pour les jeunes à l'époque, est organisé en 1954, en partenariat avec Tourisme et Travail. Les Comités d'Entreprise, s'investiront également dans cette activité originale. Outre Jacques DEFORTESCU, cette expérience, liée à l'activité des foyers, contribuera à la formation de dizaines de militants syndicaux, politiques, culturels et associatifs. Cette histoire des Foyers de jeunes et l'action de développement culturel menée avec les Comités d'Entreprise et la municipalité du Havre (municipalité de gauche dirigée par un maire communiste) ont marqué par leur ampleur la vie sociale et culturelle des milieux populaires havrais durant plus de vingt ans.

Créer une certaine ambiance parmi les jeunes qui vont être amenés à côtoyer des militants qui, eux, ont une conscience de classe.

1 **Déjà en 1987, non à l'austérité.**

La ligne Dieppe-Newhaven

« Le chemin le plus court entre Paris et Londres passe par Dieppe. Des voiliers aux bateaux à vapeur, des ferries au début des années 1960, la ligne transmanche qui relie les ports de Dieppe et de Newhaven est intimement liée au développement de l'économie locale. Les luttes sociales des personnels et des équipages, liées aux conditions d'exploitation, ont porté à ébullition la marmite dieppoise à plusieurs reprises ». À partir de ce constat, Jacky MAUSSION retrace l'histoire sociale et ses péripéties de cette liaison transmanche. Même si plusieurs conflits témoignent de la pugnacité des marins CGT pour défendre leur emploi, le progrès social et l'économie locale, l'auteur de l'article parle de rupture « lorsqu'en 1992, la cessation d'activité de la Société Nouvelle d'Armement Transmanche met en cause la viabilité de la ligne, intimement liée à l'existence de l'armement naval de la SNCF ». Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de négociation pour le renouvellement de la délégation du service public qui devra prendre effet le 1er janvier 2015. Cet article est donc utile pour considérer l'Histoire et les enjeux actuels.

ET AUSSI

Il faut aussi noter, dans ce n° 49 du *Fil Rouge*, une note de lecture de Pierre LARGESSE sur le livre de Yannick MAREC et Daniel RÉGUER : *De l'hospice au domicile collectif.* Il convient aussi de relever, réalisé par Jacky MAUSSION, le portrait de Jacques LECLERE , qui milita activement à la Brasserie de la Meuse, puis chez Rhône-Poulenc. Ce *Fil Rouge* publie aussi un écho sur l'acte patriotique de Jean DELAUNAY du 14 juillet 1943 à Elbeuf. Puis, notre revue se réjouit que le site de la caserne Pélissier soit devenu le centre municipal Charlotte DELBO.

2 **En route pour Newhaven sur la passerelle du Chartres.**

1

Plus que jamais, pour TLC Vacances, vos vacances restent notre passion !

1 2 Le parc de Valmont en 1979. © S. GAUTIER T.T.

1. Par les termes « comité d'entreprise et organismes équivalents », les auteurs entendent, outre les CE, les comités d'action sociale de la fonction publique territoriale ou d'État, ainsi que le mouvement associatif institutionnel ou non tels que les « Amicales de personnels ».

De tout temps, d'abord en développant l'activité de Tourisme et Travail (T & T) puis en créant Tourisme Loisirs Culture (TLC), les militants havrais du tourisme social ont joué un rôle prépondérant dans la réponse à la pertinente question du « droit aux loisirs pour tous ». Ils ont créé des structures adaptées aux besoins de leurs principaux clients et animateurs participant à la vie de l'association : les comités d'entreprise et organismes équivalents[1]. Le lecteur pourra d'ailleurs retrouver dans le numéro 35 du *Fil Rouge*, sous le titre *Pour une histoire du tourisme social au Havre*, un article de six pages, d'Albert PERROT qui traite de la création de cette institution.

Si TLC vacances a cette particularité d'être devenu aujourd'hui, à la fois mouvement militant et organisation de service. Il n'en a pas toujours été ainsi.

Des débuts issus de la guerre 39/45

Les premiers militants du tourisme social au lendemain de la guerre 1939/1945, ne partent pas de rien. Une fois gagnée une première fois la conquête du temps libre en 1936, la CGT crée

Tourisme et Vacances Pour Tous (TVTP), puis, implante au Havre en 1938, à Franklin, une première antenne locale. La guerre ayant brisé tous les efforts et les élans pour développer le tourisme social, il faudra attendre 1944 pour qu'un groupe de résistants, en pleine occupation allemande, donne naissance à « Tourisme et Travail » composé des représentants de la CGT, la CFTC et la CGC, seules organisations syndicales existantes à l'époque.

Au Havre s'ouvre la première boutique de T & T, rue de Verdun, en 1953. Monsieur THORY, délégué de l'Association Nationale, en est le responsable. Il quitte T & T après la scission syndicale, la CFTC s'étant retirée de Tourisme et Travail. Il fonde alors, grâce à la liste des adhérents de T & T qu'il a emportée, « Tourisme Loisirs de Normandie ». Il est remplacé par Claude ACKARD, un militant CGT de la SCAN, accompagné de Joseph LAFONTAINE (Tréfileries et Laminoirs du Havre) et Henri BATARD (Compagnie Française de Raffinage.) Ils créent une nouvelle délégation havraise de T & T Les mêmes événements se produiront sur Rouen ou Lucien CLÉRET et Gilbert GRENIER créeront l'antenne rouennaise de T & T et à Elbeuf où Jean-Pierre LEMERY [2] créera l'antenne elbeuvienne.

Quand les antennes deviennent des associations de plein exercice

À partir de 1945, les militants de T & T proposent des activités à des milliers de vacanciers. La conquête des loisirs reste une grande bataille, mais l'essor du tourisme dans les milieux populaires, sous les effets conjugués de l'évolution de la législation [3] et des batailles pour l'augmentation des salaires (1953-1968) poussent les militants CGT à s'investir de plus en plus dans ce domaine du droit aux vacances pour tous. Au XVIIe congrès des 7 et 8 mai 1966, Tourisme et Travail, association nationale unique, se transforme en fédération nationale. Au Havre, l'antenne locale, lors de son assemblée générale du 6 avril 1968, note la progression sensible de son nombre d'adhérents : 5 225 adhésions individuelles (pour 2 956 en 1965), 44 406 adhésions collectives (34 416 en 1965) et 23 collectivités (14 en 1965). Cette même AG note l'inauguration prochaine du terrain de camping et de la maison familiale de Clécy, en collaboration avec sept comités d'entreprise [4]. Cette réalisation est financée en partie par la ville du Havre, la caisse d'allocations familiales et le conseil général de Seine-Maritime. À cette occasion, la mise en place d'une politique réfléchie de « Formation des cadres » du tourisme social, d'un renforcement de la coordination des activités sociales des CE, le renforcement de l'activité de la commission d'activité culturelle, et la création d'un club nautique, sont mis en débat.

La réflexion est également menée pour une plus grande décentralisation et pour que l'antenne du Havre devienne de plus en plus une association autonome de la direction fédérale. Ses dirigeants, dans le même temps, deviennent membres de la direction nationale de T & T, comme Claude PETIT, secrétaire général de l'association du Havre depuis mars 1965, et Alain BOZEC.

2. Renseignements fournis par Guy COURTOIS.
3. Les trois semaines de congés payés ne sont obtenues qu'en 1956 et les quatre semaines en 1968.
4. Les CE et organismes équivalents sont DRESSER-DUJARDIN, CNMP, RNUR-Sandouville, ARMOSIG, Compagnie Française de Raffinage, Société des Chantiers de Graville, Multiplex et le Comité d'Organisation et d'Aide aux Vacances de Gonfreville l'Orcher.

2

En 1974, Claude PETIT reçoit d'ailleurs, en 1982, la médaille d'or du Tourisme.
Dès 1979, la nécessité d'élargir l'audience de T & T à l'ensemble de la Normandie est déjà posée. Des dispositions sont prises dès lors pour en créer les conditions dans l'Eure et le Calvados, à travers l'union départementale T & T.

Sur décision du tribunal d'instance de Paris, en 1985, la Fédération Nationale de Tourisme et Travail est contrainte d'arrêter son activité et de liquider ses associations locales.
Il faut donc réagir très vite. Les militants locaux accompagnés par la CGT, soutenus par la municipalité du Havre, s'appuyant sur leur expérience, créent l'association Tourisme Loisirs Culture et élisent Albert PERROT président. Il en sera de même à Rouen en créant Vacances et Loisirs (avec Gilbert GRENIER comme président) et à Elbeuf en créant Tourisme Populaire Elbeuvien (avec Guy COURTOIS président).

Le camping et la maison familiale de Clécy, 1ère expérience de coordination des CE en région havraise

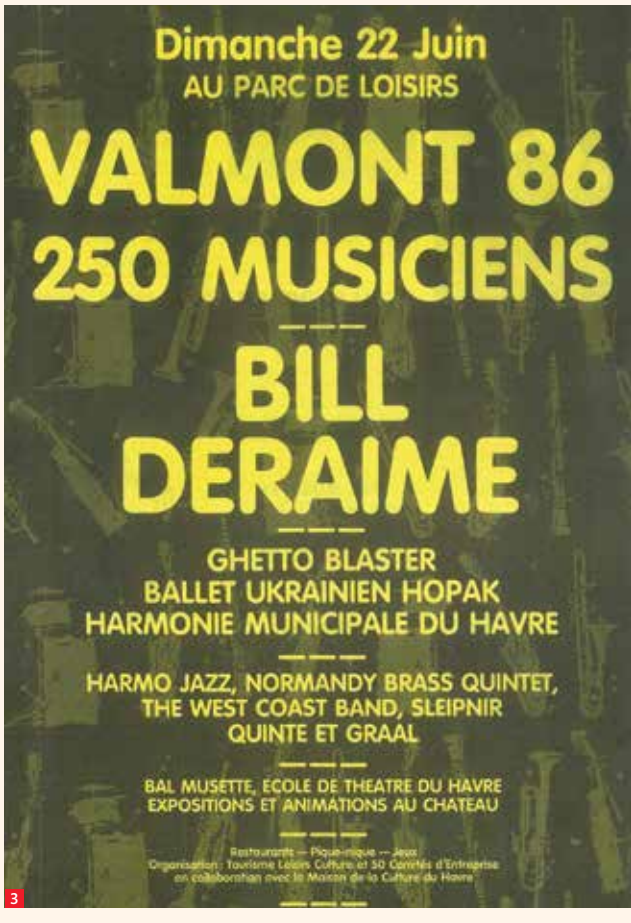
En 1968, la coordination des CE se met progressivement en place. C'est l'occasion pour sept d'entre eux de s'unir en montant une société civile immobilière, afin d'acheter et d'animer un terrain de camping à Clécy en « Suisse Normande ». Le choix est judicieux et rencontre très vite un grand succès. En 1971, le camping de Clécy comptabilise 5 217 journées d'utilisation décomptées ainsi : RNUR, 322 adultes et 124 enfants ; DDM, 106 adultes et 34 enfants ; COAV, 71 adultes et 27 enfants ; CFR, 409 adultes et 78 enfants ; SCG, 65 adultes et 15 enfants ; ARMOSIG, 66 adultes ; CNMP, 148 adultes et 199 enfants et Tourisme et Travail (local et national), 2334 adultes et 1219 enfants.

La Maison familiale construite dans la foulée en 1970, rencontre elle aussi un franc succès puisque cette même année entre le 27 mars 1971 et le 1er novembre 1971, on y comptabilisera 8 470 journées adultes. Si la création de la Maison familiale répond à un vrai besoin dans ce début des années 1970, la crise et la casse des entreprises aura raison de ce bel outil. En 2004, l'association « Le Viaduc » qui gérait Clécy sera placée en liquidation judiciaire et sera dissoute.

Le parc de loisirs de Valmont

Après cette première coordination et l'expérience acquise, l'association du Havre répond à une nouvelle opportunité. Dès 1970, la commission de coordination culturelle animée par l'association du Havre, et composée des CE de l'agglomération havraise, décide de constituer un groupe de travail en vue de rechercher un cadre matériel, afin d'y réaliser un parc de loisirs et de culture ouvert aux travailleurs du Havre et de la région. En 1971, René DE LA MORANDIÈRE, propriétaire d'un domaine familial à Valmont, entre en contact par le biais de Bernard MOUNIER, ancien directeur de la Maison de la Culture du Havre, avec les responsables du Havre de T & T, notamment avec son président Albert PERROT.

En décembre 1972, l'association du Havre de Tourisme et Travail organise la première journée d'étude et de présentation et ébauche les premières grandes lignes du projet avec vingt premiers CE. À l'issue de celle-ci, le parc de loisirs de Valmont va devenir réalité. « Tourisme et Tra-



3 **Affiche du concert de Bill DERAIME au parc du Valmont.**

« Tourisme et Travail, comités d'entreprise et syndicats vont poser un nouvel acte éminemment culturel. »
Jean-Marie Huret

vail, comités d'entreprise et syndicats vont poser un nouvel acte éminemment culturel en intégrant leur action créative du présent dans celle d'un passé séculaire» [5]. Le 13 octobre 1973, le bail emphytéotique [6] est signé. Les batailles pour obtenir des subventions commencent. Les parkings, aires de pique-nique, plaine de jeux des enfants, camping 4 étoiles, aménagement du château en lieu culturel, seront créés dès 1974. En 1975 un nombre grandissant de partenaires rejoignent les précurseurs. Dix-huit collectivités s'engagent, portant ainsi à 47 les membres des CE formant la SCI de Valmont. En 1981, le conseil général de Seine-Maritime dominé par une majorité de droite, est appelé pour la première fois à se prononcer sur une subvention de fonctionnement. Il refuse !
En même temps que s'ouvrait le parc de loisirs à ses usagers, les coréalisateurs eurent la volonté d'en faire un lieu de rencontre des hommes avec les différentes formes de la culture et ses supports modernes pour la promouvoir. Dix hectares de pelouse, deux terrains de golf miniature, un parcours d'activité physique, un vivier le long de la rivière, Valmont, le château du XIIe siècle et son aile renaissance et en 1983, un complexe d'animation et de restauration seront inaugurés.

Tout cela concourra à ce qu'à chaque week-end, du mois d'avril à fin octobre, de plus en plus d'animations organisées par les comités d'entreprise qui se relaient pour les activités dans le parc. Elles rencontreront un grand succès. Des milliers d'usagers utiliseront le parc. Tous les ans, une grande fête rassemble des milliers de spectateurs sur les pelouses du parc.

Qu'on en juge :
- 1979, Pierre PERRET, 11 580 spectateurs ;
- 1980, SOUCHON/VOULZY, 12 172 spectateurs ;
- 1981, Claude NOUGARO, 8 000 spectateurs ;
- 1982, Maxime LEFORESTIER, 9 686 spectateurs ;
- 1983, Francis CABREL, 11 123 spectateurs ;
- 1984, Catherine LARA, 7 228 spectateurs ;
- 1985, Gilbert BÉCAUD, 5 139 spectateurs ;
- 1986, Bill DERAIME, 4 112 spectateurs ;
- 1987, Jacques HIGELIN, 9 360 spectateurs ;
- 1988, KASSAV, 11 549 spectateurs ;
- 1989, Alain SOUCHON, 7 861 spectateurs ;
- 1990, Patricia KAAS, 14 077 spectateurs ;
- 1992, Bernard LAVILLIERS, 10 000 spectateurs...

Durant toutes ces années, le soutien sans faille de la municipalité du Havre et des communes environnantes, l'action engagée auprès du ministère

5. Extrait de *Prêtre-ouvrier insoumis* de Jean-Marie HURET, février 1993, éditions CERF. Jean-Marie HURET sera le premier directeur du parc.
6. Un bail emphytéotique est un bail immobilier de très longue durée, ici de 50 ans.

4 Clécy au cœur de la Suisse-Normande.

de la Culture, de la caisse d'allocations familiales, des monuments historiques, du conseil régional (pour le son et lumière) a permis d'obtenir des subventions multiples et variées, indispensables pour entretenir, améliorer et faire vivre le domaine.

La crise, la casse des entreprises de l'agglomération havraise, (Tréfimétaux, Hauts-Fourneaux de la Chiers, Caillard, ALSTHOM, Hispano, Renault) les changements de majorité dans un certain nombre de comités d'entreprise, vont avoir raison du parc de Valmont et, en 1994, la situation de la trésorerie est devenue si délicate qu'il convient de procéder à un dépôt de bilan de la société gestionnaire Les Balivets. À cela s'ajoute un redressement fiscal de 530 000 francs (81 000 € d'aujourd'hui). Les comités d'entreprise restants ne pouvant pourvoir seuls à de telles dépenses, le 24 mars 1994, (au lendemain du 20e anniversaire du parc), l'assemblée générale de la SCI se déclare dans l'impossibilité de poursuivre la gestion du parc. La liquidation judiciaire est prononcée par le tribunal de grande instance du Havre, le 7 avril 1994.

La diversité des activités

Il convient de ne pas limiter le fonctionnement et la vie de Tourisme et Travail, puis de TLC à la seule gestion de Clécy et Valmont. Beaucoup d'autres actions furent au cœur de l'activité de l'association, comme par exemple la mutualisation des besoins des comités d'entreprise au moment des fêtes de Noël dès 1974, qui aujourd'hui a pris son plein essor avec la régionalisation. Ce sont aujourd'hui, en 2013 plus de 25 000 personnes qui y participent sur les trois sites de Rouen, Le Havre et Caen.

L'action revendicative, notamment, fut dès le départ un vecteur d'union et d'action. Pour obtenir le droit aux loisirs et aux vacances de qualité pour tous, cet objectif se concrétisera, notamment, par des actions dès 1968 contre les péages et en premier lieu celui du Pont de Tancarville.

L'action revendicative contre le péage du pont de Tancarville et son augmentation

Les actions revendicatives de T & T, puis de TLC furent multiples. Nous nous limiterons à celles engagées contre le péage du pont de Tancarville dans un premier temps, puis contre son

5 **Le parc de Valmont en 1979.** © S. GAUTIER T.T.

augmentation. Dès 1968, l'association du Havre, à l'occasion des dix ans du Pont de Tancarville (en 1969) préconise l'action contre le péage du Pont de Tancarville, sur le thème souvent repris par la suite, de l'entrave au développement touristique normand. Le Havre Presse, Paris-Normandie, journaux régionaux, mais aussi France-Soir et le Monde reprennent les arguments de T & T, mais présentent aussi ceux de la Chambre de commerce gestionnaire du Pont. Ainsi déclare-t-elle aux journalistes : « vouloir être assurée qu'une baisse des péages pendant le week-end serait compensée par une augmentation du trafic » [7].

Le 17 mars 1971, une délégation se rend auprès de Monsieur CARETTÉ, président de la Chambre de commerce. Celui-ci déclare son incompétence et renvoie vers une « commission ad hoc ». Devant le refus de considérer les arguments des acteurs de cette démarche, une nouvelle action est décidée pour le 15 mai 1971. À cette occasion, T & T prend l'initiative de composer un comité d'action avec l'UL CGT, l'UL CFDT, le PCF, le PSU, la Convention des Institutions Républicaines, le Parti Radical et la Maison des Jeunes et de la Culture. Une manifestation, partie de la Bourse du travail, à Franklin, se rend à la Chambre de commerce, place de la Bourse.

En 1977, une action regroupant près de 500 personnes a lieu sur le pont de Tancarville le 19 juin. Le maire de Bolbec, conseiller général, Paul BELHACHE est dans la manifestation. La protestation est amplifiée par le fait que le 9 juillet suivant, le premier ministre, Raymond BARRE, doit venir inaugurer le pont de Brotonne, pour lequel le Gouvernement n'a pas versé un centime ! Entièrement financé par le département de Seine-Maritime (15 milliards de francs) celui-ci sera gratuit pour les habitants de la Seine-Maritime, grâce à l'action des conseillers généraux communistes. Puis une pétition est lancée, signée par plus de 10 000 personnes et remise au sous-préfet le 4 novembre.

6

Les mécontents de Tancarville : « Ce n'est qu'un au revoir »

Le meeting de protestation contre l'augmentation des péages a réuni hier matin environ trois cents personnes au pont de Tancarville. Mais ce rassemblement a duré moins longtemps que prévu, à cause de la décision de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Havre de reporter la hausse des tarifs au mardi 16 août.

Les organisateurs ont donc appelé à un nouveau rassemblement à cette même date, où entreront en vigueur les nouveaux prix. Néanmoins, en avant-première, hier, les manifestants n'ont pas manqué de faire savoir leur vif mécontentement face aux récentes mesures approuvées par le ministère des Finances, avant de se donner rendez-vous mardi prochain.

Pour eux, ce n'était qu'un au revoir.

PAGE 3
7

L'action revendicative, notamment, fut dès le départ un vecteur d'union et d'action.

La CGT qui a toujours soutenu cette action, appelle à son tour avec TLC le 28 juillet 1980, au moment du départ en vacances, à une initiative aux péages du pont de Tancarville. « C'est gratuit aujourd'hui » disent les militants qui font passer gratuitement les usagers, heureux mais surpris. Les gendarmes bloquent l'accès au site, « le péage gratuit » durera néanmoins jusqu'à 16h30, soit plus d'une heure et demie !

Le 6 janvier 1982, la presse annonce que le ministre des Transports, Charles FITERMAN a informé le député maire du Havre, André DUROMÉA de sa décision de principe de supprimer les péages pour les deux roues et de réduire de 1,50 francs (0,23 €) par véhicule, les péages des dimanches et jours fériés. En août, la presse confirme cette décision, mais souligne aussi qu'il y a opposition du ministre avec la commission ad hoc, celui-ci voulant étendre cette réduction sur deux jours de week-end, la commission s'y opposant, rejoignant ainsi la position de la Chambre de commerce.

6 Autocollants contre le péage de Tancarville réalisés par TLC.

7 Une du *Havre Libre* du 12 août 1988.

7. *Le Monde* du 2 juillet 1969.

« Le pont de Normandie doit être financé en priorité par l'État. » Albert PERROT

Le budget du Tourisme de 1982 étant réduit comme peau de chagrin, le 29 octobre, TLC appelle à une manifestation devant la sous-préfecture et installe symboliquement un terrain de camping, le jour du vote du budget à l'Assemblée Nationale. La veille, TLC et « Les motards en colère » avaient appelé à une nouvelle manifestation au péage de Tancarville contre l'augmentation de la vignette.

En 1987, après la décision prise par les autorités de faire un nouveau pont sur la Seine en amont de Tancarville, l'action rebondit : la majorité parlementaire ayant voté la décision de faire payer les utilisateurs du pont de Tancarville plus cher, pour financer le nouveau pont. Le samedi 20 juin, une nouvelle action avec blocage des péages est organisée par le collectif. TLC moteur de cette contestation souligne que, pour payer le nouveau pont, la Chambre de commerce va faire payer, pour une Renault 5,12 francs (1,83 €) au lieu de 2,50 francs (0,38 €).
L'enquête d'utilité publique est l'occasion pour la CGT et TLC, de contester cette décision (voir la presse du 17 octobre 1987). L'association remet à cette occasion une pétition de 800 personnes, signée en quelques jours. Le président Albert PERROT écrit sur le cahier d'enquêtes : « l'opposition à l'utilisation des péages de Tancarville pour financer le pont de Normandie. Ce pont est payé, il doit être gratuit. Le pont de Normandie doit être financé en priorité par l'État ».

Le 12 août 1988, nouvelle action au pont de Tancarville, réunissant plus de 300 personnes contre l'augmentation des péages. Le meeting de protestation durera moins longtemps que prévu, la chambre de commerce décidant le report de l'augmentation… au 16 août.
En 1994, l'association dans un communiqué souligne que, depuis le 1er juillet, le pont de Noirmoutier est gratuit, alors que celui de Tancarville ne cesse d'augmenter. Cette position est à nouveau développée le 10 mai 1995, appuyée par une pétition qui souligne que le pont de Tancarville coûte 13 francs (1,98 €) aux utilisateurs et que le pont de Normandie va coûter 32 francs (4,88 €) et que la réduction octroyée les dimanches et fêtes a disparu. En février 1996, à l'occasion de l'ouverture de l'autoroute A29, l'association lance une nouvelle campagne exigeant la fin du désen-

8 **Projet d'affiche en vue d'un rassemblement pour la suppression du péage du pont de Tancarville en juin 1977.**

TLC Vacances est devenu un acteur incontournable et reconnu du tourisme social et associatif.

clavement havrais. Rappelant que les ponts de Rouen, de Bordeaux, de Saint-Nazaire et de Noirmoutier sont gratuits, alors qu'au Havre le pont de Normandie, qui représente un « intérêt national » est payant.
En juin 1997, à l'occasion de la venue du ministre de l'Équipement, Jean Claude GAYSSOT, nouvelle action de l'association mais ce coup-ci, elle élargit son champ d'action et intervient sur les développements économiques, culturels et touristiques entre la Basse-Seine et la Haute-Normandie, notamment concernant les dessertes ferroviaires, l'aéroport du Havre-Octeville, et les péages autoroutiers des ponts de Tancarville et de Normandie.
Hélas, dans sa réponse de décembre 1998, le ministre justifie la politique nationale du gouvernement par le remboursement des emprunts et des concessions accordées aux uns et aux autres

9

(jusqu'2026 pour ce qui concerne la Chambre de commerce du Havre) et a cette réponse : « Il appartient essentiellement aux collectivités locales de préciser et de renforcer la complémentarité de ces trois outils ». La lutte pour la gratuité des ponts n'est donc toujours pas terminée !

La poursuite de l'histoire

Il est quasiment impossible de rassembler ici, en quelques pages, ce que furent près de 70 ans d'activité du tourisme social en Seine-Maritime [8]. Cette histoire reste à écrire, c'est le travail nécessaire et indispensable des historiens. Pour l'essentiel, cet article résume l'activité de l'association de souche havraise.

Depuis sa création, TLC en devenant « TLC Vacances » a repoussé les frontières de son activité à la France entière. En quelques années, TLC Vacances est devenu un acteur incontournable et reconnu du tourisme social et associatif dans l'organisation des vacances familiales en France avec, notamment, plus de 500 comités d'entreprise partenaires. De son coté, VIVATS agit avec les comités d'entreprise normands.

Depuis cette période, la question de la mutualisation des moyens des comités d'entreprise et des acteurs du Tourisme Social est, plus que jamais, posée. Les moyens financiers et humains des comités d'entreprise ne vont pas en augmentant, bien au contraire. La structure même des CE est mise en cause par le patronat. De plus, la parcellisation des tâches, la précarité, les CDD, la sous-traitance, n'arrangent pas les choses. Les gros CE disparaissent de plus en plus et sont souvent remplacés par de plus petites structures de moins de cinquante salariés [9], souvent sans représentation du personnel.

Pourtant, plus que jamais, le besoin de « mise en commun » des moyens se pose, car la réponse à la revendication du « droits aux loisirs et aux vacances de qualité pour tous » est plus que jamais à l'ordre du jour pour l'ensemble des salariés(es), et notamment celles et ceux aux plus faibles ressources. Comme le faisait remarquer, en juin 2005, le secrétaire général de TLC, Alain BOZEC [10] : « Nul doute qu'au cœur d'un environnement régenté par la toute-puissance libérale, nous pouvons déjà être fiers qu'une nouvelle étape commence pour le tourisme social et associatif en Normandie. À nous, tous ensemble, de la construire et de la faire vivre. »

9 Action contre le péage du pont de Tancarville.

8. Il faudrait, pour être complet, revenir sur la création en 2011 du Village Vacance de Dives-sur-Mer (voir le *Fil Rouge* n° 41, automne 2011).
9. Le seuil de 50 salariés pendant 12 mois consécutifs ou non, doit être requis pour pouvoir créer un comité d'entreprise ou d'établissement.
10. *La lettre de TLC*, juin 2005.

Claude PETIT, militant pour le droit aux vacances de qualité pour tous

Scènes de vie

1965
Permanent de Tourisme et Travail

de 1992 à 2005
Président de Tourisme Loisirs Culture

Issu du foyer des jeunes travailleurs au Havre, Claude PETIT, après avoir été délégué CGT durant 18 mois chez « Gagneraud », entreprise du bâtiment, est devenu permanent de Tourisme et Travail en 1965.

Âgé aujourd'hui de 76 ans, malvoyant, il a été mis d'office à l'invalidité en 1992, avant de prendre sa retraite en 1997. Le militant pour le droit aux loisirs et aux vacances pour tous est resté sur le pont durant toutes ces années. Il a succédé à Albert PERROT en 1992 à la présidence de l'association Tourisme Loisirs Culture. Il a assumé cette responsabilité jusqu'en 2005.

Comment concevais-tu ton rôle à la direction de Tourisme et Travail, puis à celle de Tourisme Loisirs et Culture ?

Organisme social de vacances, notre rôle consistait à permettre aux salariés de bénéficier pleinement de leurs congés payés. Nous n'étions pas un syndicat de loisirs, les actions revendicatives sont de la responsabilité des syndicats, des comités d'entreprise, ce qui ne nous empêchait nullement de participer aux manifestations. Nous avions le souci de nouer des relations fraternelles et permanentes avec les responsables de l'Union Locale CGT des syndicats du Havre et d'Harfleur Gonfreville. Nous avons mené ensemble de grandes luttes revendicatives contre le péage du pont de Tancarville ou encore pour exiger des moyens afin que les salariés puissent bénéficier de vacances de qualité. Le mot « ouverture » résume bien notre état d'esprit. Nous avons travaillé avec des syndicalistes de la CFDT et de FO. Il est plus difficile aujourd'hui, sans doute, de mobiliser les salariés sur le droit aux loisirs et à la culture, ils ont d'autres préoccupations, notamment celles du pouvoir d'achat, de l'emploi et de la précarité.

La relation avec les comités d'entreprise est essentielle ?

À la fin des années 1970, nous avons compté, dans la région havraise, un peu plus d'une centaine de comités d'entreprise adhérents à notre association contre une quarantaine aujourd'hui. L'influence importante de la CGT dans les entreprises et la municipalité de gauche à direction communiste au Havre, créaient une ambiance particulière propice au progrès social et au développement des loisirs et de la culture. Dans un tel contexte, nous avons réussi à mutualiser les moyens des comités d'entreprise pour mettre à la disposition des salariés des campings, la maison familiale de Clécy et le parc de Valmont. La mutualisation des moyens des comités d'entreprise est l'une des clés du maintien et du développement des vacances de qualité pour les salariés et les plus démunis.

Marceau BRIER , directeur de Tourisme Loisirs Culture

Fils de professeurs, avec un père communiste et une mère cégétiste, Marceau BRIER avoue qu'il est tombé tout petit dans la marmite du mouvement social.

À la fin de ses études, il part dans les Alpes diriger un centre de vacances durant quelques mois. Il ressent, sans trop de difficulté, qu'il se fait exploiter. Le grand large lui manque, il comprend que sa vie se déroulera dorénavant à proximité de la Porte Océane. Âgé aujourd'hui de 39 ans, il dirige depuis une dizaine d'années l'association « Tourisme Loisirs Culture ». La « petite entreprise » comprend six salariés à plein temps. Installée rue Gustave Nicolle dans le quartier de l'Eure, elle poursuit sa mission sociale du droit aux vacances et aux loisirs pour tous.

Comment peut-on être à la fois militant et directeur d'une association de service ?

Nous devons nous adapter à la demande des collectivités et prendre en compte les avis, les opinions, les désirs, des responsables des comités d'entreprise qui expriment les besoins des salariés. Nous sommes porteurs d'une philosophie du tourisme social. Par exemple, si nous avons deux structures à proposer en Tunisie, nous proposerons toujours, en priorité, celle où les salariés sont les mieux traités et les mieux payés. Nous n'avons pas, en effet, d'actionnaires à rémunérer. Nos prix restent donc très compétitifs pour des vacances de qualité. Il est vrai, que nous devrions faire mieux connaître notre originalité, notre différence, concernant notre éthique sociale. Répondre aux besoins des collectivités suppose aussi de concevoir une politique d'investissements. Nous avons constitué, pour ce qui concerne notre antenne havraise, un parc composé de 450 habitations légères de loisirs et nous assurons la gestion de trois campings qui appartiennent à des comités d'entreprise.

Que proposez-vous concernant les loisirs ?

Dans les structures de vacances ou dans les campings, nous n'assurons pas l'animation. Au sein de notre association « Tourisme Loisirs Culture », il est apparu que nous devions procéder à une nécessaire adaptation concernant la manière dont les loisirs sont conçus aujourd'hui. Nous avons donc créé « VIVATS » qui travaille avec les comités d'entreprise normands, pour la partie concernant les spectacles, les voyages, la billetterie, l'information. Deux antennes, à Rouen et à Cherbourg, ont été mises en place. Les comités d'entreprise, conséquence des diverses restructurations, qui ne touchent pas seulement l'industrie, sont aujourd'hui de plus en plus « atomisés ». Mutualiser les moyens, dans ce contexte, est sans doute plus difficile, mais la revendication du droit aux vacances de qualité pour tous, reste d'actualité.

Scènes de vie

2000
DESS sport tourisme et développement

2003
Directeur de Tourisme Loisirs Culture

Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime, 1913-2013

1 **Présentation du livre *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime, 1913-2013*, le 18 octobre 2013.**

À l'issue des travaux du Comité Général de l'Union Départementale CGT de Seine-Maritime, qui se sont déroulés dans la salle Paul Eluard, à Dieppe, le 18 octobre dernier, Thierry LEPAON, secrétaire général de la CGT, a participé, dans une salle du palais des congrès, à la présentation du livre publié par notre Institut et l'UD CGT 76, *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime, 1913- 2013.*

« Cent ans, c'est un début pour votre Union Départementale » a-t-il déclaré. Lors de son intervention, il a lancé un vibrant appel à l'unité des salariés. Régis GASSE, secrétaire général de l'Union Départementale, quant à lui, a rappelé que la CGT compte en Seine-Maritime 22 000 adhérents répartis dans 424 syndicats.

Jacques DEFORTESCU, secrétaire de notre Institut, a exposé la démarche qui a conduit quinze militants à éclairer l'histoire de la CGT dans notre département : « Nous n'avions pas la prétention de relater tous les conflits, mais de faire connaître les plus marquants, les succès obtenus, les grands mouvements de 1936, de 1968. On ne peut considérer hier sans que le présent soit concerné. L'Histoire sociale, c'est l'aspect oublié de l'Histoire, parce qu'elle parle des gens, des ouvriers, de ceux qui font la richesse du pays ».

Jacques DEFORTESCU était intervenu aussi, lors des travaux du Comité Général, en soulignant la force collective des salariés lorsque ceux-ci s'unissent afin de conquérir de nouveaux droits sociaux : « Pour tous ceux qui continuent le combat et sont porteurs des valeurs de la CGT, qui ont décidé de ne rien lâcher aux capitalistes, voilà un ouvrage de 154 pages retraçant au travers de 123 photos et de 34 articles, l'histoire du syndicalisme depuis le congrès du 19 octobre 1913 au Havre qui a réuni tous les syndicats du département ».

« Cent ans, c'est un début pour votre Union Départementale »
Thierry LEPAON

Le maire communiste de Dieppe, Sébastien JUMEL, a aussi, à sa manière, participé à la présentation de l'ouvrage de notre Institut : « Notre cité, ses habitants, ses ouvriers, ses employés, ses salariés, n'est pas restée à l'écart de ces batailles pour la vie, pour le progrès humain, les droits de l'homme, de la femme, de l'enfant, de la famille. Et je m'honore, comme maire de Dieppe, de perpétuer l'héritage de mes prédécesseurs dans ce permanent combat, et d'être en complète solidarité avec vous – dans les luttes d'aujourd'hui – pour que l'humain, la vie réelle, la condition des gens passent avant les logiques de marché, de la finance, de la spéculation et de l'accaparement des richesses par les privilégiés de la fortune, les champions de la rente ou de l'économie de casino, les stratégies du capitalisme qui, loin d'être le moteur des progrès de civilisation, en est le prédateur insatiable ».

La présentation du livre relatant un siècle de luttes pour le progrès social a eu lieu le 18 octobre dernier à Dieppe, en présence de Thierry LEPAON, secrétaire général de la CGT.

Cent ans, pas moins !

De fait, à l'origine de cet ouvrage : un anniversaire... Oui, mais pas seulement. Rédigé par un collectif de militants, ce regard unique porté sur les dix premières décennies de l'Union Départementale CGT 76, outre de relier des générations de salariés entre elles, relativise aussi leurs difficultés du moment à poursuivre l'action syndicale contre l'exploitation capitaliste. Analyses lucides, résistance et capacité de révolte pour bâtir un monde meilleur y tiennent une place de choix.

Des mobilisations de cette fin 1913 à celles d'aujourd'hui, c'est en réalité un siècle d'histoire politique, sociale, et économique qui rejaillit. Une histoire ouvrière singulière, reflet de la mémoire collective qui démontre la pertinence du fait syndical et de l'engagement militant.
Une lecture précieuse, si l'on considère qu'il est difficile de savoir où l'on va quand on ne sait pas d'où l'on vient. Enrichi d'une impressionnante iconographie, empreinte de vies au travail et véritable patrimoine social photographique, ce livre se fait document de référence sur l'action de la CGT dans ce département. Au final, de ces pages retentit un formidable écho. Résonnance à la fois édifiante, sensible et utile, elle se mue en appel à un fort élan mobilisateur et rassembleur, à communiquer à tout prix dans et hors les rangs de la CGT et du mouvement social dans son ensemble.

***Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime, 1913- 2013*. Prix : 10 euros. Disponible à l'IHS et dans toutes les organisations de la CGT.**
La coordination de cet ouvrage a été assurée par Serge LALOYER et Jacques DEFORTESCU.
Les auteurs : François AUVRAY, Marius BASTIDE, Sylvain BRIÈRE, Jacques DEFORTESCU, Nicole DEFORTESCU, Régis GASSE, Serge LALOYER, Pierre LARGESSE, Pierre LEBAS, Gilbert LE DORNER, Jacky MAUSSION, Anita MÉNENDEZ, Germain NARZIS, Robert PRIVAT, Christian STÉPHAN.

La présentation du livre sur France 3 Haute-Normandie

Le lundi 4 novembre notre livre *Un siècle de luttes pour le progrès social en Seine-Maritime, 1913-2013* était présenté sur France 3 Haute-Normandie.

Retrouvez cette présentation sur internet : http://haute-normandie.france3.fr/livres

UN SIÈCLE DE LUTTES POUR LE PROGRÈS SOCIAL EN SEINE-MARITIME 1913 – 2013

1913-2013. Un siècle de luttes syndicales pour le progrès social et la reconnaissance du droit syndical en combattant l'exploitation, en unifiant les revendications des salarié(e)s.
Ce livre de 154 pages, rédigé par 15 auteurs, retrace en 34 articles, 123 photos (pour la plupart originales) et 9 dessins, l'histoire du syndicalisme au cours du siècle passé dans notre département.
Au fil des pages, nous découvrons les engagements, les luttes syndicales dans des conditions parfois difficiles, voire héroïques pendant la guerre, qui ont marqué ces 100 ans des empreintes de progrès sociaux.
Ces pages rappellent l'indispensable force collective, nécessaire pour accéder à des succès rendant la vie meilleure au travail et/ou dans la cité pour les salariés.

Elles montrent également le soutien apporté par les organisations de la CGT en Seine-Maritime pour la paix au Viêt-Nam, en Algérie, la solidarité avec les peuples qui agissent contre l'oppression, pour les droits sociaux, les libertés, la paix et leur indépendance.
C'est un ouvrage utile, indispensables pour celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire du mouvement syndical, et pour ceux qui, aujourd'hui encore, continuent la lutte syndicale pour la satisfaction des besoins des salariés, les rémunérations, l'emploi, de meilleures conditions de travail, etc.

Merci de remplir ce document en majuscules

Entreprise : .....

Mme ☐ M. ☐ Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

Tél ..... Courriel .....

Merci d'envoyer votre bon de commande accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de l'IHS Cgt 76

N° du chèque ..... Banque .....

Bon de commande ..... livres UN SIECLE DE LUTTES POUR LE PROGRÈS SOCIAL EN SEINE-MARITIME 1913-2013

au prix de 10 euros l'unité + 6 euros de frais de port = ...euros

A adresser à : IHS CGT 76
26 avenue Jean Rondeaux 76108 Rouen cedex
Tél. 02 35 58 88 60 ou 06 89 93 13 55
Courriel : ihs 76@cgt76.fr